



X·TERRA

RESOURCES INC.

RAPPORT ANNUEL

ANNUAL REPORT

2017



POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017
FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 2017
(une société au stade d'exploration / an exploration stage company)

RAPPORT DE GESTION

Ce rapport de gestion des résultats d'opération et de la situation financière de Ressources X-Terra Inc. (la « **Société** » ou « **X-Terra** ») est préparé en conformité avec le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue en ce qui concerne l'information continue des émetteurs assujettis. Il constitue un complément et un supplément aux états financiers consolidés audités de la Société et les notes afférentes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 et il devrait être lu en parallèle avec ceux-ci. La Société prépare ses états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (les « **IFRS** »). Les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 ont été préparés conformément aux IFRS applicables à l'établissement des états financiers, incluant les chiffres comparatifs. À moins d'indication contraire, tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. La direction est responsable de préparer les états financiers consolidés et autre information financière de la Société figurant dans le présent rapport de gestion.

Le conseil d'administration est tenu de s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la communication de l'information financière. Pour ce faire, le conseil a nommé un comité d'audit composé de trois administrateurs dont deux sont indépendants et ne sont pas membres de la direction. Le comité se réunit avec la direction et les auditeurs pour discuter des résultats d'opération et de la situation financière de la Société avant de formuler des recommandations et de présenter les états financiers au conseil d'administration pour qu'il examine et approuve leur envoi aux actionnaires. Suivant la recommandation du comité d'audit, le conseil d'administration a approuvé les états financiers et ce rapport de gestion de la Société le 30 avril 2018.

DATE

Ce rapport de gestion a été rédigé le 30 avril 2018.

MANAGEMENT'S DISCUSSION & ANALYSIS

The following management's discussion & analysis ("MD&A") of the operating results and financial position of X-Terra Resources Inc. (the "**Corporation**" or "**X-Terra**") follows *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* for reporting issuers. It is a complement and supplement to the Corporation's audited consolidated financial statements and related notes for the year ended December 31, 2017 and should be read in conjunction therewith. The Corporation prepares its financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards ("**IFRS**"). The audited consolidated financial statements for the year ended December 31, 2017 have been prepared in accordance with IFRS applicable to the preparation of financial statements, including comparative figures. Unless otherwise indicated, all amounts in this MD&A are in Canadian dollars. Management is responsible for the preparation of the consolidated financial statements and other financial information relating to the Corporation included in this MD&A.

The Board of Directors is responsible for ensuring that management fulfills its responsibilities for financial reporting. In furtherance of the foregoing, the Board of Directors has appointed an Audit Committee composed of three directors, two of whom are independent and are not members of management. The Committee meets with management and the auditors in order to discuss results of operations and the financial condition of the Corporation prior to making recommendations and submitting the financial statements to the Board of Directors for its consideration and approval for its consideration and approval for issuance to shareholders. On the recommendation of the Audit Committee, the Board of Directors has approved the Corporation's financial statements and this MD&A on April 30, 2018.

DATE

This MD&A is prepared as of April 30, 2018.

PERFORMANCE GLOBALE

DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

X-Terra, une société d'exploration minière, est engagée dans l'acquisition, l'exploration et le développement de propriétés minières, pétrolières et gazières. Elle a des intérêts dans des propriétés minières ainsi que dans des permis de gaz au stade d'exploration situé dans la province de Québec, au Canada.

La Société capitalise l'acquisition de propriétés et des dépenses d'exploration reliées aux propriétés minières, pétrolières et gazières dans lesquelles elle a un intérêt actif. Dans le cas où une de ces propriétés devient inactive ou s'avère non rentable, elle est radiée. Toute référence aux « propriétés » dans ce document désigne toutes les propriétés minières, pétrolières et gazières dans lesquelles la Société a acquis un intérêt ou elle peut acquérir un intérêt dans le futur.

La Société est un émetteur assujéti au Québec, en Colombie-Britannique, Alberta, Manitoba et en Ontario et se transige sur la bourse de croissance TSX (« **TSX-V** ») sous le symbole XTT depuis le 3 juillet 2014.

En janvier 2017, la Société était très heureuse d'accueillir monsieur Michel Chapdelaine sur son conseil d'administration. Le 14 février 2017, Martin Dallaire démissionnait de son poste de président du conseil d'administration et d'administrateur de la Société. En février 2017, la Société a complété l'acquisition de la propriété Cobalt Lake Copper et effectué le paiement initial en actions en lien avec la convention d'option de la propriété Veronneau. De plus, la Société a complété l'acquisition d'un intérêt de 100% de 4 claims miniers comprenant une partie de la propriété Veronneau et a de plus fait l'acquisition de la propriété Ducran. La Société a dépensé 1 344 958 \$ sur ses propriétés en 2017 et s'est entendu avec un créancier pour régler une dépense d'exploration de \$ 100 000 en actions. La Société a complété un placement privé de 1 300 000 \$ et a entrepris divers programmes d'exploration de terrain sur ses propriétés. En janvier 2018 la Société a également complété un financement de 1 000 000 \$ (voir la section « événements subséquent »). De plus, en avril 2018, la Société a conclu une entente pour compléter l'acquisition à 100% de la propriété Veronneau (voir la section « événements subséquent »).

PROPRIÉTÉS

Propriété Lindsay (21 claims miniers)

Le projet de terres rares Lindsay détenu à 100 % par la Société est situé à environ 125 kilomètres au sud de Rouyn-Noranda, Québec et à 70 kilomètres est-nord-est de North Bay, Ontario, le long de la frontière de la province, à mi-chemin entre le camp uranifère Elliot Lake et la ceinture aurifère de l'Abitibi, à l'intérieur du front de Greenville. Le projet se compose de 21 claims dans le canton de Villedieu.

OVERALL PERFORMANCE

DESCRIPTION OF BUSINESS

X-Terra, an exploration stage company, is in the business of acquiring, exploring and developing mining and oil and gas properties. It has interests in mining properties as well as in some shale gas permits at the exploration stage located in the province of Québec in Canada.

The Corporation capitalizes property acquisition and exploration expenses relating to mineral and oil and gas properties in which it has an active interest. In the event that such properties become inactive or prove uneconomic, they are written-off. Any reference in this document to "properties" means any mining resources and oil and gas properties in which the Corporation has earned or in the future may earn an interest.

The Corporation is a reporting issuer in Québec, British Columbia, Alberta, Manitoba and Ontario and is traded on the TSX Venture Exchange ("**TSX-V**"), under the symbol XTT since July 3, 2014.

In January 2017, the Corporation was very pleased to welcome Michel Chapdelaine on its Board of Directors. On February 14, 2017, Martin Dallaire resigned from his position as Chairman of the Board of Directors and Director of the Corporation. In February 2017, the Corporation completed the acquisition of the Cobalt Lake Copper property and made the initial payment in shares in connection with the Veronneau property option agreement. In addition, the Corporation completed the acquisition of a 100% interest in 4 mining claims including part of the Veronneau property and also made the acquisition of the Ducran property. The Corporation spent \$1,344,958 on its properties in 2017 and reached an agreement with a creditor to settle an exploration expense of \$100,000 in shares. The Corporation completed a private placement of \$1,300,000 and has undertaken some field exploration programs on its properties. In January 2018, the Corporation also completed a \$1,000,000 financing (see "subsequent events" section). In addition, in April 2018, the Corporation entered into an agreement to complete the 100% acquisition of the Veronneau property (see "subsequent events" section).

PROPERTIES

Lindsay Property (21 mining claims)

The 100% owned Lindsay rare earth elements (REE) project is located approximately 125 kilometres south of Rouyn-Noranda, Québec and 70 kilometres east-northeast of North Bay, Ontario, along the provincial border, halfway between the Elliot Lake uranium camp and the Abitibi gold belt, within the Grenville front. The project consists of 21 mining claims in the Villedieu Township.

La propriété est comprise dans la formation de Kipawa qui est composée par des gneiss dérivés d'une séquence mature de roche métasédimentaire détritique et chimique qui a subi un métamorphisme au faciès amphibolite supérieur (Rive 1973b). Le complexe intrusif alcalin de Kipawa est situé juste au nord de la propriété et cette masse plutonique pourrait s'étendre vers le sud de la propriété. La composition et la texture du complexe est hétérogène. Trois principales unités internes sont présentes : Un faciès syénitique-monzonite, un faciès de gneiss mafique rubané et un faciès de granitique peralkaline. La découverte d'uranium et de minéralisation aurifère à Hunter's Point en 1957 a augmenté le niveau d'exploration d'uranium dans la région de Kipawa.

De plus, un levé d'échantillonnage a été effectué par Mines Aurizon dans les régions considérées comme étant les plus favorables pour la minéralisation aurifère. Ce levé a défini quatre tendances de dispersion aurifère en utilisant l'analyse des concentrés de minéraux lourds. La dispersion aurifère en concentré de minéraux lourds située au nord-est est située directement au nord-ouest de la propriété et est clairement le long d'une structure géologique majeure dans une direction nord-ouest qui couvre la propriété en son centre. Les concentrés de minéraux lourds ont donné des résultats d'analyse de plus de 0,1 g/t d'or dans 27 % des échantillons, incluant des résultats de 1,3 g/t et 2,0 g/t. En avril 2012, la société Exploration Fieldex inc. a communiqué des résultats encourageants de terres rares sur leur projet Lac Sairs (19,55 mètres à une teneur de 1,10 % de TREO+Y2O3) juste au nord de la propriété Lindsay. En 2010, un total de trois trous de forage totalisant 358 mètres a été effectué sur la propriété Lindsay. Plus de 110 échantillons ont été envoyés au laboratoire pour fins d'analyse; toutefois, aucun résultat économique n'a été obtenu suite à cette campagne de forage. La Société a complété un rapport technique 43-101 sur sa propriété de terres rares Lindsay. La propriété Lindsay est un projet de stade intermédiaire avec des indices historiques d'uranium et de terres rares. La Société envisage une potentielle entente de partenariat pour ce projet. Cependant, la Société n'a pas l'intention de faire des dépenses sur cette propriété dans un avenir court et moyen terme et a donc décidé de la radié de ses livres.

Propriété Troilus East (92 claims miniers)

Cette propriété est composée de 92 titres miniers dans les environs de l'ancienne mine Troilus et c'est dû à cette proximité que la Société lui a donné le nom de Troilus East. La propriété est située à environ 135 kilomètres de route de la ville de Chibougamau, Québec, Canada.

Étonnamment, très peu de travaux d'exploration ont été effectués dans le secteur, même si l'ancienne mine Troilus située tout juste au sud-ouest a produit plus de 2,3 millions d'onces d'or et 68 000 tonnes de cuivre avant sa fermeture en 2010 (DV 2010-01). First Quantum a acquis l'ancien producteur auprès d'Inmet en 2013.

X-Terra a réalisé des travaux d'exploration pour un montant de 163 593 \$ en 2017 sur la propriété. Les travaux ont consisté en un survol de l'ensemble de la propriété par hélicoptère et à effectuer des études géologiques, de la modélisation structurale et de l'interprétation des blocs erratiques par la technologie de télédétection (GM 70166). Les blocs erratiques et les champs de blocs erratiques ont été cartographiés par l'analyse d'image à distance et ont été calibrés sur des roches connues trouvées à proximité (minéralisées et stériles); de nombreuses cibles ont été cartographiées. De plus, des structures majeures similaires à celles observées sur la propriété de l'ancienne mine Troilus (tendances NNE à NE) ont été identifiées sur la propriété Troilus East.

The property is underlain by gneiss derived from a mature sequence of detrital and chemical metasedimentary rocks called the Kipawa formation that has been metamorphosed to upper amphibolite facies (Rive 1973b). The Kipawa alkaline intrusive complex is situated immediately north of the property and this plutonic mass could extend to the south of the property. The composition and texture of the complex is heterogeneous. Three principal internal units are present: a syenitic-monzonite facies; a banded mafic gneiss facies; and a peralkaline granite facies. The discovery of uranium and gold mineralization at Hunter's Point in 1957 increased uranium exploration in the Kipawa region.

In addition, a till sampling survey was conducted by Aurizon Mines in the regions considered most favourable for gold mineralization. This survey has defined four trends of gold dispersion utilizing the analysis of heavy mineral concentrates. The northeast dispersion trend of gold in heavy mineral concentrate is located immediately to the northwest of the property and is evident along the length of a major geological structure in a northwest direction that covers the property at its centre. The heavy mineral concentrates have yielded analyses of more than 0.1 g/t of gold in 27% of samples, including analyses of 1.3 g/t and 2.0 g/t of gold. In April 2012, the company Fieldex Exploration Inc. reported encouraging rare earth results on their Lac Sairs project (19.55 metres of 1.10% TREO+Y2O3) north of the Lindsay property. In 2010, a total of three diamond drill holes totaling 358 metres have been done on the Lindsay property. More than 110 samples were sent to a lab for assaying; however, no economic results were obtained from this drilling campaign. The Corporation has completed a National Instrument 43-101 technical report on its Lindsay rare earth property in Kipawa. The Lindsay property is a mid-stage exploration project with historical uranium and REE. The Corporation is considering a potential partnership for this project. However, the Corporation does not intend to make any expenditure on this property in the short and medium term and has therefore decided to write it off.

Troilus East Property (92 mining claims)

This property is composed of 92 mining claims in the surrounding area of the past producing Troilus Mine and it is due to that proximity that the Corporation named this property Troilus East. The property is located approximately 135 kilometres by road from the town of Chibougamau, Québec, Canada.

Amazingly, very little exploration work has been performed in the area even if the former Troilus mine located just south west has produced in excess of 2,3 million ounces of gold and 68,000 tonnes of copper prior to its closure in 2010 (DV 2010-01). First Quantum acquired the Troilus property from Inmet in 2013.

The Corporation conducted exploration work for an amount of \$163,593 in 2017 on this property and consisted of surveying the entire property by helicopter and performed geological studies, structural modelling and boulder tracing interpreted by remote sensing based technology (GM 70166). The boulders and boulder fields have been mapped by the analysis of remote sensed images and calibrated on known boulders found nearby (mineralized and barren); numerous targets have been mapped. Further, similar major structures to the ones observed in the former Troilus mine (trending NNE to NE) have been identified on the property.

X-Terra a complété en octobre 2017 un programme d'échantillonnage de till glaciaire sur la propriété dans le but d'identifier les trains de dispersion de grains d'or, 78 échantillons ont été recueillis sur la propriété. Ce programme a été réalisé par IOS Géoservices de Chicoutimi, un spécialiste dans le domaine de l'échantillonnage de till glaciaire, du traitement et de l'interprétation des processus géologiques superficiels. Des échantillons de till d'environ 10 kilogrammes ont été recueillis à des intervalles d'environ 250 mètres sur des lignes espacées de 2,5 à 3 kilomètres orientées perpendiculairement à la direction sud-ouest-nord-est de la glaciation.

Tous les échantillons seront soumis pour analyse selon ARTGold :Advanced Recovery Technique pour l'or (percée technologique dans l'étude des grains d'or détritiques). Les résultats seront communiqués aussitôt qu'ils seront disponibles.

Propriété Veronneau (515 claims miniers)

La propriété Veronneau se compose de 515 claims miniers. En janvier 2017 la Société a conclu une convention d'option et d'exploration avec un groupe de quatre prospecteurs (les « Optionnés »), selon lequel X-Terra a la possibilité d'acquérir jusqu'à 60% de participation indivise dans 234 claims miniers situés sur le territoire Eeyou Istchee/Baie-James, au Québec, en émettant un total de 5 000 000 d'actions ordinaires de X-Terra aux Optionnés sur une période de quatre ans, en effectuant des paiements globaux en espèces de 250 000 \$ sur une période de trois ans et en engageant des dépenses d'exploration minière de 3 500 000 \$ au total sur une période de quatre ans. Après avoir rempli tous les paiements mentionnés ci-dessus, X-Terra aura une participation de 60% dans les claims miniers et conclura une convention de coentreprise avec les Optionnés. X-Terra a émis 1 250 000 actions aux Optionnés et leur a versé un montant de 100 000 \$ en février 2017 à titre de paiement initial en vertu de la convention d'option et d'exploration, et le 5 février 2018, la Société a procédé au deuxième paiement de 50,000\$ et a émis 1 250 000 actions aux Optionnés (voir la section « événements subséquent »).

Conformément à l'entente d'option et d'exploration, X-Terra a conclu une entente de cession avec les Optionnés en vertu de laquelle X-Terra transfère et cède aux Optionnés 75 claims miniers adjacents à la propriété Veronneau en contrepartie d'un paiement en espèces de 5 000 \$ par les Optionnés, lequel paiement sera réglé contre le dernier paiement en espèces à effectuer aux Optionnés en vertu du contrat d'exploration et d'option. Ces 75 claims miniers, ainsi que les 234 claims miniers déjà détenus par les Optionnés, sont assujetties à la convention d'option et d'exploration.

De plus, X-Terra a conclu une entente visant à acquérir une participation de 100% dans quatre claims miniers comprenant une partie de la propriété Veronneau. Conformément à la convention d'acquisition, X-Terra a acquis 100% de participation dans quatre claims miniers de deux prospecteurs (collectivement, les « Vendeurs »). En contrepartie de l'acquisition des claims miniers, X-Terra a versé un montant global de 10 000 \$ aux Vendeurs et a émis à chacun des vendeurs 75 000 actions ordinaires de X-Terra le 17 février 2017. Les quatre claims miniers acquis par X-Terra sont assujetties à une redevance nette d'affinage de 2% en faveur des vendeurs. X-Terra peut, à tout moment, acheter 50% de la redevance des vendeurs pour un montant total de 1 000 000 \$.

X-Terra completed its glacial till sampling program in October 2017 collecting 78 till samples throughout the property in order to identify if any gold dispersal trains are present. The program was carried out by IOS Geoservices of Chicoutimi, a well-known specialist in glacial till sampling, processing and interpretation of surficial geological processes. Till samples weighing approximately 10 kilograms were collected at approximately 250-metre intervals on lines spaced 2.5 to 3 kilometres apart and oriented perpendicular to the southwest-northeast direction of glaciation.

All samples will be submitted for analysis using ARTGold: Advanced Recovery Technology for Gold (an exclusive technology for the recuperation of gold grains in till). Results will be published as soon as they become available.

Veronneau Property (515 mining claims)

The Veronneau property is comprised of 515 mining claims. In January 2017, the Corporation entered into an exploration and option agreement with a group of four prospectors (the "Optionors"), pursuant to which X-Terra has an option to acquire up to a 60% undivided ownership interest in 234 mining claims located in the Eeyou Istchee/Baie-James territory, Québec, by issuing an aggregate of 5,000,000 common shares of X-Terra to the Optionors over a period of four years, by making cash payments to the Optionors in the aggregate amount of \$250,000 over a period of three years and by incurring mining exploration expenditures of \$3,500,000 in the aggregate over a period of four years. Upon completing all of the payments mentioned above, X-Terra will have a 60% ownership interest in the Claims and will enter into a joint venture agreement with the Optionors. X-Terra issued 1,250,000 shares to the Optionors and paid cash \$100,000 in February 2017 as the initial payment pursuant to the exploration and option agreement, and on February 5, 2018, the Corporation proceeded to the second tranche of the first commitment and paid \$50,000 cash and issued 1,250,000 shares to the Optionors (see "subsequent events" section).

Pursuant to the exploration and option agreement, X-Terra entered into an assignment agreement with the Optionors pursuant to which X-Terra transferred and assigned to the Optionors 75 mining claims adjacent to the Veronneau property in consideration for a cash payment of \$5,000 by the Optionors, which payment will be set off against the last cash payment to be made to the Optionors pursuant to the exploration and option agreement. These 75 mining claims, together with 234 claims already owned by the Optionors are subject to the exploration and option agreement.

In addition, X-Terra has entered into an agreement to purchase a 100% interest in four mining claims comprising part of the Veronneau property. Pursuant to the acquisition agreement, X-Terra acquired 100% ownership interest in four mining claims from two prospectors (collectively, the "Vendors"). In consideration for the acquisition of the mining claims, X-Terra paid an aggregate amount of \$10,000 to the Vendors and issued to each of the Vendors 75,000 common shares of X-Terra, on February 17, 2017. The four mining claims acquired by X-Terra are subject to a 2% net smelter return royalty in favor of the Vendors. X-Terra may, at any time, purchase 50% of the net smelter return royalty from the Vendors for an aggregate amount of \$1,000,000.

En 2015, un nouvel indice d'or a été découvert sur la propriété Veronneau par les géologues du Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Québec), alors qu'ils complétaient la cartographie régionale de la région. Un échantillon initial a été prélevé dans un affleurement de basalte amphibolitisé rouillé, dans un corridor de déformation métrique (résultat de l'analyse: 6,89 g / t Au: Source MRNFP, échantillon unique 2015061382). À l'été 2016, des travaux d'échantillonnage supplémentaires ont été complétés par les Optionnés et ont donné d'autres résultats encourageants de 2,39 g / t Au sur une largeur de 4,65 mètres. Seule la partie nord des claims miniers composant la propriété Veronneau (15 kilomètres plus au nord-est) a reçu des travaux d'exploration plus systématique. Comme l'exploration de l'or a été très limitée dans cette région, X-Terra a été intrigué par ces résultats et a visité la propriété Veronneau lors de son processus de vérification diligente pour étudier son potentiel supplémentaire. De nouveaux échantillons pris au marteau ainsi que par rainurage ont retournés des résultats positifs (voir le communiqué de presse de X-Terra daté du 22 novembre 2016). La minéralisation sur la propriété Veronneau a été décrite comme étant de type stratiforme (N-060) avec une percolation des sulfures le long des bordures de coussins basaltiques. L'arsénopyrite a été observé et on croit qu'il existe une corrélation directe avec les valeurs aurifères.

La propriété Veronneau couvre 55,5 kilomètres de la ceinture volcanique située sur le contact de la Sous-province d'Opatoca et de Némiscau. Il convient de noter que la marge entre la Sous-province d'Opatoca et d'Opinaca ont récemment produit des découvertes importantes, à savoir le projet d'or d'Éléonore de Goldcorp, le dépôt de Wabouchi de Nemaska Lithium et la seule mine de diamants du Québec, le projet Renard de Stornoway Diamond Corporation. La marge de la Sous-province d'Opinaca semble tout à fait fertile pour la minéralisation à intérêt économique à en juger par le nombre d'occurrences minéralisées documentées dans les dossiers du Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Québec).

La Société a commencé la première phase d'exploration le 26 juin 2017 en embauchant des consultants géologiques hautement qualifiés (voir communiqué de presse du 30 juin 2017). La première phase du programme d'exploration consistait en prospection, cartographie, décapage, rainurage et cartographie détaillée de l'indice Veronneau. La propriété Veronneau contient au moins deux processus de mise en place d'or: le premier où l'or est associé à de la minéralisation sulfurée (l'indice Marcaut) et un deuxième localisé à environ 10 kilomètres ouest où l'or est associé avec des veines de quartz, arsénopyrite pré-tectonique dans un protolithe mafique (basalte) complètement biotitisé altération potassique (l'indice Veronneau).

Les travaux ont permis à X-Terra de mieux comprendre et d'étendre avec de nouvelles découvertes ces deux indices en plus de mettre à jour deux nouveaux contextes géologiques soit un de type VMS dans la partie sud-ouest de la propriété et un autre dans la portion est de la propriété où des roches (laves) intermédiaires à phénocristaux de plagioclases et hornblende ainsi que des unités plus felsiques ont été observés. Ces roches sont dans l'extension des conglomérats de base trouvée en 2015 par le MRN. Tout au long de la première phase d'exploration, la Société a complété le décapage et la cartographie détaillée de l'indice Veronneau ce qui a conduit à la découverte d'une nouvelle occurrence d'or de surface dans un tout nouveau secteur tout en complétant le rainurage de l'indice Veronneau (4,24 g/t Au sur 6 mètres). Parallèlement à ces travaux, la première phase

A new gold showing was discovered on the Veronneau property in 2015 by geologists of the *Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles* (Québec), while completing regional mapping of the area. An initial sample was taken from an outcrop of rusty amphibolitized basalt, within a metric deformation corridor (Assay results: 6.89 g/t Au: Source MRNFP, unique sample 2015061382). Additional channel sampling work was completed by the Optionors in the summer of 2016 and returned additional encouraging results of 2.39 g/t Au over a width of 4.65 metres. Only the northern portion of the claims comprising the Veronneau property (15 kilometres further north east), received more systematic exploration work. As very limited gold exploration has been conducted in this area, X-Terra was encouraged by these results and visited the Veronneau property during its due diligence process for data verification and to investigate its further potential. Additional grab and channel sampling was completed and returned additional positive results (See X-Terra's press release dated November 22, 2016). It is believed that the mineralization on the Veronneau property was describe as stratiform (N-060) and with a percolation of sulphide along pillow margins. Arsenopyrite has been observed and is believed to have a direct correlation with the auriferous values obtained.

The Veronneau Property now covers 55.5 kilometres of the volcanic belt situated on the contact of the Sub province of Opatoca and Nemiscau. It should be noted that the margins of the Opatoca and Opinaca sub province recently produced significant discoveries, namely the Goldcorp's Éléonore Gold project, the Nemaska Lithium's Wabouchi deposit and Québec's only diamond mine, the Renard project by Stornoway Diamond Corporation. The margin of the Opinaca sub province appears quite fertile for mineralization of economic interest judging by the number of mineralized occurrences documented within the *Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles* (Québec) files.

The Corporation began its first phase of ground exploration on June 26, 2017, by using highly qualified geological consultants (see X-Terra's press release dated June 30, 2017). The program comprised in a first phase of exploration (prospection and mapping), some stripping, channel sampling and detailed mapping of the Veronneau showing. The Veronneau property hosts at least two gold settings: one where gold is associated to sulfide mineralization (the Marcaut showing) and a totally new setting located approximately 10 kilometres west where gold is associated with a pre-deformation quartz veins stringers with arsenopyrite in a Biotite rich altered rocks (the Veronneau showing).

X-Terra was able to expand on both of these gold occurrences and also discover two new promising geological settings, a VMS one on the south-western portion of the property and another one on the eastern portion of the property where some porphyritic (plagioclase and hornblende) intermediate rocks with felsic units also. These rocks are in the trend of the basal conglomerates found by the government in 2015. Throughout the first phase of exploration, the Corporation completed the stripping and detailed mapping of the Veronneau showing that led to the discovery of a new surface gold occurrence in a totally new area while also expanding the Veronneau discovery channel (4.24 grams per tonne Au over six metres). Parallel to this work, the first exploration phase allowed the teams to cover around 65% of the Veronneau property while also gaining

d'exploration a permis aux équipes de couvrir environ 65% de la propriété Veronneau, permettant ainsi d'augmenter la compréhension de la géologie de la propriété. La cartographie détaillée de l'indice Veronneau révèle que la minéralisation aurifère est hautement affectée par un corridor de déformation orienté N045. Ce corridor est tradif et recoupe l'indice Veronneau. L'exploration le long de ce corridor a mené à la découverte d'un nouvel indice où la minéralisation est très similaire à celle de l'indice Veronneau.

L'indice de la nouvelle zone, nommé l'indice Souffle, est localisé à 6,7 kilomètres au nord-est d'indice Veronneau. Un échantillon choisi a retourné 1,2 g/t Au. La roche consiste en un gneiss mafique (basalte) folié comprenant 1% de pyrite/arsénopyrite le long de veinulles de quartz.

Une deuxième découverte a été faite à 5,5 kilomètres au sud-ouest de Marcaut et à seulement 1,48 kilomètres du nouvel indice plus haut mentionné. Un échantillon choisi a retourné 0,70g/t Au, 6,2 g/t Ag et 0.1% Cu. La minéralisation consiste en pyrite et pyrrotine semi massive, avec 1 % de chalcopryrite.

Une troisième découverte, nommée indice IGPP, a été faite à 500 mètres à l'ouest de la zone Marcaut. Un échantillon choisi a retourné 1,76 g/t Au, 70,5 g/t Ag, 2,32 % Cu et 0,72 % Zn.

Suite aux résultats encourageant et à l'observation de contexte géologique favorables dans les extensions ouest et est de la propriété, X-Terra a acquis par jalonnement 201 nouveaux titres miniers et ainsi la propriété de 515 titres miniers couvre plus de 250 km².

Au cours des deux programmes d'exploration, plus de 650 échantillons ont été recueilli pour être analysés. Tous les résultats ont été reçus. La plupart des occurrences ont été découvertes avec l'utilisation d'un BeepMat en suivant les conducteurs EM aéroportés. La plupart des échantillons d'or anomaux découverts au cours des deux programmes d'exploration en 2017 proviennent de ces occurrences de sulfures, généralement dans des roches de basalte ou d'exhalite. Ces lithofaciès sont fortement affectés par une déformation régionale avec une foliation de tendance générale nord-est-sud-ouest plongeant vers le sud-est.

La plupart des échantillons contenant de l'or anomal proviennent de la partie centrale de la propriété, au nord du lac Véronneau entre les indices Veronneau et Marcaut. Plus en détail, la plupart de ces échantillons aurifères sont liés au même conducteur EM bordé au sud par une anomalie magnétique négative. Cette zone est caractérisée par des conducteurs EM formationnels réguliers et non perturbés, contrairement à la partie sud et nord de la propriété. La foliation est concordante au graitectonique, inversement, les deux occurrences majeures d'or, Véronneau et Marcaut sont associées à des structures locales complexes. Une analyse structurale détaillée est prévue pour l'été 2018.

En dehors des occurrences associées aux cibles EM, une série d'échantillons aurifères isolés ont été découverts, principalement dans la partie nord de la propriété. Cette zone est caractérisée par une abondance de conducteurs EM, plus quelques lithofaciès typiquement favorables tels que des conglomérats et des roches ultramafiques. Les meilleures teneurs en or des échantillons recueillis à l'extérieur des limites de la propriété proviennent de cette zone.

in the comprehension of the geology of the Veronneau property. The detailed mapping of the Veronneau showing reveals that the gold mineralization is highly affected by a strong northeast deformation corridor. This corridor is post-gold mineralization and the showing itself is truncated, exploration along it led to a new gold discovery where the setting is very similar to the Veronneau showing itself.

The showing in the new area, named the Souffle showing, is located 6.7 kilometres to the northeast of the Veronneau showing. A grab sample from the outcrop returned 1.2 g/t Au. The mineralization consists of approximately 1% disseminated pyrite/arsenopyrite along quartz veinlets in a slightly foliated mafic gneiss.

A second discovery was made 5.5 kilometres southwest of the Marcaut area and only 1.48 kilometres from the new showing mentioned above. A grab sample from outcrop returned 0.70 g/t Au, 6.2 g/t Ag and 0.1% Cu. The mineralization consists of semi-massive pyrite and pyrrhotite and up to 1% chalcopryrite.

A third discovery, named the IGPP showing was made 500 metres west of the Marcaut area. A grab sample returned 1.76 g/t Au, 70.5 g/t Ag, 2.32 % Cu and 0.72% Zn.

Following the new discoveries as well as the newly understood geological context of the western and eastern extension, X-Terra acquired by staking 201 new mining claims bringing the total number of mining claims to 515 claims, covering an area over 250 km².

Throughout the two exploration programs, over 650 samples were collected for analysis. All sample results have now been received. Most of the occurrences were discovered with the use of a BeepMat by tracking airborne EM conductors. Most gold anomalous samples discovered throughout both exploration programs in 2017 are from these sulphide-bearing occurrences, typically hosted in basalt or exhalite rocks. These lithofacies are strongly affected by a regional deformation with a general NE-SW trending foliation dipping to the southeast.

Most samples with anomalous gold are from the central area of the property, north of Lake Veronneau, between the Veronneau and Marcaut showings. In more details, most of these auriferous samples are related to the same EM conductor, bordered to the south by a negative magnetic anomaly. This area is characterized by a regular and undisturbed EM formational conductors, unlike the southern and northern sections of the property. Foliation is concordant to tectonic fabric. Inversely, the two prominent gold occurrences, Veronneau and Marcaut, are associated with local structural complexities. Follow up detailed structural analysis is planned for summer 2018.

Outside of occurrences associated with EM targets, a series of isolated gold-bearing samples were discovered, mainly in the northern part of the property. This area is characterized by abundant EM conductors, plus some typically favourable lithofacies such as conglomerates and ultramafic rocks. Best gold grades, from samples collected outside the limits of the property, are from this area.

Suite à l'analyse structurale détaillée, la Société prévoit également une étude de l'assemblage des altérations dans les environs des occurrences de Marcaut et Véronneau à l'aide d'un décapage à grande échelle suivi par de la géophysique au sol.

La Société a complété un levé hélicoptère (VTEM plus), ainsi qu'un levé magnétique gradiométrique horizontal sur la partie est de la propriété Véronneau. Une superficie totale de 106 km² a été couverte, comprenant 1 129 kilomètres linéaires. Basé sur les résultats géophysiques obtenus, les données VTEM présentent plusieurs zones conductrices dans les blocs survolés.

Dans le bloc A, les principales zones conductrices ont une tendance nord-est au nord du bloc. Plusieurs conducteurs isolés sont dans la partie centrale du bloc. Selon la carte de résistivité détaillée, le sommet de cette zone est approximativement de la surface à 150 mètres de profondeur.

Dans le bloc B, les zones conductrices principales ont une forte corrélation avec les données magnétiques et ont une tendance est-ouest.

Le sommet de cette zone est approximativement de la surface à 400 mètres de profondeur.

Propriété Ducran (28 claims miniers)

Le 13 octobre 2017, la Société a signé une convention d'achat d'actifs avec un prospecteur privé aux termes duquel X-Terra a acquis un intérêt indivis de 100% dans la propriété Ducran. Afin d'acquies cet intérêt indivis, X-Terra effectuera un paiement en espèces de 1 500 \$ et émettra 100 000 actions ordinaires au vendeur dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'approbation de cette transaction par le Bourse de croissance TSX. De plus, en engageant des dépenses totales de 275 000 \$ sur les claims miniers, X-Terra devra émettre 100 000 actions ordinaires additionnelles au vendeur dans les 30 jours suivant le dépôt par X-Terra auprès du *Ministère de l'Énergie et ressources naturelles (Québec)* du dernier rapport de travaux qui représente, cumulativement avec tous les rapports de travaux antérieurs, un montant total de 275 000 \$ de dépenses sur les claims miniers. Si X-Terra Resources engage un montant additionnel de 500 000 \$ de frais sur les claims miniers, X-Terra devra émettre 100 000 actions ordinaires additionnelles au vendeur dans les 30 jours suivant le dépôt par X-Terra du dernier rapport de travaux avec le *Ministère de l'énergie et des ressources naturelles (Québec)* qui représente, cumulativement avec tous les rapports de travaux antérieurs, un montant total de 775 000 \$ de dépenses. Les titres miniers seront assujetties à une redevance nette de 2% sur le rendement net des fonderies (la « **redevance NSR** ») sur la production des claims miniers, dont X-Terra aura le droit, à tout moment, d'acheter la moitié (1/2) de la redevance NSR (1%) pour un montant en espèces de 1 000 000 \$.

Further to the detailed structural analysis, the Corporation is also planning a study of alteration assemblage in the vicinities of Marcaut and Veronneau occurrences, through large scale stripping and follow up ground IP geophysics.

The Corporation completed a helicopter-borne versatile time domain electromagnetic (VTEMTMplus), horizontal magnetic gradiometer geophysical survey over the eastern part of the Veronneau property. The total area coverage was 106 km², comprising of 1,129 line kilometres. Based on the geophysical results obtained, the VTEM data presents multiple conductive zones in the blocks.

In Block A, the main conductive zones have a northeast trend in the north of the block. Several isolated conductors are in the central part of the block. According to the detailed resistivity depth image, the top of this zone is approximately from surface to 150 metres deep.

In Block B, the main conductive zones have strong correlation with magnetic data, and have an east-west trend.

The top of this zone is approximately from surface to 400 metres in deep.

Ducran Property (28 mining claims)

On October 13, 2017, the Corporation entered into an asset purchase agreement with a private prospector, pursuant to which X-Terra acquired a 100% undivided ownership interest in the Ducran property. In order to acquire a 100% undivided ownership interest in the Claims, X-Terra Resources will make cash payment in the amount of \$1,500 and issue 100,000 common shares to the vendor within five (5) business days following the approval of this transaction by the TSX Venture Exchange. In addition, upon incurring an aggregate of \$275,000 of expenditures on the Claims, X-Terra Resources will be required to issue an additional 100,000 common shares to the vendor within 30 days following the filing by X-Terra with the *Ministère de l'énergie et ressources naturelles (Québec)* of the last work report that represents, in the aggregate with all the previous work reports, a total amount of \$275,000 of expenditures on the Claims. Should X-Terra Resources incur an additional amount of \$500,000 of expenditures on the mining claims, X-Terra will be required to issue an additional 100,000 common shares to the vendor within 30 days of the filing by X-Terra of the latest work report with the *Ministère de l'Énergie et ressources naturelles (Québec)* that represents, in the aggregate with all previous work reports, a total amount of \$775,000 of expenditures. The mining claims will be subject to a 2% net smelter return royalty (the "**NSR Royalty**") on production from the mining claims, of which X-Terra will have the right, at any time, to purchase one-half (1/2) of the NSR Royalty (1%) for a cash amount of \$1,000,000.

La propriété Ducran comprend 28 claims miniers situés dans le territoire d'Eeyou Istchee / Baie James, à 15 kilomètres au sud de la ville de Chapais, dans la province de Québec. Les 28 claims miniers sont situés à l'extrémité est de la sous-province de l'Abitibi qui contient le camp minier de Chibougamau (secteurs du lac Doré et du lac Chibougamau: production historique: 47,5 tonnes à 1,72% de cuivre, 2,30 grammes d'or, 1,6 milliard livres de cuivre, et 3,2 millions d'onces d'or) et le camp minier de Chapais (production historique: 24,2 tonnes à 2,24% de cuivre, 1,13 g / t d'or, 1,1 milliard de livres de cuivre, 0,8 million d'onces d'or et 8,2 millions d'onces d'argent) avec le ministère de l'énergie et des ressources naturelles (Québec). Les travaux d'évaluation réalisés par la Société dans le cadre de sa vérification diligente sur la propriété Ducran, ont consistés en deux décapages et à forer trois sondages exploratoires. Les travaux de décapage ont révélé une altération et une minéralisation « volcanogènes » (« stringer » de pyrrhothite et de chalcopryrite) dans une diorite, diorite à quartz et gabbro cisaillés (N108/71). Tous les forages exploratoires ont intercepté la zone de cisaillement anticipé. La puissance du cisaillement varie entre 6 et 9 mètres. La minéralisation interceptée semble être un mixage entre magmatique et de type SMV. Les analyses ont retournés des valeurs sub-économiques en Ni, Cu, Zn, Ag et Co. La structure est ouverte vers le NW, le SE et en profondeur.

La Société a l'intention d'augmenter ses efforts pour l'exploration de la propriété Ducran en 2018 avec des travaux supplémentaires de décapage et de forage dans le but d'identifier les limites de la zone de cisaillement identifiée dans le programme de forage précédent.

Personne qualifiée

M. Jeannot Théberge, géologue, membre de l'Ordre des géologues du Québec, est la personne qualifiée à l'égard des propriétés de la Société conformément au *Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers*. Il est responsable des informations techniques présentées dans le présent rapport de gestion à l'égard des propriétés de la Société, et il a approuvé la divulgation des informations techniques présentées dans le présent rapport de gestion relativement aux propriétés de la Société.

RÉSUMÉ DE L'INFORMATION ANNUELLE ET TRIMESTRIELLE

Information annuelle sélectionnée et résultats d'opération

Les données financières sélectionnées qui suivent proviennent des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices terminés les 31 décembre 2017, 2016 et 2015 :

	Exercice terminé le 31 décembre / Fiscal year ended December 31,			
	<u>2017</u>	<u>2016</u>	<u>2015</u>	
	(\$)	(\$)	(\$)	
Revenus financiers	3 680	885	613	Interest income
Perte nette	925 378	424 513	391 988	Net loss
Perte nette de base et diluée par action	0,04	0,04	0,06	Basic and diluted net loss per share
Actif total	3 181 185	752 887	265 374	Total assets

La Société n'a pas, depuis la date de sa constitution en personne morale, déclaré ni versé de dividendes sur ses actions ordinaires. Dans un proche avenir, la Société prévoit conserver les bénéfices futurs et autres ressources de trésorerie à l'exploitation et l'expansion de ses activités.

The Ducran property is comprised of 28 mining claims located in the Eeyou Istchee/Baie James Territory, 15 kilometres south of the town of Chapais in the province of Québec. The 28 mining claims are located at the eastern extremity of the Abitibi Subprovince which contains the Chibougamau mining camp (Doré Lake and Chibougamau Lake sectors; historical production: 47.5 tonnes at 1.72% copper, 2.30 gram/ton gold, 1.6 billion pounds of copper and 3.2 million ounces of gold) and the Chapais mining camp (historical production: 24.2 tonnes at 2.24% copper, 1.13 g/t gold; 1.1 billion pounds of copper, 0.8 million ounces of gold and 8.2 million ounces of silver) (source: report with the *Ministère de l'Énergie et ressources naturelles (Québec)*). The evaluation work carried out by the Corporation in connection with its due diligence on the Ducran property consisted of stripping in two areas and drilling three exploratory holes. The stripping work revealed "volcanogenic" alteration and mineralization (pyrrhothite and chalcopryrite stringers) in sheared (N108/71) diorite, quartz diorite and gabbro (the shear zone). All exploration holes hit the shear zone where it was expected. The thickness of the shear varies between 6 and 9 meters. A mix of magmatic and VMS mineralization have been observed with sub – economic values in Ni, Cu, Zn, Ag and Co. The shear is open in both direction and at depth.

The corporation intends to increase its exploration efforts on the Ducran property in 2018 with additional stripping and diamond drilling, in efforts of identifying the limits of the shear zone identified in the previous drilling program.

Qualified Person

Mr. Jeannot Théberge, geologist, member of the Ordre des géologues du Québec, is the qualified person for the Corporation's properties under *National Instrument 43-101 Standards of Disclosure for Mineral Projects*, is responsible for the technical contents of this MD&A relating to the Corporation's properties and has approved the disclosure of the technical information contained herein relating to the Corporation's properties.

SUMMARY OF ANNUAL AND QUARTERLY INFORMATION

Selected Annual Information and Operation Results

The following selected financial data are derived from the audited consolidated financial statements of the Corporation for the fiscal years ended December 31, 2017, 2016 and 2015:

Résultats d'activités d'opération

La Société est une société d'exploration et, par conséquent, elle ne dégagne pas de revenus réguliers et doit continuellement émettre des actions pour pouvoir poursuivre ses travaux d'exploration sur ses propriétés minières, pétrolières et gazières et ses opérations courantes. Au cours de l'exercice 2017, la Société a enregistré une perte nette de 925 378 \$ comparativement à une perte nette de 424 513 \$ pour l'exercice 2016. La Société a enregistré, pour 2017, des revenus financiers de 3 680 \$ (885 \$ pour 2016). Les dépenses d'opération de la Société pour 2017 se sont élevées à 929 058 \$ (2016 – 425 398 \$) et inclut de la rémunération à base d'actions de 311 150 \$ (2016 – 73 200 \$). La Société a radié des propriétés et leur frais d'exploration reportés pour 72 903 \$ et 43 101 \$ respectivement pour 2017 contre 18 365 \$ et 0 \$ respectivement pour 2016. Les honoraires professionnels ont augmenté passant de 52 981 \$ en 2016 à 99 878 \$ en 2017 reflétant les nombreuses transactions que la Société a effectué durant l'exercice 2017. Les honoraires de consultants ont aussi augmenté passant de 179 669 \$ en 2016 à 244 748 \$ en 2017. Cette augmentation s'explique principalement par l'augmentation des activités de la Société. Les dépenses de conférences et promotion ont augmenté passant de 30 937 \$ en 2016 à 80 075 \$ en 2017 et s'explique par les nombreux voyages et présences du nouveau président aux conférences minières. Les frais de bureau et généraux ont légèrement diminué passant de 42 783 \$ en 2016 à 41 813 \$ en 2017. Les frais associés aux sociétés ouvertes ont augmenté passant de 26 396 \$ pour 2016 à 34 604 \$ pour 2017. Les autres dépenses d'opérations sont demeurées relativement stables, sont cycliques et fluctuent en fonction des événements, qui ne sont pas toujours prévisibles.

Frais de bureau et frais généraux

Voici le détail des frais de bureau et frais généraux pour les deux derniers exercices récemment complétés :

	\$	\$	
	<u>2017</u>	<u>2016</u>	
Location des locaux	24 940	25 140	Office leasing
Assurances	6 569	6 500	Insurances
Dépenses de bureau	10 304	11 143	Office operations and facilities
	<hr/> 41 813	<hr/> 42 783	

Activités de financement

Un placement privé de 1 300 000 \$ (5 416 666 unités, au prix de 0,24 \$ l'unité, chacune composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription) a été complété en 2017. La Société a enregistré des frais d'émission de 88 082 \$. De plus la Société a reçu 216 590 \$ lors de l'exercice de bons de souscription, d'options d'achat d'actions et d'options aux courtiers.

Operating activities and results

The Corporation is an exploration company and, accordingly, does not generate revenue on a regular basis and must continually issue shares in order to further explore its mineral and oil and gas properties and its operations. During the fiscal year 2017, the Corporation registered a net loss of \$925,378 in comparison with a net loss registered for the fiscal year 2016 of \$424,513. The Corporation has recorded, for 2017, interest income of \$3,680 (\$885 in 2016). The Corporation's operating expenses for 2017 are at \$929,058 (2016 - \$425,398) and include share-based compensation of \$311,150 (2016 - \$73,200). The Corporation impaired properties and their deferred exploration expenses in 2017 for \$72,903 and \$43,101 respectively against \$18,365 and \$0 respectively in 2016. Professional fees have increased from \$52,981 in 2016 to \$99,878 in 2017 reflecting several transactions that the Corporation has made during the past fiscal year. Consulting fees have also much increased and went from \$179,669 in 2016 to \$244,748 in 2017. This increase is mainly due to the increase in the Corporation's activities. Conference and promotion fees have increased from \$30,937 in 2016 to \$80,075 in 2017 and are mainly due to travel and attendance of the new President to mining conferences. Office and general fees decreased slightly from \$42,783 in 2016 to \$41,813 in 2017. Allocated sums for public company expenses increased from \$26,396 in 2016 to \$34,604 in 2017. The other administrative expenses remained relatively stable, are cyclical and may fluctuate according to the events, which are not always predictable.

Office and general expenses

This is the detail for office and general expenses for the two most recent fiscal years:

	\$	\$	
	<u>2017</u>	<u>2016</u>	
Office leasing	24 940	25 140	Office leasing
Insurances	6 569	6 500	Insurances
Office operations and facilities	10 304	11 143	Office operations and facilities
	<hr/> 41 813	<hr/> 42 783	

Financing activities

A private placement of \$1,300,000 (5,416,666 units issued at a price of \$0.24 per unit, each of which is comprised of one common share and one common share purchase warrant) was completed in 2017. The Corporation recorded issuance fees of \$88,082. Also, the Corporation received \$216,590 on the exercise of warrants, broker warrants and share purchase options.

Financement / Financing	Date	Usage / Purpose	Objectifs commerciaux / Commercial objectives
Placement privé / Private placement 1 300 000 \$	Mai et juin 2017 / May and June 2017	Fonds de roulement et exploration minière / Working Capital and mining exploration	Fonds de roulement, engager des dépenses d'exploration sur ses propriétés et analyser tout autre projet. / Working capital, engage exploration expenses on its properties and analyse any other project.
Placement privé / Private placement 457 500 \$	Novembre 2016 / November 2016	Fonds de roulement / Working Capital	Fonds de roulement, engager des dépenses d'exploration sur ses propriétés et analyser tout autre projet. / Working capital, engage exploration expenses on its properties and analyse any other project.
Placement privé / Private placement 350 000 \$	Juillet 2016 / July 2016	Fonds de roulement / Working Capital	Fonds de roulement, engager des dépenses d'exploration sur ses propriétés et analyser tout autre projet. / Working capital, engage exploration expenses on its properties and analyse any other project.

Activités d'investissement

En 2017, la Société a effectué des sorties de fonds de 165 755 \$ sur les propriétés minières, pétrolières et gazières et a effectué des sorties de fonds de 822 333 \$ dans les frais d'exploration reportés. En 2017, la Société n'a reçu aucun montant en crédits d'impôts mais devrait recevoir 605 963 \$ en 2018.

Liquidités et fonds de roulement

Au 31 décembre 2017, la Société possédait un fonds de roulement de 629 059 \$ (519 441 \$ au 31 décembre 2016), incluant la trésorerie de 368 644 \$ (515 084 \$ au 31 décembre 2016).

L'exercice des 1 735 000 options en circulation à la date de ce rapport de gestion représente un financement potentiel supplémentaire de 409 875 \$. Ces options expirent entre 2022 et 2027 et ont un prix d'exercice entre 0,11 \$ et 0,295 \$.

L'exercice de 7 854 999 bons de souscription et options à des courtiers en circulation en date du présent rapport de gestion représente un financement potentiel supplémentaire de 2 359 583 \$. Ces bons de souscription et ces options à des courtiers expirent entre le 22 juillet 2018 et le 23 janvier 2020 et ont un prix d'exercice variant entre 0,25 \$ et 0,35 \$ l'action.

Résumé des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente une comparaison des informations financières trimestrielles pour les huit trimestres précédents.

Période / Period	Q4	Q3	Q2	Q1	Q4	Q3	Q2	Q1
Année / Year	2017	2017	2017	2017	2016	2016	2016	2016
Revenus / Revenues	1 187	1 674	451	368	421	234	90	140
Perte de la période / Loss for the period	(270 577)	(81 842)	(433 941)	(139 018)	(177 157)	(84 927)	(136 758)	(25 671)
Perte par action de base et diluée / Basic and diluted loss per share	(0,01)	(0,00)	(0,02)	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,00)
Total de l'actif / Total assets	3 181 185	3 089 398	2 926 449	1 767 423	752 887	455 162	189 921	226 904

Quatrième trimestre

Au cours du quatrième trimestre de 2017 (« **Q4 2017** »), la Société a enregistré une perte nette de 270 577 \$ comparativement à une perte nette de 177 157 \$ pour le quatrième trimestre de 2016 (« **Q4 2016** »). La Société a enregistré, pour Q4 2017, des revenus financiers de 1 187 \$ (421 \$ pour Q4 2016). Les dépenses d'opération de la Société pour Q4 2017 se sont élevées à 271 764 \$ (177 578 \$ pour Q4 2016). Les honoraires professionnels ont augmenté passant de 17 744 \$ pour Q4 2016 à 21 867 \$ pour Q4 2017 dus aux activités pour l'acquisition de propriétés minières.

Investing activities

In 2017, the Corporation had a cash outflow of \$165,755 for acquisitions of mining and oil and gas properties and had a cash outflow of \$822,333 in deferred exploration expenses. In 2017, the Corporation received no tax credits but should receive \$605,963 in 2018.

Liquidity and working capital

As at December 31, 2017, the Corporation had a working capital of \$629,059 (December 31, 2016 – \$519,441), which included cash of \$368,644 (December 31, 2016 – \$515,084).

The exercise of the 1,735,000 outstanding stock options as of the date of this MD&A represents an added potential financing of \$409,875. These options expire between 2022 and 2027 and have an exercise price between \$0.11 and \$0.295.

The exercise of the 7,854,999 warrants and broker options outstanding as at the date of this MD&A represents an added potential financing of \$2,359,583. These warrants and broker options expire between July 22, 2018 and January 23, 2020 with an exercise price varying from \$0.25 and \$0.35 per share.

Summary of Quarterly results

The following table sets a comparison of selected quarterly financial information for the previous eight quarters.

Fourth Quarter

During the fourth quarter of 2017 (“**Q4 2017**”), the Corporation registered a net loss of \$270,577 in comparison with a net loss registered of \$177,157 for the fourth quarter of 2016 (“**Q4 2016**”). The Corporation has recorded, for Q4 2017, finance income of \$1,187 (\$421 for Q4 2016). The operating expenses for Q4 2017 are at \$271,764 (\$177,578 for Q4 2016). Professional fees have increased from \$17,744 for Q4 2016 to \$21,867 for Q4 2017 and due to the activity for the acquisition of mining properties.

Les honoraires de consultants ont diminué passant de 115 004 \$ pour Q4 2016 à 84 764 \$ pour Q4 2017 et s'explique principalement par la représentation de la Société en Europe au Q4 2016. Les dépenses de conférences et promotion ont augmenté passant de 19 826 \$ pour Q4 2016 à 31 647 \$ pour Q4 2017 et s'explique principalement par l'augmentation des voyages et présences du président et du vice-président exploration aux conférences minières. Les frais associés aux sociétés ouvertes ont augmenté passant de 1 955 \$ pour Q4 2016 à 3 031 \$ pour Q4 2017. Les frais de bureau et généraux ont diminué passant de 12 174 \$ pour Q4 2016 à 11 688 \$ pour Q4 2017. La Société a enregistré une radiation de propriétés minières et ses frais reportés de 10 608 \$ et 0 \$ respectivement pour Q4 2016 contre 65 070 \$ et 43 101 \$ respectivement pour Q4 2017. La Société a enregistré des dépenses de rémunération à base d'actions de 10 400 \$ pour Q4 2017 contre aucun montant pour Q4 2016. Les autres dépenses d'opérations sont demeurées relativement stables, sont cycliques et fluctuent en fonction des événements, qui ne sont pas toujours prévisibles.

Consulting fees decreased from \$115,004 for Q4 2016 to \$84,764 for Q4 2017 which is mainly explained by the representation of the Corporation in Europe in Q4 2016. Conference and promotion fees increased from \$19,826 for Q4 2016 to \$31,647 for Q4 2017 and are mainly explained to travel and attendance of the President and the vice-president exploration to mining conferences shows. Allocated sums for public company expenses increased from \$1,955 for Q4 2016 to \$3,031 for Q4 2017. Office and general fees decreased from \$12,174 for Q4 2016 to \$11,688 for Q4 2017. The Corporation has recorded an impairment of mining properties and its deferred exploration expenses of \$10,608 and \$0 respectively for Q4 2016 against \$65,070 and \$43,101 respectively for Q4 2017. The Corporation recorded share-based compensation expense of \$10,400 for Q4 2017 against no amount for Q4 2016. The other administrative expenses remained relatively stable, are cyclical and may fluctuate according to the events, which are not always predictable.

Propriétés minières, pétrolières et gazières (Toutes les propriétés sont situées au Canada) / Mining and Oil and Gas Properties (All properties are located in Canada)

Frais d'exploration reportés / Deferred exploration expenses

		2017					
Propriété / Property	Intérêt indivis / Undivided interest %	Solde au 31 décembre 2016 / Balance as at December 31, 2016	Augmentation / Increase	Crédits d'impôt / Tax credits	Dispositions/ Disposal	Dépréciation / Impairment	Solde au 31 décembre 2017 / Balance as at December 31, 2017
		\$					\$
Lindsay	100	43 101	-	-	-	(43 101)	-
Troilus East	100	31 582	163 593	(71 409)	-	-	123 766
Veronneau	100 and Option 60	9 559	1 105 392	(482 503)	-	-	632 448
Ducran	100	-	75 973	(25 649)	-	-	50 324
		84 242	1 344 958	(579 561)	-	(43 101)	806 538

Frais d'exploration reportés / Deferred exploration expenses

		2016					
Propriété / Property	Intérêt indivis / Undivided interest %	Solde au 31 décembre 2015 / Balance as at December 31, 2015	Augmentation / Increase	Crédits d'impôt / Tax credits	Dispositions/ Disposal	Dépréciation / Impairment	Solde au 31 décembre 2016 / Balance as at December 31, 2016
		\$					\$
Lindsay	100	38 687	6 663	(2 249)	-	-	43 101
Troilus East	100	637	48 698	(17 753)	-	-	31 582
Veronneau	100 and Option 60	-	15 058	(5 499)	-	-	9 559
		39 324	70 419	(25 501)	-	-	84 242

	2017	2016	
Frais d'exploration reportés			Deferred exploration expenses
Carothèque	115 874	405	Accommodations
Cartes et accessoires	123	362	Maps, printing and drafting
Analyses	34 409	1 095	Analysis
Géologie	790 355	68 557	Geology
Géophysique	341 181	-	Geophysics
Forage	63 016	-	Drilling
	<hr/>	<hr/>	
	1 344 958	70 419	
Déductions			Deductions
Crédits d'impôt	(579 561)	(25 501)	Tax credits
Disposition	-	-	Disposal
Dépréciation	(43 101)	-	Impairment
	<hr/>	<hr/>	
Augmentation (diminution) des frais d'exploration reportés	722 296	44 918	Increase (decrease) in deferred exploration expenses
Solde – début de l'exercice	<hr/>	<hr/>	Balance – Beginning of year
	84 242	39 324	
Solde – fin de l'exercice	<hr/>	<hr/>	Balance – End of year
	806 538	84 242	

OPÉRATIONS PROJÉTÉES

La Société ne prévoit pas la cession ou l'acquisition d'actifs miniers importants.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Société n'a pas conclu d'entente spéciale afin de minimiser ses risques d'investissement, de change ou de commodité. Il n'y a pas d'arrangements hors bilan, comme un contrat de garantie, un intérêt éventuel dans des actifs transférés à une entité, d'obligations vis-à-vis des instruments dérivés et/ou des obligations qui déclenchent un risque de financement, de liquidité, de marché ou de crédit pour la Société.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les opérations entre apparentés ont eu lieu dans le cours normal des activités. Sauf si indiqué autrement, les transactions suivantes sont incluses dans les états consolidés de la perte :

	2017	2016	
	\$	\$	
Dirigeants ou une société détenue par des dirigeants			Officers or a corporation held by officers
Honoraires de consultants	162 770	51 652	Consulting fees
Loyer	21 000	24 000	Rent
Frais d'exploration reportés	52 000	-	Deferred exploration expenses
	<hr/>	<hr/>	
	235 770	75 652	

Au 31 décembre 2017, le solde dû aux apparentés est de 29 690 \$ (2016 – 13 006 \$). Ce montant est sujet aux mêmes conditions que ceux des non-apparentés.

PROJECTED OPERATIONS

The Corporation does not foresee any important acquisitions or disposal of property.

OFF-BALANCE SHEET ARRANGEMENT

The Corporation has not entered into any specialized financial agreements to minimize its investments, currency or commodity risk. There are no off-balance sheets arrangements, such as a guarantee contract, contingent interest in assets transferred to an entity, derivative instruments obligations and/or any obligations that trigger financing, liquidity, market or credit risk to the Corporation.

RELATED PARTY TRANSACTIONS

Related party transactions occurred in the normal course of business. Unless indicated otherwise, the following transactions are included in the consolidated statements of loss:

As at December 31, 2017, the balance due to related parties amounts to \$29,690 (2016 - \$13,006). This amount is subject to the same conditions as those of non-related parties.

Rémunération des principaux dirigeants

La Société a une entente de service avec un apparenté pour fournir des services de gestion à la Société, incluant les hauts dirigeants. En raison de l'entente de service, la Société n'a pas de salaires et de charges sociales.

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs et les membres de la haute direction. La rémunération versée ou payable aux principaux dirigeants est présentée ci-dessous :

	2017 \$	2016 \$
Services des principaux dirigeants et frais des administrateurs	214 770	49 552
Dépense de rémunération à base d'actions	286 250	73 200
	<u>501 020</u>	<u>122 752</u>

ÉVÈNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 23 janvier 2018, la Société a clôturé un placement privé dans le cadre duquel la Société a émis un total de 5 000 000 d'unités au prix de 0,20 \$ par unité, pour un produit brut global de 1 000 000 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un demi bon de souscription. Chaque bon de souscription entier permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire additionnelle de la Société au prix de 0,30 \$ pour une période de 24 mois suivant la date de clôture. Dans le cadre du placement privé, la Société a versé une commission de vente au comptant à PI Financial Corp. totalisant 4 080 \$. De plus, la Société a octroyé des options de courtiers à PI Financial Corp. lui donnant le droit d'acquérir jusqu'à 20 400 actions ordinaires supplémentaires de la Société au prix de 0,20 \$ l'action pour une période de 24 mois suivant la date de clôture.

Le 5 février 2018, en lien avec la convention d'exploration et d'option datée du 16 janvier 2017 visant la propriété Veronneau, la Société a procédé au deuxième paiement de 50 000\$ et a émis 1 250 000 actions ordinaires aux Optionnés.

Le 11 avril 2018, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une convention d'achat d'actifs (l'« Entente ») avec les propriétaires (les « Vendeurs ») d'une participation de 90% dans 515 claims miniers comprenant la propriété Veronneau. Aux termes de l'Entente, la convention d'exploration et d'option datée du 16 janvier 2017 entre la Société et les Vendeurs aux termes de laquelle la Société avait l'option d'acquérir jusqu'à 60% de participation indivise dans la propriété Veronneau sera résiliée. Aux termes de l'Entente, la Société, qui a déjà acquis une participation de 10% dans la propriété Veronneau auprès des Vendeurs, a convenu d'acheter la participation indivise restante de 90% dans la propriété Veronneau détenue par les vendeurs.

Compensation of key management

The Corporation has a service agreement with a related party to provide management services to the Corporation, including senior executives. Because of the service agreement, the Corporation has no employee benefits expense.

Key management includes directors and senior executives. The compensation paid or payable to key management is presented below:

Key management services and directors' fees
Share-based compensation expense

SUBSEQUENT EVENTS

On January 23, 2018, the Corporation completed a private placement pursuant to which the Corporation issued 5,000,000 units at a price of \$0.20 per unit for gross proceeds of \$1,000,000. Each unit is comprised of one common share and one half of a common share purchase warrant. Each whole warrant entitles its holder to acquire one additional common share of the Corporation at a price of \$0.30 for a period of 24 months from the closing date. In connection with the private placement, the Corporation paid a cash sale commission to PI Financial Corp. totalling \$4,080. In addition, the Corporation granted finder's options to PI Financial Corp. entitling it to acquire up to 20,400 additional common shares of the Corporation at a price of \$0.20 per share for a period of 24 months from the closing date.

On February 5, 2018, as part of the exploration and option agreement dated January 16, 2017 for the Veronneau property, the Corporation proceed to the second cash payment of \$50,000 and issued 1,250,000 common shares to the Optionors.

On April 11, 2018, the Corporation announced that it had entered into an asset purchase agreement (the "Agreement") with the owners (the "Vendors") of a 90% ownership interest in the 515 mining claims comprising the Veronneau property. Pursuant to the Agreement, the exploration and option agreement dated January 16, 2017 between the Corporation and the Vendors, pursuant to which X-Terra had an option to acquire up to a 60% undivided ownership interest in the Veronneau property, will be terminated. Pursuant to the Agreement, the Corporation, which has already acquired a 10% ownership interest in the Veronneau property from the Vendors, agreed to purchase the remaining 90% undivided interest in the Veronneau Property owned by the Vendors.

La contrepartie à payer pour l'acquisition de la participation de 90% dans la propriété Veronneau est: (i) un paiement en espèces de 50 000 \$ aux Vendeurs; (ii) l'émission d'un total de 3 000 000 d'actions ordinaires de la Société aux Vendeurs, lesquelles actions seront émises à un prix réputé de 0,15 \$ par action; et (iii) l'émission d'un total de 3 000 000 bons de souscription d'actions ordinaires de la Société aux Vendeurs. Chaque bon de souscription permettra à son détenteur d'acquérir une action ordinaire de la Société au prix de 0,20 \$ pour une période de cinq ans à compter de la date de clôture de l'acquisition.

La propriété Veronneau sera assujettie à une redevance nette d'affinage de 3,5% payable aux Vendeurs, laquelle pourra être réduite à tout moment à 2% par la Société en versant un montant de 1 500 000 \$ aux Vendeurs.

Les parties prévoient de procéder à la clôture de l'acquisition avant la fin du mois de mai 2018, sous réserve des conditions habituelles pour ce type de transaction, y compris la livraison des documents de clôture requis. La transaction est également conditionnelle à l'approbation réglementaire, y compris celle de la TSX-V.

MÉTHODES ET ESTIMATIONS COMPTABLES IMPORTANTES

Pour dresser des états financiers consolidés conformément aux IFRS, la direction de la Société doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes y afférentes. Les méthodes et estimations comptables importantes de la Société sont publiées et décrites à la note 5 de ses états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017.

Les principales méthodes comptables ayant servi à la préparation de ces états financiers sont résumées ci-dessous.

The consideration to be paid for the acquisition of the 90% ownership interest in the Veronneau property is: (i) a cash payment of \$50,000 to the Vendors; (ii) the issuance of an aggregate of 3,000,000 common shares of the Corporation to the Vendors, which shares will be issued at a deemed price of \$0.15 per share; and (iii) the issuance of an aggregate of 3,000,000 common share purchase warrants of the Corporation to the Vendors. Each warrant will entitle the holder thereof to acquire one common share of X-Terra at a price of \$0.20 for a period of five years from the closing date of the acquisition.

The Veronneau Property will be subject to a 3.5% net smelter return royalty payable to the Vendors, which percentage may be reduced to 2.0% at any time by the Corporation by making a cash payment of \$1,500,000 to the Vendors.

The parties expect to proceed with the closing of the acquisition before the end of the month of May 2018, subject to conditions customary for this type of transaction, including the delivery of required closing documents. The transaction is also conditional upon regulatory approval, including that of the TSX-V.

CRITICAL ACCOUNTING POLICIES AND ESTIMATES

The preparation of consolidated financial statements in conformity with IFRS requires management to make estimates and assumptions that affect amounts reported in the consolidated financial statements and accompanying notes. There is a full disclosure and description of the Corporation's critical accounting policies and critical accounting estimates in Note 5 of its audited consolidated financial statements for the year ended December 31, 2017.

The significant accounting policies that have been applied in the preparation of these financial statements are summarized below.

Exploration et évaluation

Les actifs d'exploration et d'évaluation (« E&E ») sont constitués de propriétés minières, pétrolières et gazières et de frais d'exploration reportés. Les coûts engagés pour les activités qui précèdent l'E&E des ressources minérales, étant tous les coûts engagés avant l'obtention des droits légaux d'explorer le secteur sont passés en charges immédiatement.

Les actifs d'E&E comprennent les droits dans des propriétés d'exploration, payés ou acquis par un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs, ainsi que les coûts liés à la recherche de dépôts minéralisés ayant un potentiel économique ou pour obtenir plus d'information sur les dépôts minéralisés existants.

Les droits dans des propriétés minières, pétrolières et gazières sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué du cumul des pertes de valeurs. Les droits dans des propriétés minières, pétrolières et gazières et les options pour acquérir des participations indivises dans des droits dans des propriétés minières sont amortis uniquement lorsque ces propriétés sont mises en production.

De temps à autre, la Société peut acquérir ou vendre une propriété conformément aux modalités d'une entente d'option. Compte tenu du fait que les options sont exercées entièrement à la discrétion du détenteur de l'option, les montants à payer ou à recevoir ne sont pas comptabilisés. Les paiements d'option sont comptabilisés comme coût de propriété lorsque les paiements sont versés ou reçus.

Les frais d'E&E pour chaque zone d'intérêt sont capitalisés et comprennent les coûts associés à la prospection, à l'échantillonnage, à l'excavation de tranchées, au forage et à d'autres travaux nécessaires dans la recherche de minerai comme les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques. Les frais d'E&E reflètent les coûts liés à l'établissement de la viabilité technique et commerciale de l'extraction d'une ressource minérale identifiée par l'exploration ou acquis par un regroupement d'entreprises ou par une acquisition d'actifs. Les frais d'E&E incluent le coût pour :

Exploration and evaluation

Exploration and evaluation ("E&E") assets comprise mining and oil and gas properties and deferred exploration expenses. Expenditures incurred on activities that precede exploration for and evaluations of mineral resources, being all expenditures incurred prior to securing the legal rights to explore an area, are expensed immediately.

E&E assets include rights in mining and oil and gas properties, paid or acquired through a business combination or an acquisition of assets, and costs related to the initial search for mineral deposits with economic potential or to obtain more information about existing mineral deposits.

Mining and oil and gas rights are recorded at acquisition cost less accumulated impairment losses. Mining and oil and gas rights and options to acquire undivided interests in mining and oil and gas rights are depreciated only as these properties are put into commercial production.

From time to time, the Corporation may acquire or dispose of a property pursuant to the terms of an option agreement. Due to the fact that options are exercisable entirely at the discretion of the option holder, the amounts payable or receivable are not recorded. Option payments are recorded as property costs or recoveries when the payments are made or received.

E&E expenditures for each separate area of interest are capitalized and include costs associated with prospecting, sampling, trenching, drilling and other work involved in searching for ore, such as topographical, geological, geochemical and geophysical studies. They also reflect costs related to establishing the technical and commercial viability of extracting a mineral resource identified through exploration or acquired through a business combination or asset acquisition. E&E expenditures include the cost of:

- établir le volume et la qualité des dépôts par des activités de forage de carottes, d'excavation de tranchées et d'échantillonnage dans un gisement de minerai qui est classé comme une ressource minérale;
- déterminer les méthodes optimales d'extraction et les procédés métallurgiques et de traitement;
- les études relatives à l'arpentage, au transport et aux besoins d'infrastructures;
- les activités relatives aux licences; et
- les évaluations économiques afin de déterminer si le développement de la matière minéralisée est commercialement justifié, y compris des études de portée, de préfaisabilité et de faisabilité finale.

Les frais d'E&E comprennent les frais généraux directement attribuables aux activités associées.

Les flux de trésorerie attribuables aux frais d'E&E capitalisés sont classés dans les activités d'investissement dans les états consolidés des flux de trésorerie sous les rubriques dépenses sur les propriétés minières, pétrolières et gazières et dépenses de frais d'exploration reportés.

Rémunération à base d'actions

La juste valeur des options sur actions octroyées aux employés est comptabilisée en charges, ou capitalisée dans les frais d'exploration reportés, sur la période d'acquisition des droits avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Un individu est considéré comme un employé lorsqu'il est un employé au sens juridique ou fiscal (employé direct) ou s'il offre des services similaires à ceux fournis par un employé direct, incluant les administrateurs de la Société.

La juste valeur est évaluée à la date de l'octroi et est constatée dans la période d'attribution des options. La juste valeur des options octroyées est évaluée à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes, en tenant compte des modalités selon lesquelles les options ont été octroyées.

- establishing the volume and grade of deposits through drilling of core samples, trenching and sampling activities in an ore body that is classified as a mineral resource;
- determining the optimal methods of extraction and metallurgical and treatment processes;
- studies related to surveying, transportation and infrastructure requirements;
- licensing activities; and
- economic evaluations to determine whether development of the mineralized material is commercially justified, including scoping, prefeasibility and final feasibility studies.

E&E expenditures include overhead expenses directly attributable to the related activities.

Cash flows attributable to capitalized E&E costs are classified as investing activities in the consolidated statement of cash flows under the headings expenditures on mining and oil and gas properties and expenditures on deferred exploration expenses.

Share-based compensation

The fair value of share options granted to employees is recognized as an expense, or capitalized to deferred exploration expenditures, over the vesting period with a corresponding increase in contributed surplus. An individual is classified as an employee when the individual is an employee for legal or tax purposes (direct employee) or provides services similar to those performed by a direct employee, including directors of the Corporation.

The fair value is measured at the grant date and recognized over the period in which the options vest. The fair value of the options granted is measured using the Black-Scholes option pricing model, taking into account the terms and conditions upon which the options were granted.

Impôt sur le résultat

La charge (le recouvrement) d'impôts sur les résultats pour les périodes présentées comprend les impôts exigibles et les impôts différés. L'impôt est constaté dans les états consolidés de la perte sauf dans la mesure où il est lié à des éléments constatés directement dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres, auquel cas il est constaté dans les autres éléments du résultat global ou les capitaux propres, selon le cas.

L'impôt minier représente les impôts provinciaux au Canada perçus sur les activités minières et est classé dans les impôts sur les résultats puisque ces impôts sont basés sur un pourcentage des profits miniers.

La charge d'impôts exigibles correspond au montant d'impôts payables prévu sur les bénéfices imposables pour l'exercice, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la fin de l'exercice, ajustés pour les modifications aux impôts payables à l'égard des exercices précédents. La Direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations de revenus en ce qui a trait aux situations où la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation. Elle établit des provisions, au besoin, en se fondant sur les montants qu'elle s'attend à devoir payer aux autorités fiscales.

Les impôts différés sont comptabilisés à l'aide de la méthode du passif à l'état de la situation financière, en tenant compte des écarts temporaires entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Les écarts temporaires ne sont pas considérés, s'ils découlent de la constatation initiale d'un écart d'acquisition ou de la constatation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui au moment de la transaction n'affecte pas le profit ou la perte comptable ou fiscale. Le montant des impôts différés considéré reflète la façon de recouvrer ou de régler la valeur comptable prévue des actifs et des passifs, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de présentation de la situation financière et dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle l'impôt différé sera réalisé ou recouvré.

Un actif d'impôts différés est constaté uniquement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible de façon à ce que l'actif puisse être utilisé.

Les actifs et les passifs d'impôts différés sont présentés comme non exigibles et sont compensés lorsqu'un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôts exigibles contre les passifs d'impôts exigibles existe et lorsque les actifs et les passifs d'impôts différés ont trait à des impôts perçus par la même autorité fiscale, soit à l'égard de la même entité imposable ou de différentes entités imposables lorsqu'il y a intention d'acquitter le montant net des soldes.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société est exposée à différents risques financiers résultant à la fois de ses activités et de ses investissements. La Direction de la Société gère les risques financiers. La Société n'a pas recours à des transactions d'instruments financiers, incluant des instruments financiers dérivés, à des fins de spéculation. L'exposition de la Société aux principaux risques financiers et ses politiques financières en la matière sont décrits ci-après :

Income tax

Income tax expense (recovery) on profit or loss for the periods presented comprises current and deferred tax. Income tax is recognized in the consolidated statement of loss except to the extent that it relates to items recognized directly in other comprehensive income or in equity, in which case it is recognized in other comprehensive income or in equity, respectively.

Mining taxes represent Canadian provincial tax levied on mining operations and are classified as income tax since such taxes are based on a percentage of mining profits.

Current income tax expense is the expected tax payable on taxable income for the year, using tax rates enacted or substantively enacted at year-end, adjusted for amendments to income tax payable with regard to previous years. Management periodically evaluates positions taken in income tax returns with respect to situations in which applicable tax regulation is subject to interpretation. It establishes provisions where appropriate on the basis of amounts expected to be paid to the tax authorities.

Deferred income tax is provided using the statement of financial position liability method, providing for temporary differences between the tax bases of assets and liabilities and their carrying amounts in the consolidated financial statements. Temporary differences are not provided for if they arise from the initial recognition of goodwill or the initial recognition of an asset or liability in a transaction other than a business combination that at the time of the transaction affects neither accounting nor taxable profit or loss. The amount of deferred tax provided is based on the expected manner of realization or settlement of the carrying amount of assets and liabilities, using tax rates enacted or substantively enacted at the financial position reporting date and whose implementation is expected over the period during which the deferred tax is realized or recovered.

A deferred income tax asset is recognized only to the extent that it is probable that future taxable profits will be available against which the asset can be utilized.

Deferred income tax assets and liabilities are presented as non-current and are offset when there is a legally enforceable right to offset current income tax assets against current income tax liabilities and when deferred income tax assets and liabilities relate to income tax levied by the same taxation authority on either the same taxable entity or different taxable entities where there is an intention to settle the balances on a net basis.

FINANCIAL INSTRUMENTS

The Corporation is exposed to various financial risks resulting from both its operations and its investment activities. The Corporation's management manages financial risks. The Corporation does not enter into financial instrument agreements, including derivative financial instruments, for speculative purposes. The main financial risks to which the Corporation is exposed are detailed below:

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne dispose pas de liquidités suffisantes pour honorer ses obligations financières à mesure que celles-ci viennent à échéance. Tel qu'il est mentionné à la note 1 des états financiers consolidés, le niveau de liquidité et les résultats d'exploitation de la Société pourraient subir l'effet négatif de restrictions imposées à son accès au marché financier ou à d'autres formes de financement, par suite d'un repli généralisé du marché boursier ou de difficultés propres à la Société. Par le passé, les flux de trésorerie de la Société provenaient essentiellement des activités de financement. Au 31 décembre 2017, la Société disposait d'une trésorerie de 368 644 \$ (515 084 \$ au 31 décembre 2016) pour régler ses passifs courants de 515 960 \$ (59 392 \$ au 31 décembre 2016). Toutes les obligations financières de la Société sont assorties d'échéances contractuelles de moins de 30 jours et sont soumises aux conditions normales du marché. La Société évalue régulièrement sa situation de trésorerie pour assurer la conservation et la sécurité du capital et le maintien du niveau de liquidité.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La Société est assujettie à un risque de crédit par la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les débiteurs. Les débiteurs comprennent principalement des taxes à la consommation réclamées au gouvernement fédéral et au gouvernement provincial. La Société réduit le risque de crédit en maintenant la trésorerie chez une banque à charte canadienne.

La valeur comptable représente l'exposition maximale au risque de crédit de la Société associée à la trésorerie et les équivalents de trésorerie et aux débiteurs.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte qui peut résulter de changements dans les facteurs de marché tels que les taux d'intérêt.

Risque lié aux taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Le risque de taux d'intérêt pour la Société provient principalement de la trésorerie.

Les autres actifs et passifs financiers ne sont pas exposés au risque de taux d'intérêt, car ils ne portent pas intérêt. La Société n'utilise aucun dérivé pour atténuer son exposition au risque de taux d'intérêt.

Liquidity risk

Liquidity risk is the risk that the Corporation will not have sufficient cash resources to meet its financial obligations as they come due. As further mentioned in note 1 of the consolidated financial statements, the Corporation's liquidity and operating results may be adversely affected if the Corporation's access to the capital market is hindered, whether as a result of a downturn in stock market conditions generally or related to matters specific to the Corporation. The Corporation has historically generated cash flows primarily from its financing activities. As at December 31, 2017, the Corporation had cash amounting to \$368,644 (2016 – \$515,084) to settle current liabilities of \$515,960 (2016 – \$59,392). All of the Corporation's financial liabilities have contractual maturities of less than 30 days and are subject to normal trade terms. The Corporation regularly evaluates its cash position to ensure preservation and security of capital as well as maintenance of liquidity.

Credit risk

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument will fail to discharge an obligation and cause the other party to incur a financial loss. The Corporation is subject to concentrations of credit risk through cash and cash equivalents and accounts receivable. Accounts receivable consist mainly of goods and services tax due from the federal government and provincial sales tax. The Corporation reduces its credit risk by maintaining its cash with a Canadian chartered bank.

The carrying amount representing the maximum credit exposure of the Corporation for cash and cash equivalents and accounts receivable.

Market risk

Market risk is the risk of loss that may arise from changes in market factors such as market price and interest rates.

Interest rate risk

Interest rate risk is the risk that the fair value of future cash flows of a financial instrument will fluctuate due to changes in market interest rates. The Corporation's interest rate risk is primarily related to cash.

Other financial assets and financial liabilities are not exposed to interest rate risk because they are non-interest bearing. The Corporation does not use derivatives to mitigate its exposure to interest rate risk.

Juste valeur

La juste valeur estimative est établie à la date des états de la situation financière, en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers.

Les instruments financiers de la Société, au 31 décembre 2017, sont composés de la trésorerie et des crédettes et frais courus. La juste valeur de ces instruments financiers correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme ainsi que des taux actuels sur le marché.

Hiérarchie de la juste valeur

Instruments financiers de niveau 1

La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs est basée sur les cours cotés sur des marchés boursiers reconnus à la date de la situation financière. Le cours coté du marché utilisé pour les actifs financiers détenus par la Société est le dernier prix de transaction. Au 31 décembre 2017 et 2016, aucun instrument n'est considéré comme étant de niveau 1.

Instruments financiers de niveau 2 et 3

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation.

Ces techniques d'évaluation maximisent l'utilisation de données de marché observables lorsqu'elles sont disponibles et se fient le moins possible aux estimations spécifiques de la Société. Si toutes les données importantes requises pour évaluer la juste valeur d'un instrument sont observables, l'instrument est considéré comme étant de niveau 2. Si une ou plusieurs des données importantes ne sont pas basées sur des données de marché observables, alors l'instrument est considéré comme étant de niveau 3.

Au 31 décembre 2017 et 2016, il n'y a aucun instrument financier de niveau 2 et 3.

FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES

Les titres de la Société sont fortement spéculatifs. Dans l'évaluation de la Société, il est important de considérer qu'il s'agit d'une entreprise d'exploration minière au stade d'exploration de ses opérations. À ce jour, la Société n'a pas eu de revenu et ne s'attend pas à en avoir dans l'immédiat. Un investisseur éventuel ou une autre personne évaluant la Société ne devrait pas considérer d'y investir, sauf si l'investisseur est dans la capacité de supporter une perte économique de la totalité de l'investissement. Tous les coûts ont été financés par les capitaux propres. Certains risques sont associés avec les activités de la Société, y compris :

Fair value

Fair value estimates are made at the statement of financial position dates, based on relevant market information and other information about financial instruments.

The Corporation's financial instruments as at December 31, 2017 consist of cash and accounts payable and accrued liabilities. The fair value of these financial instruments approximates their carrying value due to their relatively short periods to maturity and current market rates.

Fair value hierarchy

Financial instruments in Level 1

The fair value of financial instruments traded in active markets is based on quoted market prices on a recognized securities exchange at the statement of financial position dates. The quoted market price used for financial assets held by the Corporation is the last transaction price. As at December 31, 2017, and 2016, there is no instrument included in Level 1.

Financial instruments in Level 2 and 3

The fair value of financial instruments that are not traded in an active market is determined by using valuation techniques.

These valuation techniques maximize the use of observable market data where it is available and rely as little as possible on the Corporation's specific estimates. If all significant inputs required to measure the fair value of an instrument are observable, the instrument is included in Level 2. If one or more of the significant inputs are not based on observable market data, the instrument is included in Level 3.

As at December 31, 2017 and 2016, there are no Level 2 and 3 financial instruments.

RISK AND UNCERTAINTIES

The securities of the Corporation are highly speculative. In evaluating the Corporation, it is important to consider that it is a resources exploration enterprise in the exploratory stage of its operations. To date, the Corporation has had no revenues and there is no immediate expectation of revenues. A prospective investor or other person reviewing the Corporation should not consider an investment in it unless the investor is capable of sustaining an economic loss of the entire investment. All costs have been funded through equity. Certain risks are associated with the Corporation's business including:

Risque de continuité d'exploitation

La Société et ses programmes d'exploration et d'évaluation minérale, pétrolière et gazière en sont aux stades préliminaires et la Société ne dispose d'aucune source de revenus. La Société mise sur sa capacité d'attirer d'importantes sommes de financement pour obtenir le montant de capital minimum requis pour mener les projets à terme et continuer l'exploitation de son entreprise. Bien que la Société ait réussi à amasser des fonds par le biais d'offres de capitaux propres dans le passé, rien ne garantit qu'elle réussira à l'avenir, ni que du financement adéquat sera disponible pour la Société ou que les conditions d'un tel financement seront favorables. Si la Société n'était pas en mesure d'obtenir un tel financement, cela pourrait avoir comme effet de compromettre la capacité de la Société à poursuivre ses programmes d'exploration et d'évaluation et à conserver ses propriétés.

Exploration minière et développement

Les propriétés de la Société sont au stade d'exploration et à ce jour, aucune d'entre elles n'a un gisement prouvé de minerai à valeur commerciale. Le développement de l'une de ses propriétés ne suivra qu'après l'obtention de résultats d'exploration satisfaisants. L'exploration minière et le développement implique un degré élevé de risque et seulement quelques propriétés qui sont explorées sont ultimement développées en mines productrices. Il n'y a aucune assurance que l'exploration minière et les activités de développement de la Société résulteront en la découverte d'un gisement de minerai à valeur commerciale sur l'une de ses propriétés. Plusieurs années peuvent s'écouler entre la découverte et le développement des dépôts de minerai économiquement rentable.

La plupart des projets d'exploration ne débouchent pas sur la découverte de gisements de minerais commercialement exploitables. La viabilité commerciale de l'exploitation de tout dépôt de métaux précieux ou de base dépend d'un certain nombre de facteurs incluant les infrastructures et la réglementation gouvernementale, en particulier celles relatives à l'environnement, les taxes et les redevances. Aucune assurance ne peut être donnée à l'effet que le minerai sera découvert en quantité suffisante, taille et teneur sur aucune des propriétés pour justifier des opérations commerciales.

Viabilité commerciale des propriétés minières

Des dépenses importantes sont requises pour établir les réserves de minerai par forage, pour développer des procédés métallurgiques pour extraire le métal du minerai et pour développer les installations et les infrastructures minières et de traitement à tout site choisi pour l'exploitation minière. Rien ne garantit que les minéraux soient découverts en quantité suffisante pour justifier l'exploitation commerciale ou que les fonds requis pour le développement peuvent être obtenus au moment opportun.

Going concern risk

The Corporation and its mineral and oil and gas exploration and evaluation programs are at an early stage and the Corporation has no source of income. The Corporation relies upon its ability to secure significant additional financing to meet the minimum capital required to successfully complete the projects and continue as a going concern. While the Corporation has been successful at raising funds through equity offerings in the past, there is no assurance that it will be able to do so in the future nor that adequate financing will be available to the Corporation or that the terms of such financing will be favourable. Should the Corporation not be able to obtain such financing, its ability to pursue its exploration and evaluation program and retain its properties could be impaired.

Mineral Exploration and Development

The Corporation's properties are in the exploration stage and are without a known body of commercial ore. Development of any of its properties will only follow after obtaining satisfactory exploration results. Mineral exploration and development involve a high degree of risk and few properties which are explored are ultimately developed into producing mines. There is no assurance that the Corporation's mineral exploration and development activities will result in the discovery of a body of commercial ore on any of its properties. Several years may pass between the discovery and development of commercial mineable mineralized deposits.

Most exploration projects do not result in the discovery of commercially mineralized deposits. The commercial viability of exploiting any precious or base metal deposit is dependent on a number of factors including infrastructure and governmental regulation, in particular those relating to environment, taxes, and royalties. No assurance can be given that minerals will be discovered of sufficient quality, size and grade on any of the Corporation's properties to justify a commercial operation.

Economics of Developing Mineral Properties

Substantial expenses are required to establish ore reserves through drilling, to develop metallurgical processes to extract metal from ore and to develop the mining and processing facilities and infrastructure at any site chosen for mining. No assurance can be given that minerals will be discovered in sufficient quantities to justify commercial operation or that the funds required for development can be obtained on a timely basis.

La commercialisation des minéraux acquis ou découverts peut être affectée par de nombreux facteurs qui sont hors du contrôle de la Société et qui peuvent être imprévisibles, tels que les fluctuations du marché, la proximité et la capacité des usines de traitement, les marchés des minéraux et de l'équipement de traitement et d'autres facteurs tels que les règlements gouvernementaux, incluant les règlements relatifs aux redevances, la production autorisée, l'importation et l'exportation de minéraux et la protection de l'environnement. Selon les prix des minéraux produits, la Société peut déterminer qu'il est impossible de commencer ou de poursuivre la production commerciale.

Règlementation environnementale

La Société propose de mener des activités d'exploration dans diverses parties du Canada. Ces activités sont soumises à des lois, règles et règlements, y compris, dans certains cas, des garanties de remise en état. Au Canada, une vaste législation environnementale a été adoptée par les gouvernements fédéraux, provinciaux et territoriaux. Toutes les phases des opérations de la Société sont soumises à la réglementation environnementale dans les territoires dans lesquels elle exerce ses activités. La réglementation environnementale évolue d'une manière qui exige des normes et une application plus rigoureuse, des amendes et des pénalités plus élevées pour non-conformité, des études environnementales plus rigoureuses des propriétés projetées et un niveau accru de responsabilité pour les sociétés et leurs dirigeants, administrateurs et employés. Rien ne garantit que les changements futurs à la réglementation environnementale, s'il y a lieu, auront des incidences défavorables sur les activités de la Société. Le coût de conformité aux changements de réglementations gouvernementales a le potentiel de réduire la rentabilité des opérations ou d'empêcher entièrement le développement économique d'une propriété. Des dangers pour l'environnement peuvent exister sur les propriétés de la Société, qui sont inconnus de la Société à l'heure actuelle, qui peuvent avoir été causés par les propriétaires ou exploitants actuels ou précédents des propriétés.

La Société a adopté des pratiques environnementales visant à s'assurer qu'elle continue à respecter ou dépasser toutes les réglementations environnementales actuellement applicables. Toutes les activités de la Société sont conformes à tous les égards importants avec la législation environnementale applicable. La Société est actuellement engagée dans l'exploration avec un impact environnemental entre nul et minimal.

The marketability of any minerals acquired or discovered may be affected by numerous factors which are beyond the Corporation's control and which cannot be predicted, such as market fluctuations, the proximity and capacity of milling facilities, mineral markets and processing equipment, and such other factors as government regulations, including regulations relating to royalties, allowable production, importing and exporting of minerals, and environmental protection. Depending on the price of minerals produced, the Corporation may determine that it is impractical to commence or continue commercial production.

Environmental Regulations

The Corporation proposes to conduct exploration activities in various parts of Canada. Such activities are subject to laws, rules and regulations governing the protection of the environment, including, in some cases, posting of reclamation bonds. In Canada, extensive environmental legislation has been enacted by federal, provincial and territorial governments. All phases of the Corporation's operations are subject to environmental regulation in the jurisdictions in which it operates. Environmental legislation is evolving in a manner which requires stricter standards and enforcement, increased fines and penalties for non-compliance, more stringent environmental assessments of proposed properties and a heightened degree of responsibility for companies and their officers, directors and employees. There is no assurance that future changes in environmental regulations, if any, will not adversely affect the Corporation's operations. The cost of compliance with changes in governmental regulations has the potential to reduce the profitability of operations or to preclude entirely the economic development of a property. Environmental hazards may exist on the Corporation's properties, which hazards are unknown to the Corporation at present, which may have been caused by previous or existing owners or operators of the properties. The Corporation is not aware of any environmental hazards on any of the properties held by the Corporation.

The Corporation has adopted environmental practices designed to ensure that it continues to comply with or exceed all environmental regulations currently applicable to it. All of the Corporation's activities are in compliance in all material respects with applicable environmental legislation. The Corporation is currently engaged in exploration with nil to minimal environmental impact.

Incertitude des droits de propriété et les limites des propriétés de ressources

Rien ne garantit que les droits de propriété et autres droits dans les concessions détenues par la Société ne sont pas soumis à une perte ou d'un différend particulier parce que ces droits peuvent être soumis à des accords antérieurs non enregistrés ou des transferts ou d'autres revendications territoriales et peuvent être affectées par des défauts et des lois et règlements défavorables qui n'ont pas été identifiées par la Société. Nonobstant le fait que l'exploration et l'exploitation de concessions à l'égard duquel la Société peut détenir des intérêts divers ont été interrogées, les endroits limites précis de celui-ci peuvent être sujets à contestation. Bien que la Société ait exercé la vérification diligente habituelle à l'égard des titres de propriété dans lesquelles elle a un intérêt important, il n'y a aucune garantie que les titres de propriétés ne seront pas contestés ou attaqués. Les propriétés minières de la Société peuvent être assujetties à des ententes précédentes ou transferts non enregistrés, à des revendications territoriales des premières nations ou des gouvernements et au non-respect de dispositions réglementaires. De plus, certains des titres miniers dans lesquels la Société détient une participation ne sont pas enregistrés en son nom et ne peuvent être enregistrés jusqu'à ce que certaines mesures soient prises par d'autres parties. Avant qu'un nombre de titres miniers sous option puisse être enregistré au nom de la Société, le tenant des titres doit les attribuer à la Société une fois que la Société a rempli ses obligations liées à l'entente d'option. Il n'y a aucune garantie que le tenant des titres sous-jacent les attribuera.

Conflits d'intérêts potentiels

Les administrateurs de la Société siègent comme administrateurs d'autres sociétés publiques et privées et consacrent une partie de leur temps pour gérer d'autres intérêts commerciaux. Cela peut résulter en certains conflits d'intérêts. Dans la mesure où ces autres sociétés peuvent participer dans des projets auxquelles la Société participe également, les administrateurs et les dirigeants de la Société peuvent être en conflit d'intérêt dans la négociation et la conclusion d'un accord à l'égard de la participation de chaque société. La Loi canadienne sur les sociétés par actions, à laquelle la Société est assujettie, tient les administrateurs et les dirigeants de la Société à agir honnêtement et de bonne foi en vue du meilleur intérêt de la Société. Toutefois, en situation de conflit d'intérêts, les administrateurs de la Société peuvent devoir les mêmes obligations à une société et nécessitera d'équilibrer les obligations et les responsabilités concurrentes de leurs actions. Il n'y a aucune garantie que les besoins de la Société seront priorisés dans tous les cas. De temps en temps, plusieurs sociétés peuvent participer ensemble à l'acquisition, l'exploration et le développement de propriétés de ressources naturelles, permettant aussi à ces sociétés de : (i) participer à des projets plus importants; (ii) acquérir un intérêt dans un plus grand nombre de projets; et (iii) réduire leur exposition financière à l'égard de n'importe quel projet. Une société donnée peut attribuer, à ses frais, la totalité ou une portion de ses intérêts dans un projet donné à une autre compagnie affiliée à cause de la situation financière de la société attributive. Afin de déterminer si la Société participera ou non à un projet donné et l'intérêt à y acquérir, il est attendu que les administrateurs de la Société vont considérer premièrement le niveau de risque auquel la Société s'expose et sa situation financière à ce moment.

Uncertainty of Ownership Rights and Boundaries of Resource Properties

There is no assurance that the rights of ownership and other rights in concessions held by the Corporation are not subject to loss or dispute particularly because such rights may be subject to prior unregistered agreements or transfers or other land claims and may be affected by defects and adverse laws and regulations which have not been identified by the Corporation. Notwithstanding that the exploration and operating concessions in respect of which the Corporation may hold various interests have been surveyed, the precise boundary locations thereof may be in dispute. Although the Corporation has exercised the usual due diligence with respect to title to properties in which it has a material interest, there is no guarantee that title to the properties will not be challenged or impugned. The Corporation's mineral property interest may be subject to prior unregistered agreements or transfers or native land claims and title may be affected by undetected defects. In addition, certain of the mining claims in which the Corporation has an interest are not recorded in its name and cannot be recorded until certain steps are taken by other parties. Before a number of claims under option can be recorded in the Corporation's name, the underlying title holder has to assign title to the Corporation once the Corporation satisfies its option agreement obligations. There are no assurances that the underlying title holder will assign title.

Potential Conflicts of Interest

The directors of the Corporation serve as directors of other public and private companies and devote a portion of their time to manage other business interests. This may result in certain conflicts of interest. To the extent that such other companies may participate in ventures in which the Corporation is also participating, such directors and officers of the Corporation may have a conflict of interest in negotiating and reaching an agreement with respect to the extent of each company's participation. The Canada Business Corporations Act, to which the Corporation is subject, requires the directors and officers of the Corporation to act honestly and in good faith with a view to the best interests of the Corporation. However, in conflict of interest situations, directors of the Corporation may owe the same duty to another company and will need to balance the competing obligations and liabilities of their actions. There is no assurance that the needs of the Corporation will receive priority in all cases. From time to time, several companies may participate together in the acquisition, exploration and development of natural resource properties, thereby allowing these companies to: (i) participate in larger programs; (ii) acquire an interest in a greater number of programs; and (iii) reduce their financial exposure with respect to any one program. A particular company may assign, at its cost, all or a portion of its interests in a particular program to another affiliated company due to the financial position of the company making the assignment. In determining whether or not the Corporation will participate in a particular program and the interest therein to be acquired by it, it is expected that the directors of the Corporation will primarily consider the degree of risk to which the Corporation may be exposed and its financial position at the time.

Règlementation gouvernementale

L'exploration, la mise en valeur et l'exploitation minière de propriétés dans lesquelles la Société possède une participation pourraient être touchées à des degrés divers par : (i) la réglementation gouvernementale relative à des questions telles que la protection de l'environnement, la santé, la sécurité et le travail; (ii) la réforme du droit minier; (iii) les restrictions en matière de production, de contrôle des prix et d'hausses de taxes et d'impôts; (iv) le maintien des concessions minières; (v) le régime foncier; (vi) l'expropriation. Rien ne garantit que les modifications futures apportées, le cas échéant, à cette réglementation n'auront pas d'incidence défavorable sur les activités de la Société. Des changements apportés à ces réglementations pourraient entraîner des dépenses additionnelles et des dépenses en capital, de la disponibilité de capital, de la compétition, des réserves incertaines, des potentiels conflits d'intérêts, des risques de titre, de la dilution et des restrictions et des délais dans les opérations, à un niveau impossible à prévoir.

La Société est au stade d'exploration sur toutes ses propriétés. L'exploration sur les propriétés de la Société nécessite les pratiques d'exploration les plus responsables pour se conformer aux politiques de la Société, aux réglementations gouvernementales et au maintien des titres miniers et des régimes fonciers.

La Société est tenue d'être enregistrée pour faire des affaires et avoir une licence valide de prospection (requis pour la prospection ou pour explorer sur des Terres de la Couronne ou pour jalonner un titre minier) dans n'importe quelle province où elle effectue des travaux. L'exploration minière relève principalement des juridictions provinciales. Cependant, la Société doit aussi respecter les règlements relatifs à l'industrie de l'exploration minière qui relève de la juridiction fédérale, comme la Loi sur le poisson et la faune.

Si un des projets de la Société est avancé à l'étape de développement, ces opérations seront aussi soumises à diverses lois et règlements concernant le développement, la production, les impôts, les normes du travail, la protection de l'environnement, la sécurité minière et d'autres sujets. De plus, de nouvelles lois ou règlements régissant les opérations et les activités des sociétés minières pourraient avoir une incidence défavorable importante sur tout projet à l'étape de développement de la mine que la Société pourrait posséder.

De plus, aucune assurance ne peut être donnée à l'effet que l'Agence du Revenu du Canada ou les agences provinciales soient d'accord avec la qualification des dépenses de la Société au titre de dépenses canadiennes de développement ou l'admissibilité de telles dépenses au titre de dépenses canadiennes d'exploration sous la *Loi de l'impôt* du Canada ou sous tout équivalent provincial.

Governmental Regulation

Operations, development and exploration on the Corporation's properties are affected to varying degrees by: (i) government regulations relating to such matters as environmental protection, health, safety and labor; (ii) mining law reform; (iii) restrictions on production, price controls, and tax increases; (iv) maintenance of claims; (v) tenure; and (vi) expropriation of property. There is no assurance that future changes in such regulation, if any, will not adversely affect the Corporation's operations. Changes in such regulation could result in additional expenses and capital expenditures, availability of capital, competition, reserve uncertainty, potential conflicts of interest, title risks, dilution, and restrictions and delays in operations, the extent of which cannot be predicted.

The Corporation is at the exploration stage on all of its properties. Exploration on the Corporation's properties requires responsible best exploration practices to comply with Corporation policy, government regulations, and maintenance of claims and tenure.

The Corporation is required to be registered to do business and have a valid prospecting license (required to prospect or explore for minerals on crown Mineral land or to stake a claim) in any Canadian province in which it is carrying out work. Mineral exploration primarily falls under provincial jurisdiction. However, the Corporation is also required to follow the regulations pertaining to the mineral exploration industry that fall under federal jurisdiction, such as the Fish and Wildlife Act.

If any of the Corporation's projects are advanced to the development stage, those operations will also be subject to various laws and regulations concerning development, production, taxes, labor standards, environmental protection, mine safety and other matters. In addition, new laws or regulations governing operations and activities of mining companies could have a material adverse impact on any project in the mine development stage that the Corporation may possess.

Also, no assurance can be made that Canada Revenue Agency and provincial agencies will agree with the Corporation's characterization of expenses as Canadian exploration expenses or Canadian development expense or the eligibility of such expenses as Canadian exploration expense under the *Income Tax Act* (Canada) or any provincial equivalent.

Prix des métaux de base et précieux

Les prix des métaux de base et précieux peuvent fluctuer largement et sont affectés par de nombreux facteurs incluant la demande, l'inflation, la force du dollar US et des autres devises, les taux d'intérêts, la vente d'or par les banques centrales, les ventes à terme des producteurs, les événements politiques ou financiers au niveau global ou régional et la production et les niveaux de coûts dans les principales régions productrices. De plus, les prix sont parfois sujets à des fluctuations rapides à court terme à cause des activités spéculatives.

Même si la Société découvre des quantités commerciales de métaux sur ses propriétés, elle pourrait ne pas être en mesure de mener la propriété en production commerciale si les prix des métaux de base et précieux ne sont pas à des niveaux suffisants.

Besoin de financement additionnel

Actuellement, les programmes d'exploration sont entrepris par la Société avec l'objectif d'établir des quantités commerciales de minéralisation. La Société peut financer les programmes proposés par le biais de financement en capitaux propres et par l'exercice éventuel d'options en circulation. Ces financements seraient dilutifs pour les actionnaires actuels. Si les sources de financement par capitaux propres n'étaient pas disponibles pour la Société, la Société chercherait à conclure une entente de coentreprise dans laquelle la source de financement pourrait avoir droit à un intérêt partagé, négocié dans la propriété ou les projets. Si des programmes d'exploration menés par la Société permettent d'établir des quantités commerciales de minerai et/ou de teneur, des fonds additionnels seront nécessaires pour développer les propriétés et atteindre la production commerciale.

Dans ce cas, la Société pourrait chercher du capital par le biais de fonds additionnels en capitaux propres, instruments de dettes, en offrant un intérêt dans la propriété étant explorée et en permettant à la partie ou aux parties d'effectuer une exploration plus approfondie ou le développement de celle-ci afin d'obtenir un intérêt, ou par une combinaison d'ententes de financement. Il ne peut y avoir aucune assurance de telles sources de financement. De plus, si la Société n'est pas en mesure d'obtenir les ressources nécessaires en capital pour effectuer les paiements de propriétés ou d'exploration ou des obligations de développement applicable actuellement ou qui seraient applicables dans des coentreprises avec d'autres sociétés, sa « continuité d'exploitation » pourrait sérieusement être affectée.

Employés clés

La Société dépend d'un nombre relativement petit d'administrateurs et de dirigeants clés : Michael Ferreira et Sylvain Champagne. La perte d'une de ces personnes pourrait avoir un effet négatif pour la Société. La Société ne maintient pas d'assurance « personne clé » à l'égard de toute sa direction.

Precious and base metal prices

The price of precious and base metal prices can fluctuate widely and is affected by numerous factors including demand, inflation, strength of the US dollar and other currencies, interest rates, gold sales by the central banks, forward sales by producers, global or regional political or financial events, and production and cost levels in major producing regions. In addition, prices are sometimes subject to rapid short-term changes because of speculative activities.

Even if the Corporation discovers commercial amounts of metals on its properties, it may not be able to place the property into commercial production if precious and base metal prices are not at sufficient levels.

Need for Additional Financing

Currently, exploration programs are pursued by the Corporation with the objective of establishing mineralization of commercial quantities. The Corporation may fund the proposed programs through equity financing and the possible exercise of outstanding options. Such funding would be dilutive to current shareholders. Should sources of equity financing not be available to the Corporation, the Corporation would seek a joint venture relationship in which the funding source could become entitled to a shared, negotiated interest in the property or the projects. If exploration programs carried out by the Corporation are successful in establishing ore of commercial quantities and/or grade, additional funds will be required to develop the properties and reach commercial production.

In that event, the Corporation may seek capital through further equity funding, debt instruments, by offering an interest in the property being explored and allowing the party or parties carrying out further exploration or development thereof to earn an interest, or through a combination of funding arrangements. There can be no assurance of such funding sources. Furthermore, if the Corporation is not able to obtain the capital resources necessary to meet property payments or exploration or development obligations which now apply or which would apply in joint ventures with others, its potential as a "going concern" could be seriously affected.

Key Employees

The Corporation is dependent on a relatively small number of key directors and officers: Michael Ferreira and Sylvain Champagne. Loss of any one of these persons could have an adverse effect on the Corporation. The Corporation does not maintain "key-man" insurance in respect of any of its management.

Absence de bénéfice d'exploitation

La Société a été constituée le 14 novembre 2013 et depuis la constitution, n'a pas réalisé de gain ni payé de dividendes. Les propriétés de la Société sont au stade d'exploration et à ce jour, aucune d'entre elles n'a un gisement prouvé de minerai. La Société n'a pas d'historique de revenus ou de retour sur investissement, et dans le futur, il n'y a aucune assurance qu'elle produira des revenus, qu'elle opérera à profit ou qu'elle procurera un retour sur l'investissement. Les variations de pertes annuelles et trimestrielles et des pertes par action sont affectées par les coûts d'administration et les dévaluations ou radiations de la valeur comptable des propriétés minières. Il est prévu que la Société continuera à subir des pertes dans un avenir prévisible. Il n'y a aucune assurance que la Société générera des revenus suffisants ou des profits opérationnels.

Compétition

L'industrie minière est intensément compétitive dans toutes ses phases. La Société est en compétition avec plusieurs sociétés possédant de plus grandes ressources financières et installations techniques qu'elle pour l'acquisition d'intérêts miniers aussi bien que pour le recrutement et la rétention de personnel qualifié.

Risques non assurés

Des risques tels que des conditions géologiques inhabituelles sont impliqués dans l'exploration et le développement de gisements miniers. La Société peut devenir responsable de la pollution ou d'autres risques qui ne peuvent pas être assurés ou contre lesquels la Société peut choisir de ne pas s'assurer à cause des fortes primes ou pour d'autres raisons. Le paiement de telles responsabilités pourrait résulter en perte d'actifs pour la Société ou l'insolvabilité de la Société.

AUTRES EXIGENCES DU RAPPORT DE GESTION

Capital-actions

Au 30 avril 2018, la Société comptait ce qui suit :

Émis et en circulation – 31 898 389 actions

Lack of operating profit

The Corporation was incorporated on November 14, 2013 and since incorporation, has not realized net income nor paid dividends. The Corporation's properties are in the exploration stage and to date none of them have a proven ore body. The Corporation does not have a history of earnings or the provision of return on investment, and in future there is no assurance that it will produce revenue, operate profitably or provide a return on investment. Variations in annual and quarterly loss and loss per shares are affected by administration costs and the write-down or write-off of mineral property carrying costs. It is anticipated that the Corporation will continue to experience operating losses for the foreseeable future. There can be no assurance that the Corporation will ever achieve significant revenues or profitable operations.

Competition

The mining industry is intensely competitive in all its phases. The Corporation competes with many companies possessing greater financial resources and technical facilities than itself for the acquisition of mineral interests as well as for recruitment and retention of qualified employees.

Uninsured Hazards

Hazards such as unusual geological conditions are involved in exploring for and developing mineral deposits. The Corporation may become subject to liability for pollution or other hazards, which cannot be insured against or against which the Corporation may elect not to insure because of high premium costs or other reasons. The payment of any such liability could result in the loss of Corporation assets or the insolvency of the Corporation.

OTHER MD&A REQUIREMENTS

Share capital

As at April 30, 2018, the Corporation had the following:

Issued and outstanding – 31,898,389 shares

Bons de souscription en circulation au 30 avril 2018/ Warrants outstanding as at April 30, 2018:

<u>Date d'expiration /</u> <u>Expiry date</u>	<u>Nombre de bons de</u> <u>souscription en circulation</u> <u>/</u> <u>Number of warrants</u> <u>outstanding</u>	<u>Nombre de bons de</u> <u>souscription</u> <u>exercçables /</u> <u>Number of warrants</u> <u>exercisable</u>	<u>Prix de levée /</u> <u>Exercise price (\$)</u>
22 juillet 2018 / July 22, 2018	1 121 666	1 121 666	0,25
16 novembre 2018 / November 16, 2018	1 525 000	1 525 000	0,25
25 mai 2019 / May 25, 2019	2 327 083	2 327 083	0,35
16 juin 2019 / June 16, 2019	381 250	381 250	0,35
23 janvier 2020 / January 23, 2020	<u>2 500 000</u>	<u>2 500 000</u>	0,30
	<u>7 854 999</u>	<u>7 854 999</u>	

Options d'achat d'actions aux courtiers en circulation au 30 avril 2018 / Stock purchase broker options outstanding as at April 30, 2018:

<u>Date d'expiration / Expiry date</u>	<u>Nombre d'options aux courtiers en circulation / Number of broker options outstanding</u>	<u>Nombre d'options aux courtiers exercçables / Number of broker options exercisable</u>	<u>Prix de levée / Exercise price (\$)</u>
25 mai 2019 / May 25, 2019	43 500	43 500	0,24
23 janvier 2020 / January 23, 2020	20 400	20 000	0,20
	<u>63 900</u>	<u>63 900</u>	

Options d'achat d'actions en circulation au 30 avril 2018 / Stock purchase options outstanding as at April 30, 2018:

<u>Date d'expiration / Expiry date</u>	<u>Nombre d'options en circulation / Number of options outstanding</u>	<u>Nombre d'options exercçables / Number of options exercisable</u>	<u>Prix de levée / Exercise price (\$)</u>
15 octobre 2024 / October 15, 2024	300 000	300 000	0,11
15 juillet 2025 / July 15, 2025	50 000	50 000	0,11
27 juin 2026 / June 27, 2026	260 000	260 000	0,20
18 janvier 2027 / January 18, 2027	200 000	200 000	0,245
30 juin 2027 / June 30, 2027	875 000	875 000	0,295
27 novembre 2022 / November 27, 2022	50 000	50 000	0,245
	<u>1 735 000</u>	<u>1 735 000</u>	

AUTRE INFORMATION

L'adresse du site web de la Société est www.xterraresources.com. Des informations complémentaires concernant la Société et ses opérations sont déposées électroniquement sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) au Canada et peuvent être obtenues à partir de l'adresse www.sedar.com.

**MISE EN GARDE CONCERNANT LES
RENSEIGNEMENTS PROSPECTIFS**

Certains renseignements figurant dans le présent rapport de gestion peuvent renfermer des « énoncés prospectifs ». Les énoncés prospectifs peuvent notamment inclure des énoncés au sujet des projets, des coûts, des objectifs ou du rendement économique futurs de la Société ou des hypothèses sous-jacentes à ceux-ci, notamment ceux qui sont décrits aux rubriques « Instruments financiers » et « Facteurs de risques et incertitudes » du présent rapport de gestion. Dans le présent rapport de gestion, les expressions telles que « pouvoir », « probable », « croire », « prévoir », « s'attendre », « avoir l'intention », « planifier », « estimer » et des expressions similaires, leur mode conditionnel ou futur, et leur forme négative, servent à désigner des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs ne sauraient être interprétés comme une garantie d'un rendement ou de résultats futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ce rendement futur se matérialisera ni comment ou à quel moment il pourra se matérialiser. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les renseignements alors disponibles et/ou sur les croyances de bonne foi de la direction à l'égard d'événements futurs. Ils sont assujettis à des risques connus et inconnus, à des incertitudes et à d'autres facteurs imprévisibles, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Société.

OTHER INFORMATION

The Corporation's web address is www.xterraresources.com. Further information regarding the Corporation and its operations are filed electronically on the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) in Canada and can be obtained from www.sedar.com.

FORWARD-LOOKING STATEMENTS

Certain of the information contained in this MD&A may contain "forward-looking statements". Forward-looking statements may include, among others, statements regarding the Corporation's future plans, costs, objectives or economic performance, or the assumptions underlying any of the foregoing, including those described under "Financial instruments" and "Risks and uncertainties" in this Corporation's MD&A. In this MD&A, words such as "may", "would", "could", "will", "likely", "believe", "expect", "anticipate", "intend", "plan", "estimate" and similar words and the negative form thereof are used to identify forward-looking statements. Forward-looking statements should not be read as guarantees of future performance or results, and will not necessarily be accurate indications of whether, or the times at or by which, such future performance will be achieved. Forward-looking statements are based on information available at the time and/or management's good-faith belief with respect to future events and are subject to known or unknown risks, uncertainties and other unpredictable factors, many of which are beyond the Corporation's control.

Ces risques et incertitudes comprennent notamment ceux qui sont exposés aux rubriques « Instruments financiers » et « Facteurs de risques et incertitudes » du présent rapport de gestion et pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux que laissent entrevoir les énoncés prospectifs. La Société n'a pas l'intention de mettre à jour ni de réviser les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion pour tenir compte de renseignements nouveaux, d'événements ou de circonstances subséquents ou pour toute autre raison, et elle n'est tenue à aucune obligation à cet égard, sauf si les lois applicables l'y obligent.

Le 30 avril, 2018.

(S) Michael Ferreira

Michael Ferreira, President and Chief Executive Officer

These risks and uncertainties include, but are not limited to, those described in this MD&A, under the headings "Financial instruments" and "Risks and uncertainties", and could cause actual events or results to differ materially from those projected in any forward-looking statements. The Corporation does not intend, nor does it undertake any obligation, to update or revise any forward-looking statements contained in this MD&A to reflect subsequent information, events or circumstances or otherwise, except if required by applicable laws.

April 30, 2018

(S) Sylvain Champagne

Sylvain Champagne, Chief Financial Officer

INFORMATION CORPORATIVE / CORPORATE INFORMATION

Administrateurs / Directors

Michael Ferreira

Sylvain Champagne ⁽¹⁾

Michael Byron

Sébastien Bellefleur ⁽¹⁾

Jean-François Madore ⁽¹⁾

Michel Chapdelaine

(1) Membre du comité d'audit / Audit Committee member

Dirigeants / Officers

Michael Ferreira

Président et chef de la direction /

President and Chief Executive Officer

Sylvain Champagne

Chef financier /

Chief Financial Officer

Auditeurs / Auditors

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l. / s.e.n.c.r.l.

1250, René-Lévesque Boulevard West – Suite 2500

Montréal (Québec) H3B 4Y1

Agent de transfert / Transfer Agents

Computershare Canada

1500, Robert-Bourassa Boulevard – Suite 700

Montréal (Québec) H3A 3S8

Avocats / Solicitors

Fasken Martineau DuMoulin s.e.n.c.r.l. / s.r.l.

800 Place Victoria, Suite 3700

Montréal (Québec) H4Z 1E9

Bourse / Exchange Listing

TSX Venture Exchange

Symbole boursier / Ticker symbol: XTT

CUSIP: 98387W

ISIN: CA 98387W106

Siège Social / Head Office

139, Québec Avenue – Suite 202

Rouyn-Noranda, Québec, Canada J9X 6M8

Tel. : 819-762-4101



X·TERRA

RESOURCES INC.

Ressources X-Terra Inc.

États financiers consolidés
31 décembre 2017 et 2016

X-Terra Resources Inc.

Consolidated Financial Statements
December 31, 2017 and 2016



Le 30 avril 2018

April 30, 2018

Rapport de l'auditeur indépendant

Independent Auditor's Report

Aux actionnaires de Ressources X-Terra Inc.

To the Shareholders of X-Terra Resources Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Ressources X-Terra Inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2017 et 2016, les états consolidés de la perte et de la perte globale, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes constituées d'un sommaire des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

We have audited the accompanying consolidated financial statements of X-Terra Resources Inc., which comprise the consolidated statements of financial position as at December 31, 2017 and 2016 and the consolidated statements of loss and comprehensive loss, changes in equity and cash flows for the years then ended, and the related notes, which comprise a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Management's responsibility for the consolidated financial statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these consolidated financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Auditor's responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these consolidated financial statements based on our audits. We conducted our audits in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the consolidated financial statements are free from material misstatement.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250 René-Lévesque Boulevard West, Suite 2500, Montréal, Québec, Canada H3B 4Y1
T: +1 514 205 5000, F: +1 514 876 1502, www.pwc.com/ca*

"PwC" refers to PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., an Ontario limited liability partnership.



Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ressources X-Terra Inc. aux 31 décembre 2017 et 2016 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

Observations

Sans assortir notre opinion d'une réserve, nous attirons l'attention sur la Note 1 des états financiers consolidés qui décrit les faits et circonstances indiquant l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de Ressources X-Terra Inc. à poursuivre son exploitation.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A123642

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the consolidated financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the consolidated financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the consolidated financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained in our audits is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the consolidated financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of X-Terra Resources Inc. as at December 31, 2017 and 2016 and its financial performance and its cash flows for the years then ended in accordance with International Financial Reporting Standards.

Emphasis of matter

Without qualifying our opinion, we draw attention to note 1 in the consolidated financial statements which describes matters and conditions that indicate the existence of a material uncertainty that may cast significant doubt about X-Terra Resources Inc.'s ability to continue as a going concern.

PricewaterhouseCoopers LLP¹

² CPA auditor, CA, public accountancy permit No. A123642

Ressources X-Terra Inc.
États consolidés de la situation financière
Aux 31 décembre 2017 et 2016

X-Terra Resources Inc.
Consolidated Statements of Financial Position
As at December 31, 2017 and 2016

(présentés en dollars canadiens)

(expressed in Canadian dollars)

	Notes	2017 \$	2016 \$	
Actifs				Assets
Actifs courants				Current assets
Trésorerie	6	368 644	515 084	Cash
Débiteurs	7	167 960	34 902	Accounts receivable
Crédits d'impôt à recevoir	7	605 963	26 402	Tax credits receivable
Assurance payée d'avance		2 452	2 445	Prepaid insurance
		<u>1 145 019</u>	<u>578 833</u>	
Actifs non courants				Non-current assets
Immobilisations corporelles	8	2 369	3 155	Property, plant and equipment
Propriétés minières, pétrolières et gazières	9	1 227 259	86 657	Mining and oil and gas properties
Frais d'exploration reportés	10	806 538	84 242	Deferred exploration expenses
		<u>2 036 166</u>	<u>174 054</u>	
Total des actifs		<u>3 181 185</u>	<u>752 887</u>	Total assets
Passifs				Liabilities
Passifs courants				Current liabilities
Créditeurs et frais courus		515 960	59 392	Accounts payable and accrued liabilities
Total des passifs		<u>515 960</u>	<u>59 392</u>	Total liabilities
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Ressources X-Terra Inc.				Equity attributable to X-Terra Resources Inc. shareholders
Capital-actions	11	3 812 266	1 374 925	Share capital
Bons de souscription	11	384 843	189 006	Warrants
Surplus d'apport	12	30 061 747	29 797 817	Contributed surplus
Déficit		(31 593 631)	(30 668 253)	Deficit
Total des capitaux propres		<u>2 665 225</u>	<u>693 495</u>	Total equity
Total des passifs et des capitaux propres		<u>3 181 185</u>	<u>752 887</u>	Total liabilities and equity

Continuité de l'exploitation / Going concern (Note 1)
Événements subséquents / Subsequent events (Note 17)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés. /
The accompanying notes are an integral part of these consolidated financial statements.

Approuvé par le conseil d'administration
(S) Michael Ferreira
Michael Ferreira
Président et chef de la direction /
President and Chief Executive Officer

Approved by the Board of Directors
(S) Sylvain Champagne
Sylvain Champagne
Chef de la direction financière /
Chief Financial Officer

Ressources X-Terra Inc.États consolidés de la perte et de la perte globale
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016**X-Terra Resources Inc.**Consolidated Statements of Loss and Comprehensive Loss
For the years ended December 31, 2017 and 2016

(présentés en dollars canadiens, sauf le nombre d'actions) (expressed in Canadian dollars, except number of shares)

	Notes	2017 \$	2016 \$	
Dépenses				Expenses
Honoraires professionnels		99 878	52 981	Professional fees
Honoraires de consultants		244 748	179 669	Consulting fees
Frais associés aux sociétés ouvertes		34 604	26 396	Public company expenses
Frais de bureau et frais généraux		41 813	42 783	Office and general
Frais de conférences et de promotion		80 075	30 937	Conference and promotion
				Depreciation of property, plant and
Amortissement		786	1 067	equipment
Dépréciation de propriétés minières, pétrolières et gazières	9	72 903	18 365	Impairment on mining and oil and gas
Dépréciation de frais d'exploration reportés	10	43 101	-	properties
Rémunération à base d'actions	12	311 150	73 200	Impairment on deferred exploration
				expenses
				Share-based compensation
Perte d'exploitation		929 058	425 398	Operating loss
Revenus financiers		(3 680)	(885)	Finance income
Perte nette et perte globale de l'exercice		<u>925 378</u>	<u>424 513</u>	Net loss and comprehensive loss for the year
Perte nette par action de base et diluée		<u>0,04</u>	<u>0,04</u>	Basic and diluted net loss per share
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation				Weighted average number of shares outstanding
De base et diluée		<u>21 460 266</u>	<u>11 070 481</u>	Basic and diluted

La perte nette et la perte globale sont exclusivement attribuables aux actionnaires de Ressources X-Terra Inc. /
Net loss and comprehensive loss are solely attributable to X-Terra Resources Inc. shareholders.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés. /
The accompanying notes are an integral part of these consolidated financial statements.

Ressources X-Terra Inc.

 États consolidés des variations des capitaux propres
 Pour les exercices terminés le 31 décembre 2017 et 2016

X-Terra Resources Inc.

 Consolidated Statements of Changes in Equity
 For the years ended December 31, 2017 and 2016

(présentés en dollars canadiens)

(expressed in Canadian dollars)

	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Ressources X-Terra Inc. / Equity attributable to X-Terra Resources Inc. shareholders						
	Nombre d'actions ordinaires / Number of common shares	Capital- actions / Share capital \$	Bons de souscription et options aux courtiers / Warrants and broker warrants \$	Surplus d'apport / Contributed surplus \$	Déficit / Deficit \$	Total des capitaux propres / Total equity \$	
Solde – 1^{er} janvier 2016	9 577 790	736 454	30 185	29 724 617	(30 243 740)	247 516	Balance – January 1, 2015
Perte nette de l'exercice					(424 513)	(424 513)	Net loss for the year
Placement privés (note 11)	5 383 333	650 500	157 000	-	-	807 500	Private placement (Note 11)
Exercice de bons de souscription (note 11)	275 000	32 725	(5 225)	-	-	27 500	Warrants exercised (Note 11)
Options octroyés à des courtiers (Note 11)	-	-	18 404	-	-	18 404	Broker options granted (Note 11)
Frais d'émission (note 11)	-	(44 754)	(11 358)	-	-	(56 112)	Share issuance fees (Note 11)
Rémunération à base d'actions (note 12)	-	-	-	73 200	-	73 200	Share-based compensation (Note 12)
Solde – 31 décembre 2016	15 236 123	1 374 925	189 006	29 797 817	(30 668 253)	693 495	Balance – December 31, 2016
Perte nette de l'exercice					(925 378)	(925 378)	Net loss for the year
Émission d'actions pour l'acquisition de propriétés minières (note 11)	2 700 000	1 047 750	-	-	-	1 047 750	Issuance of common share for mining properties acquisition (Note 11)
Placements privés (note 11)	5 416 666	1 048 886	251 114	-	-	1 300 000	Private placements (Note 11)
Exercice de bons de souscription (note 11)	1 470 000	183 588	(29 838)	-	-	153 750	Warrants exercised (Note 11)
Exercice d'options aux courtiers (note 11)	85 600	31 244	(18 404)	-	-	12 840	Broker warrants exercised (Note 11)
Options octroyés à des courtiers (Note 11)	-	-	9 700	-	-	9 700	Broker options granted (Note 11)
Exercice d'options d'achat d'actions (note 11)	340 000	97 220	-	(47 220)	-	50 000	Share purchase options exercised (Note 11)
Émission d'actions pour des frais d'exploration reportés (note 11)	400 000	100 000	-	-	-	100 000	Issuance of shares for deferred exploration expenses (Note 11)
Frais d'émission (note 11)	-	(71 347)	(16 735)	-	-	(88 082)	Share issuance fees (Note 11)
Rémunération à base d'actions (note 12)	-	-	-	311 150	-	311 150	Share-based compensation (Note 12)
Solde – 31 décembre 2017	25 648 389	3 812 266	384 843	30 061 747	(31 593 631)	2 665 225	Balance – December 31, 2017

 Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés. /
 The accompanying notes are an integral part of these consolidated financial statements.

Ressources X-Terra Inc.

États consolidés des flux de trésorerie
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016

X-Terra Resources Inc.

Consolidated Statements of Cash Flows
For the years ended December 31, 2017 and 2016

(présentés en dollars canadiens)

(expressed in Canadian dollars)

	Notes	2017 \$	2016 \$	
Flux de trésorerie provenant des (utilisées dans les)				Cash flows from (used in)
Activités d'exploitation				Operating activities
Perte nette de l'exercice		(925 378)	(424 513)	Net loss for the year
Ajustements pour :				Adjustments for:
Amortissement		786	1 067	Depreciation of property, plant and equipment
Rémunération à base d'actions	12	311 150	73 200	Share-based compensation
Dépréciation de propriétés minières, pétrolières et gazières	9	72 903	18 365	Impairment on mining and oil and gas properties
Dépréciation de frais d'exploration reportés	10	43 101	-	Impairment on deferred exploration expenses
		<u>(497 438)</u>	<u>(331 881)</u>	
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement				Changes in non-cash of working capital items
Débiteurs	7	(133 058)	(30 904)	Accounts receivable
Assurance payée d'avance		(7)	(1 785)	Prepaid insurance
Créditeurs et frais courus		33 943	33 564	Accounts payable and accrued liabilities
		<u>(99 122)</u>	<u>875</u>	
Flux de trésorerie utilisés dans les activités d'exploitation		<u>(596 560)</u>	<u>(331 006)</u>	Net cash used in operating activities
Activités d'investissement				Investing activities
Crédits d'impôt reçus	7	-	5 065	Tax credit received
Dépenses sur les propriétés minières, pétrolières et gazières	9	(165 755)	(35 947)	Expenditures on mining and oil and gas properties
Dépenses de frais d'exploration reportés	10	(822 333)	(62 449)	Expenditures on deferred exploration expenses
Flux de trésorerie utilisés dans les activités d'investissement		<u>(988 088)</u>	<u>(93 331)</u>	Net cash used in investing activities
Activités de financement				Financing activities
Placements privé	11	1 300 000	807 500	Private placements
Exercice de bons de souscription	11	153 750	27 500	Warrants exercised
Exercice d'options aux courtiers	11	12 840	-	Broker warrants exercised
Exercice d'options d'achat d'actions	11	50 000	-	Share purchase options exercised
Frais d'émission	11	(78 382)	(37 708)	Share issuance fees
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		<u>1 438 208</u>	<u>797 292</u>	Net cash provided by financing activities
Variation nette de la trésorerie durant l'exercice		(146 440)	372 955	Net change in cash during the year
Trésorerie au début de l'exercice		<u>515 084</u>	<u>142 129</u>	Cash – Beginning of year
Trésorerie à la fin de l'exercice		<u>368 644</u>	<u>515 084</u>	Cash – End of year
Information supplémentaire				Supplemental information
Variation des frais d'exploration reportés inclus dans les créditeurs et frais courus		422 625	7 970	Change in deferred exploration expenses included in accounts payable and accrued liabilities
Intérêts reçus		3 680	885	Interest received

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés. /
The accompanying notes are an integral part of these consolidated financial statements.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

1- Nature des activités, liquidités et continuité de l'exploitation

Ressources X-Terra Inc. (la « Société » ou « X-Terra ») a été constituée le 14 novembre 2013 en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions et est cotée à la bourse de croissance TSX (« TSX-V »). Le siège social de la Société est situé au 139 avenue Québec, suite 202, Rouyn-Noranda, Québec, Canada. La Société, une société d'exploration, est engagée dans l'acquisition, l'exploration et le développement de propriétés minières, pétrolières et gazières. Elle détient des intérêts dans des propriétés au stade d'exploration situées au Canada, et n'a pas encore déterminé si les propriétés renferment des réserves pouvant être exploitées économiquement.

Tant qu'il n'est pas déterminé qu'une propriété contient des réserves ou des ressources économiquement exploitables, elle est classée comme propriété d'exploration. La recouvrabilité des propriétés minières, pétrolières et gazières et des frais d'exploration reportés dépend de la découverte de réserves et de ressources économiquement recouvrables, de l'obtention et du maintien des titres et de l'intérêt des propriétés, de la capacité d'obtenir le financement nécessaire à la poursuite de l'exploration, de l'évaluation et du développement de ses propriétés et de l'obtention de certaines approbations gouvernementales et de la production rentable future ou du produit de la cession de propriétés. Des changements dans les conditions futures pourraient nécessiter une dépréciation significative de la valeur comptable des propriétés minières, pétrolières et gazières et des frais d'exploration reportés.

Bien que la direction ait pris des mesures pour vérifier le droit de propriété concernant les propriétés minières, pétrolières et gazières dans lesquelles la Société conduit actuellement des travaux d'exploration et dans lesquelles elle acquiert un intérêt, conformément aux normes de l'industrie pour la phase courante d'exploration de ses propriétés, ces procédures ne garantissent pas le titre de propriété à la Société. Le titre de propriété peut être assujéti à des accords antérieurs non reconnus et ne pas être conforme aux exigences en matière de réglementation.

1- Nature of operations and going concern

X-Terra Resources Inc. (the "Corporation" or "X-Terra") was incorporated on November 14, 2013 under the Canada Business Corporations Act and is listed on the TSX Venture Exchange ("TSX-V"). The address of the Corporation's registered office is located at 202-139 Québec Avenue, Rouyn-Noranda, Québec, Canada. The Corporation, an exploration stage company, is engaged in the business of acquiring, exploring and developing mining and oil and gas properties. It has interests in properties at the exploration stage located in Canada, and has not yet determined whether they contain deposits that are economically recoverable.

Until it is determined that properties contain reserves or resources that can be economically mined or extracted, they are classified as exploration properties. The recoverability of mining and oil and gas properties and deferred exploration expenses is dependent on the discovery of economically recoverable reserves and resources; securing and maintaining title and beneficial interest in the properties; the ability to obtain necessary financing to continue the exploration, evaluation and development of its properties; and obtaining certain government approvals and future profitable production or proceeds from the disposal of properties. Changes in future conditions could require material impairment of the carrying value of the mining and oil and gas properties and deferred exploration expenses.

Although the Corporation has taken steps to verify title to its mining and oil and gas properties on which it is currently conducting exploration and in which it is acquiring an interest, in accordance with industry standards for the current stage of exploration of such property, these procedures do not guarantee the Corporation's title. Property title may be subject to unregistered prior agreements and non-compliance with regulatory requirements.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Les états financiers consolidés ci-joints ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), applicables à une société en continuité d'exploitation, qui considère la réalisation des actifs et le règlement des passifs dans le cours normal des affaires à mesure qu'ils arrivent à échéance. Dans son évaluation visant à déterminer si l'hypothèse de continuité d'exploitation est appropriée, la direction tient compte de toutes les données disponibles concernant l'avenir, qui représente au moins, sans s'y limiter, les douze mois suivant la fin de la période de présentation. La direction est consciente, en faisant cette évaluation, qu'il existe des incertitudes importantes en lien avec des événements et des conditions et un doute important quant à la capacité de la Société d'assurer la continuité de son exploitation et, par conséquent, la pertinence de l'utilisation des IFRS applicables à une société en continuité d'exploitation, tel qu'il est décrit dans le paragraphe suivant. Ces états financiers consolidés ne reflètent pas les ajustements à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux dépenses et aux classifications des états consolidés de la situation financière qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inappropriée. Ces ajustements pourraient être importants.

Au 31 décembre 2017, la Société disposait d'un fonds de roulement de 629 059 \$ (519 441 \$ au 31 décembre 2016), incluant la trésorerie de 368 644 \$ (515 084 \$ au 31 décembre 2016), et a accumulé un déficit de 31 593 631 \$ (30 668 253 \$ au 31 décembre 2016), a enregistré une perte nette de 925 378 \$ pour l'exercice terminé à cette date (424 513 \$ en 2016) et a encourus des sortis de fonds de 596 560 \$ pour ses activités d'exploitation. Outre les besoins habituels de fonds de roulement, la Société doit obtenir les fonds qui lui permettront de financer ses programmes d'exploration et d'évaluation et de payer ses frais généraux et ses frais d'administration. Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons à l'avenir incluant, sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses ou d'autres mesures.

Malgré le fait que la direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, et qu'elle a réussi à lever un placement privé en janvier 2018 d'un montant de 1 000 000 \$ (note 17), il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir, et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives

The accompanying consolidated financial statements have been prepared using International Financial Reporting Standards ("IFRS") applicable to a going concern, which contemplates the realization of assets and settlement of liabilities in the normal course of business as they come due. In assessing whether the going concern assumption is appropriate, Management takes into account all available information about the future, which is at least, but not limited to, twelve months from the end of the reporting period. Management is aware, in making its assessment, of material uncertainties related to events and conditions that lend a significant doubt upon the Corporation's ability to continue as a going concern and, accordingly, the appropriateness of the use of IFRS applicable to a going concern, as described in the following paragraph. These consolidated financial statements do not reflect the adjustment to the carrying values of assets and liabilities, expenses and financial position classifications that would be necessary if the going concern assumption would not be appropriate. These adjustments could be material.

As at December 31, 2017, the Corporation had working capital of \$629,059 (December 31, 2016 – \$519,441) including cash of \$368,644 (December 31, 2016 – \$515,084) and an accumulated deficit of \$31,593,631 (December 31, 2016 – \$30,668,253), had incurred a net loss of \$925,378 for the year then ended (2016 – \$424,513) and a net cash outflow from operations of \$596,560. In addition to ongoing working capital requirements, the Corporation must secure sufficient funding to meet its obligations and to fund its exploration and evaluation programs and pay general and administration costs. Any future funding shortfall may be met in a number of ways, including the issuance of new equity instruments, cost reductions and other measures.

While Management has been successful in securing financing in the past, and secured a private placement in January 2018 amounting to \$1,000,000 (note 17), there can be no assurance it will be able to do so in the future, that such sources of funding or initiatives will be available to the

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

seront accessibles pour la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers consolidés.

Corporation or that they will be available on terms acceptable to the Corporation. If Management is unable to obtain new funding, the Corporation may be unable to continue its operations, and amounts realized for assets might be less than amounts reflected in these consolidated financial statements.

L'exercice de la Société se clôt le 31 décembre. Les états financiers consolidés ont été autorisés pour distribution par le conseil d'administration le 30 avril 2018

The Corporation's financial year ends on December 31. The consolidated financial statements were authorized by the Board of Directors for publication on April 30, 2018.

2- Base de préparation

Les présents états financiers consolidés ont été établis conformément aux IFRS telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

La Société a appliqué uniformément les méthodes comptables pour toutes les périodes présentées dans ces états financiers consolidés, à l'exception des nouvelles méthodes comptables adoptés en 2017 (note 4).

2- Basis of presentation

The accompanying consolidated financial statements have been prepared in accordance with IFRS as issued by the *International Accounting Standards Board* ("IASB").

The Corporation has consistently applied the same accounting policies throughout all the periods presented in these consolidated financial statements, except for the new accounting standards adopted in 2017 (note 4).

3- Sommaire des principales politiques comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des présents états financiers consolidés se présentent comme suit.

Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été préparés sur la base du coût historique, sauf en ce qui concerne certains actifs financiers qui sont mesurés à la juste valeur. De plus, ces états financiers consolidés ont été dressés selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, à l'exception de l'information concernant les flux de trésorerie.

Consolidation

Les états financiers consolidés intègrent les états financiers de la Société et ceux de ses filiales. Les transactions, les soldes et les gains et pertes latents intragroupe sont éliminés lors de la consolidation. Les filiales sont les entités que la Société a la capacité de contrôler. La Société contrôle une entité lorsque la Société est exposée ou a droit à des rendements variables de par sa participation dans l'entité et a la capacité d'affecter ces rendements en

3- Summary of significant accounting policies

The significant accounting policies used in the preparation of these consolidated financial statements are as follows.

Basis of measurement

The consolidated financial statements have been prepared under the historical cost basis, except for certain financial instruments which are measured at fair value. In addition, the consolidated financial statements have been prepared using the accrual basis of accounting, except for cash flow information.

Consolidation

The financial statements consolidate the accounts of the Corporation and its subsidiaries. All intercompany transactions, balances and unrealized gains or losses from intercompany transactions are eliminated on consolidation. Subsidiaries are all entities over which the Corporation has the ability to exercise control. The Corporation controls an entity when the Corporation is exposed to, or has rights to, variable

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

exerçant son pouvoir sur l'entité. Les comptes des filiales sont intégralement consolidés à compter de la date à laquelle la Société obtient le contrôle, et ils cessent de l'être à compter de la date à laquelle la Société cesse d'avoir ce contrôle.

Trésorerie

La trésorerie se compose de l'encaisse, des soldes bancaires et des placements temporaires très liquides dont l'échéance initiale est inférieure ou égale à trois mois et qui sont encaissables en tout temps en un montant connu de trésorerie sans pénalité.

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie sur ces actifs ont expiré ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif transféré.

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté aux états consolidés de la situation financière lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Tous les instruments financiers doivent être évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale. La juste valeur est basée sur les cours du marché, à moins que les instruments financiers ne soient pas négociés sur un marché actif. Dans ce cas, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation comme le modèle d'évaluation des prix de Black-Scholes ou d'autres techniques d'évaluation.

L'évaluation au cours des périodes subséquentes dépend de la classification de l'instrument financier. Lors de la comptabilisation initiale, la Société classe ses instruments financiers dans les catégories suivantes selon la fin pour laquelle elle a acquis les instruments :

returns from its involvement with the entity and has the ability to affect those returns through its power over the entity. Subsidiaries are fully consolidated from the date on which control is transferred to the Corporation and are de-consolidated from the date the control ceases.

Cash

Cash consist of cash on hand, bank balances, and highly liquid short-term investments with original maturities of three months or less from the date of purchase and which are readily convertible to known amounts of cash at any time without penalties.

Financial instruments

Financial assets and financial liabilities are recognized when the Corporation becomes a party to the contractual provisions of the instrument. Financial assets are derecognized when the rights to receive cash flows from the assets have expired or have been transferred and the Corporation has transferred substantially all risks and rewards of ownership.

Financial assets and financial liabilities are offset and the net amount is reported in the consolidated statement of financial position when there is a legally enforceable right to offset the recognized amounts and there is an intention to settle on a net basis or realize the asset and settle the liability simultaneously.

All financial instruments are required to be measured at fair value on initial recognition. The fair value is based on quoted market prices, unless the financial instruments are not traded in an active market. In this case, the fair value is determined by using valuation techniques such the Black-Scholes option pricing model or other valuation techniques.

Measurement in subsequent periods depends on the classification of the financial instrument. At initial recognition, the Corporation classifies its financial instruments in the following categories depending on the purpose for which the instruments were acquired:

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

- *Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net* : Un actif financier est classé dans cette catégorie s'il est acquis ou contracté principalement en vue d'être vendu ou racheté dans un proche avenir. Les dérivés sont aussi classés dans cette catégorie, sauf s'ils sont désignés comme couvertures. Les instruments financiers classés dans cette catégorie sont comptabilisés initialement et ultérieurement à la juste valeur. Les frais de transaction sont passés en charges aux états consolidés de la perte et de la perte globale. Les gains et les pertes résultant des variations de la juste valeur sont présentés aux états consolidés de la perte et de la perte globale au cours de la période à laquelle ils se produisent. Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont classés comme courants, exception faite de la portion que l'entité s'attend à recouvrer ou à régler dans plus de douze mois de la date de la situation financière, laquelle est classée comme non courante.
- *Actifs financiers disponibles à la vente* : Les actifs financiers disponibles à la vente sont des instruments financiers non dérivés qui sont désignés dans cette catégorie ou qui ne sont classés dans aucune des autres catégories. Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés initialement à la juste valeur majorée des frais de transaction et sont ultérieurement évalués à leur juste valeur. Les gains ou les pertes découlant des variations de la juste valeur sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Lorsqu'un placement disponible à la vente est vendu ou dévalué, le montant cumulé des gains ou des pertes est transféré du cumul des autres éléments du résultat global aux états consolidés de la perte et de la perte globale.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont classés comme étant non courants, sauf si le placement vient à échéance dans les douze mois ou si la direction prévoit s'en départir dans les douze mois.

- *Prêts et créances* : Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances sont initialement comptabilisés au montant que la Société s'attend à recevoir,
- *Financial assets at fair value through profit or loss*: A financial asset is classified in this category if acquired principally for the purpose of selling or repurchasing in the short term. Derivatives are also included in this category unless they are designated as hedges. Financial instruments in this category are recognized initially and subsequently at fair value. Transaction costs are expensed in the consolidated statement of loss and comprehensive loss. Gains and losses arising from changes in fair value are presented in the consolidated statement of loss and comprehensive loss in the period in which they arise. Financial assets at fair value through profit or loss are classified as current, except for the portion expected to be realized or paid beyond twelve months of the statement of financial position date, which is classified as non-current.
- *Available-for-sale financial assets*: Available-for-sale financial assets are non-derivatives that are either designated in this category or not classified in any of the other categories. Available-for-sale financial assets are recognized initially at fair value plus transaction costs and are subsequently carried at fair value. Gains or losses arising from changes in fair value are recognized in other comprehensive income. When an available-for-sale investment is sold or impaired, the accumulated gains or losses are moved from accumulated other comprehensive income to the consolidated statement of loss and comprehensive loss.
- *Loans and receivables*: Loans and receivables are non-derivative financial assets with fixed or determinable payments that are not quoted in an active market. Loans and receivables are recognized initially at the amount expected to be received, less, when material, a discount to

Available-for-sale financial assets are classified as non-current, unless an investment matures within twelve months, or management expects to dispose of it within twelve months.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour ramener ce montant à la juste valeur. Ultérieurement, les prêts et créances sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué d'une provision pour pertes de valeur. Les prêts et créances de la Société sont inclus dans l'actif courant, sauf pour les instruments ayant une échéance supérieure à douze mois à la date de l'état de la situation financière considérée, lesquels sont classés comme des actifs non courants.

- *Passifs financiers au coût amorti* : Les passifs financiers au coût amorti comprennent les comptes créditeurs et les frais courus. Les comptes créditeurs et les frais courus sont initialement comptabilisés au montant devant être payé moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour ramener ce montant à la juste valeur. Ultérieurement, les comptes créditeurs et les frais courus sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les passifs financiers sont classés dans le passif courant si le paiement est exigible dans les douze mois. Sinon, ils sont présentés dans le passif non courant.

Les instruments financiers de la Société sont classés comme suit :

Instrument financier	Catégorie
Trésorerie Débiteurs	Prêts et créances
Créditeurs et frais courus	Passifs financiers au coût amorti

Dévaluation d'actifs financiers

À chaque date de l'état consolidé de la situation financière, la Société analyse s'il existe des indications objectives selon lesquelles un actif financier est dévalué. Un actif financier est dévalué et des pertes pour dévaluation sont imputées uniquement s'il existe des indications objectives de dévaluation découlant d'un ou de plusieurs événements qui se sont produits après la constatation initiale (un «événement générateur de perte») et que cet événement générateur de perte a une incidence sur les flux de trésorerie estimatifs découlant des actifs financiers qui peuvent être estimés de façon fiable. Si de telles indications existent, alors la Société constate une perte pour dévaluation, de la façon suivante :

reduce the loans and receivables to fair value. Subsequently, loans and receivables are measured at amortized cost using the effective interest method less a provision for impairment. Loans and receivables are included in current assets, except for instruments with maturities greater than twelve months after the end of the reporting period, which are classified as non-current assets.

- *Financial liabilities at amortized cost*: Financial liabilities at amortized cost consist of accounts payable and accrued liabilities. Accounts payable and accrued liabilities are initially recognized at the amount required to be paid, less, when material, a discount to reduce to fair value. Subsequently, accounts payable and accrued liabilities are measured at amortized cost using the effective interest method. Financial liabilities are classified as current liabilities if payment is due within twelve months. Otherwise, they are presented as non-current liabilities.

The Corporation's financial instruments are classified as follows:

Financial instrument	Category
Cash Accounts receivable	Loans and receivables
Accounts payable and accrued liabilities	Financial liabilities at amortized cost

Impairment of financial assets

At each reporting date of the consolidated statement of financial position, the Corporation assesses whether there is objective evidence that a financial asset is impaired. A financial asset is impaired and impairment losses are incurred only if there is objective evidence of impairment as a result of one or more events that occurred after initial recognition (a "loss event") and that loss event has an impact on the estimated cash flows of the financial assets that can be reliably estimated. If such evidence exists, the Corporation recognizes an impairment loss, as follows:

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

- *Actifs financiers comptabilisés au coût amorti* : La perte de valeur correspond à la différence entre le coût amorti du prêt ou de la créance et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'instrument. La valeur comptable de l'actif financier est réduite de ce montant soit directement, soit indirectement par l'utilisation d'un compte de correction de valeur. Les pertes pour dévaluation sur les actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont résorbées dans les périodes subséquentes si le montant de la perte diminue et si la diminution peut être objectivement associée à un événement qui s'est produit après la constatation de la dévaluation. Les pertes pour dévaluation et les renversements sont portés à l'état consolidé de la perte et de la perte globale.
- *Investissements disponibles à la vente* : La perte pour dévaluation correspond à la différence entre le coût initial de l'actif et sa juste valeur à la date d'évaluation, moins toute perte de valeur déjà portée à l'état consolidé de la perte et de la perte globale. Ce montant représente la perte dans le cumul des autres éléments du résultat global qui est reclassée à l'état consolidé de la perte. Les pertes pour dévaluation sur les actifs financiers disponibles à la vente ne peuvent faire l'objet d'une reprise de valeur.
- *Financial assets carried at amortized cost*: The impairment loss is the difference between the amortized cost of the loan or receivable and the present value of the estimated future cash flows, discounted using the instrument's original effective interest rate. The carrying amount of the asset is reduced by this amount either directly or indirectly through the use of an allowance account. Impairment losses on financial assets carried at amortized cost are reversed in subsequent periods if the amount of the loss decreases and the decrease can be related objectively to an event occurring after the impairment was recognized. Impairment losses as well as reversals are recognized in the consolidated statement of loss and comprehensive loss.
- *Available-for-sale investments*: The impairment loss is the difference between the original cost of the asset and its fair value at the measurement date, less any impairment losses previously recognized in the consolidated statement of loss and comprehensive loss. This amount represents loss in accumulated other comprehensive income that is reclassified to net loss. Impairment losses on available-for-sale equity investments are not reversed.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût moins l'amortissement cumulé et les charges de dévaluation cumulées. Le coût d'un actif inclus dans les immobilisations corporelles comprend le coût d'achat, lequel peut inclure la construction ou le développement d'un élément des immobilisations corporelles, tous les coûts directement attribuables au fait d'amener l'actif sur le site et à l'état requis pour son utilisation prévue et une estimation initiale des coûts de démantèlement de l'actif et de restauration du site où l'actif était situé. Les frais de réparation et d'entretien sont passés en charges à l'état consolidé de la perte et de la perte globale au cours de la période où ils sont engagés.

Property, plant and equipment

Property, plant and equipment are stated at cost less accumulated depreciation and accumulated impairment losses. The cost of an item of property, plant and equipment consists of the purchase price which may include construction or development of an item of property, plant and equipment, any costs directly attributable to bringing the asset to the location and condition necessary for its intended use, an initial estimate of the costs of dismantling the item and restoring the site on which it is located. Repairs and maintenance costs are charged to the consolidated statement of loss and comprehensive loss in the period in which they are incurred.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

L'amortissement est calculé pour répartir le coût des immobilisations corporelles, moins leur valeur résiduelle, sur leur durée d'utilité prévue, comme suit :

	Méthode	Taux
Matériel informatique	Mode dégressif	30 %
Fournitures de bureau	Mode dégressif	20 %
Équipement d'exploration	Mode dégressif	30 %

La Société alloue le montant initialement comptabilisé pour une immobilisation corporelle en ses parties significatives et amortit séparément chacune de ces parties.

Les valeurs résiduelles, la méthode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revues chaque année et ajustées au besoin.

Les gains et les pertes découlant de la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit de cession à la valeur comptable de l'actif et sont présentés dans l'état consolidé de la perte et de la perte globale.

Exploration et évaluation

Les actifs d'exploration et d'évaluation (« E&E ») sont constitués de propriétés minières, pétrolières et gazières et de frais d'exploration reportés. Les coûts engagés pour les activités qui précèdent l'E&E des ressources minérales, étant tous les coûts engagés avant l'obtention des droits légaux d'explorer le secteur sont passés en charges immédiatement.

Les actifs d'E&E comprennent les droits dans des propriétés d'exploration, payés ou acquis par un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs, ainsi que les coûts liés à la recherche de dépôts minéralisés ayant un potentiel économique ou pour obtenir plus d'information sur les dépôts minéralisés existants.

Les droits dans des propriétés minières, pétrolières et gazières sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué du cumul des pertes de valeur. Les droits dans des propriétés minières, pétrolières et gazières et les options pour acquérir des participations indivises dans des droits dans des propriétés minières sont amortis uniquement lorsque ces propriétés sont mises en production.

Depreciation is recognized based on the cost of an item of property, plant and equipment less its estimated residual value, over its estimated useful life as follows:

	Method	Rate
Computer equipment	Declining balance	30%
Office furniture	Declining balance	20%
Exploration equipment	Declining balance	30%

The Corporation allocates the amount initially recognized in respect of an item of property, plant and equipment to its significant parts and depreciates separately each such part.

Residual values, method of depreciation and useful lives of the assets are reviewed annually and adjusted if appropriate.

Gains and losses on disposals of property, plant and equipment are determined by comparing the proceeds with the carrying amount of the asset and are included in the consolidated statement of loss and comprehensive loss.

Exploration and evaluation

Exploration and evaluation ("E&E") assets comprise mining and oil and gas properties and deferred exploration expenses. Expenditures incurred on activities that precede exploration for and evaluations of mineral resources, being all expenditures incurred prior to securing the legal rights to explore an area, are expensed immediately.

E&E assets include rights in mining and oil and gas properties, paid or acquired through a business combination or an acquisition of assets, and costs related to the initial search for mineral deposits with economic potential or to obtain more information about existing mineral deposits.

Mining and oil and gas rights are recorded at acquisition cost less accumulated impairment losses. Mining and oil and gas rights and options to acquire undivided interests in mining and oil and gas rights are depreciated only as these properties are put into commercial production.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

De temps à autre, la Société peut acquérir ou vendre une propriété conformément aux modalités d'une entente d'option. Compte tenu du fait que les options sont exercées entièrement à la discrétion du détenteur de l'option, les montants à payer ou à recevoir ne sont pas comptabilisés. Les paiements d'option sont comptabilisés comme coût de propriété lorsque les paiements sont versés ou reçus.

From time to time, the Corporation may acquire or dispose of a property pursuant to the terms of an option agreement. Due to the fact that options are exercisable entirely at the discretion of the option holder, the amounts payable or receivable are not recorded. Option payments are recorded as property costs or recoveries when the payments are made or received.

Les frais d'E&E pour chaque zone d'intérêt sont capitalisés et comprennent les coûts associés à la prospection, à l'échantillonnage, à l'excavation de tranchées, au forage et à d'autres travaux nécessaires dans la recherche de minerai comme les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques. Les frais d'E&E reflètent les coûts liés à l'établissement de la viabilité technique et commerciale de l'extraction d'une ressource minérale identifiée par l'exploration ou acquis par un regroupement d'entreprises ou par une acquisition d'actifs. Les frais d'E&E incluent le coût pour :

E&E expenditures for each separate area of interest are capitalized and include costs associated with prospecting, sampling, trenching, drilling and other work involved in searching for ore, such as topographical, geological, geochemical and geophysical studies. They also reflect costs related to establishing the technical and commercial viability of extracting a mineral resource identified through exploration or acquired through a business combination or asset acquisition. E&E expenditures include the cost of:

- établir le volume et la qualité des dépôts par des activités de forage de carottes, d'excavation de tranchées et d'échantillonnage dans un gisement de minerai qui est classé comme une ressource minérale;
- déterminer les méthodes optimales d'extraction et les procédés métallurgiques et de traitement;
- les études relatives à l'arpentage, au transport et aux besoins d'infrastructures;
- les activités relatives aux licences; et
- les évaluations économiques afin de déterminer si le développement de la matière minéralisée est commercialement justifié, y compris des études de portée, de préfaisabilité et de faisabilité finale.

- establishing the volume and grade of deposits through drilling of core samples, trenching and sampling activities in an ore body that is classified as a mineral resource;
- determining the optimal methods of extraction and metallurgical and treatment processes;
- studies related to surveying, transportation and infrastructure requirements;
- licensing activities; and
- economic evaluations to determine whether development of the mineralized material is commercially justified, including scoping, prefeasibility and final feasibility studies.

Les frais d'E&E comprennent les frais généraux directement attribuables aux activités associées.

E&E expenditures include overhead expenses directly attributable to the related activities.

Les flux de trésorerie attribuables aux frais d'E&E capitalisés sont classés dans les activités d'investissement dans les états consolidés des flux de trésorerie sous les rubriques dépenses sur les propriétés minières, pétrolières et gazières et dépenses de frais d'exploration reportés.

Cash flows attributable to capitalized E&E costs are classified as investing activities in the consolidated statement of cash flows under the captions expenditures on mining and oil and gas properties and expenditures on deferred exploration expenses.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non financiers sont révisés pour dévaluation s'il existe des indications selon lesquelles que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si de telles indications sont présentes, le montant recouvrable de l'actif est estimé afin de déterminer si une dévaluation existe. Lorsque l'actif ne génère pas de flux de trésorerie qui sont indépendants des autres actifs, la Société estime le montant recouvrable du groupe d'actifs ou de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») auquel l'actif en question appartient. La valeur recouvrable est la plus élevée entre la juste valeur d'un actif diminuée du coût de cession et la valeur d'utilité.

Si le montant recouvrable estimatif d'un actif ou d'une UGT est inférieur à sa valeur comptable, alors la valeur comptable est réduite au montant recouvrable. Une dévaluation est immédiatement constatée comme dépréciation ou amortissement additionnel. Lorsqu'une dévaluation se résorbe par la suite, la valeur comptable est augmentée au montant recouvrable révisé estimatif, mais uniquement dans la mesure où il ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune dévaluation n'avait d'abord été constatée. Un renversement est constaté en réduction de la charge de dépréciation ou d'amortissement pour la période.

Aide gouvernementale

La Société a droit à des crédits d'impôt remboursables à l'égard des dépenses d'exploration minière admissibles engagés dans la province de Québec qui sont imputés en réduction des frais d'exploration reportés aux états consolidés de la situation financière ou en réduction des charges si les coûts sont passés en charges.

Rémunération à base d'actions

La juste valeur des options sur actions octroyées aux employés est comptabilisée en charges, ou capitalisée dans les frais d'exploration reportés, sur la période d'acquisition des droits avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Un individu est considéré comme un employé lorsqu'il est un employé au sens juridique ou fiscal (employé direct) ou s'il offre des services similaires à ceux fournis par un employé direct, incluant les administrateurs de la Société.

Impairment of non-financial assets

Non-financial assets are reviewed for impairment if there is any indication that the carrying amount may not be recoverable. If any such indication is present, the recoverable amount of the asset is estimated in order to determine whether impairment exists. Where the asset does not generate cash flows that are independent from other assets, the Corporation estimates the recoverable amount of the cash-generating unit ("CGU") to which the asset belongs. An asset's recoverable amount is the higher of fair value less costs of disposal and value in use.

If the recoverable amount of an asset or CGU is estimated to be less than its carrying amount, the carrying amount is reduced to the recoverable amount. Impairment is recognized immediately as additional depreciation or amortization. Where an impairment subsequently reverses, the carrying amount is increased to the revised estimate of recoverable amount but only to the extent that this does not exceed the carrying value that would have been determined if no impairment had previously been recognized. A reversal is recognized as a reduction in the depreciation or amortization charge for the period.

Government assistance

The Corporation is entitled to refundable tax credits on qualified mining exploration expenses incurred in the province of Québec, which are recorded against the deferred exploration expenditures reported on the consolidated statement of financial position or against expenses if the costs have been expensed.

Share-based compensation

The fair value of share options granted to employees is recognized as an expense, or capitalized to deferred exploration expenses, over the vesting period with a corresponding increase in contributed surplus. An individual is classified as an employee when the individual is an employee for legal or tax purposes (direct employee) or provides services similar to those performed by a direct employee, including directors of the Corporation.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

La juste valeur est évaluée à la date de l'octroi et est constatée dans la période d'attribution des options. La juste valeur des options octroyées est évaluée à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes, en tenant compte des modalités selon lesquelles les options ont été octroyées.

Capital-actions et bons de souscription

Les actions ordinaires et les bons de souscription sont classés dans les capitaux propres. Les coûts additionnels directement attribuables à l'émission d'actions ou de bons de souscription sont constatés en réduction du produit dans les capitaux propres dans la période au cours de laquelle la transaction a lieu. Le produit d'un placement d'unités est réparti entre les actions et les bons de souscription à l'aide de la méthode d'évaluation Black-Scholes, qui sert à déterminer la juste valeur des bons de souscription émis.

Actions accréditives

La Société finance certaines dépenses de prospection en émettant des actions accréditives. La Société renonce aux déductions fiscales de dépenses relatives aux ressources en faveur des investisseurs conformément à la législation fiscale qui s'applique. La Société constate un passif d'impôts différés pour les actions accréditives et une charge d'impôts différés au moment où les frais admissibles sont engagés. L'écart entre le montant constaté en actions ordinaires et le montant payé par les investisseurs pour les actions (la « prime ») calculé selon la méthode résiduelle est constaté à titre d'autre passif, lequel est renversé dans les résultats comme recouvrement d'impôts différés lorsque les dépenses admissibles sont engagées.

Impôt sur le résultat

La charge (le recouvrement) d'impôts sur les résultats pour les périodes présentées comprend les impôts exigibles et les impôts différés. L'impôt est constaté dans les états consolidés de la perte sauf dans la mesure où il est lié à des éléments constatés directement dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres, auquel cas il est constaté dans les autres éléments du résultat global ou les capitaux propres, selon le cas.

The fair value is measured at the grant date and recognized over the period in which the options vest. The fair value of the options granted is measured using the Black-Scholes option pricing model, taking into account the terms and conditions on which the options were granted.

Share capital and warrants

Common shares and warrants are classified as equity. Incremental costs directly attributable to the issuance of shares or warrants are recognized as a deduction from the proceeds in equity in the period the transaction occurs. Proceeds from unit placements are allocated between shares and warrants issued, proportionate to the fair value of the shares and warrants within the unit, using the Black-Scholes options pricing model to determine the fair value of warrants issued.

Flow-through shares

The Corporation finances some exploration expenditures through the issuance of flow-through shares. The Corporation renounced the resource expenditure deductions for income tax purposes to investors in accordance with the appropriate income tax legislation. The Corporation recognizes a deferred tax liability for flow-through shares and a deferred tax expense at the date the eligible expenditures are incurred. The difference between the quoted price of the common shares and the amount the investors pay for the shares (the "premium") calculated using the residual value is recognized as other liability which is reversed in the results as recovery of deferred income taxes when eligible expenditures have been made.

Income tax

Income tax expense (recovery) on profit or loss for the periods presented comprises current and deferred tax. Income tax is recognized in the consolidated statement of loss except to the extent that it relates to items recognized directly in other comprehensive income or in equity, in which case it is recognized in other comprehensive income or in equity, respectively.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

L'impôt minier représente les impôts provinciaux au Canada perçus sur les activités minières et est classé dans les impôts sur les résultats puisque ces impôts sont basés sur un pourcentage des profits miniers.

Mining taxes represent Canadian provincial tax levied on mining operations and are classified as income tax since such taxes are based on a percentage of mining profits.

La charge d'impôts exigibles correspond au montant d'impôts payable prévu sur les bénéfices imposables pour l'exercice, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la fin de l'exercice, ajustés pour les modifications aux impôts payables à l'égard des exercices précédents. La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations de revenus en ce qui a trait aux situations où la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation. Elle établit des provisions, au besoin, en se fondant sur les montants qu'elle s'attend à devoir payer aux autorités fiscales.

Current income tax expense is the expected tax payable on taxable income for the year, using tax rates enacted or substantively enacted at year-end, adjusted for amendments to income tax payable with regard to previous years. Management periodically evaluates positions taken in income tax returns with respect to situations in which applicable tax regulation is subject to interpretation. It establishes provisions where appropriate on the basis of amounts expected to be paid to the tax authorities.

Les impôts différés sont comptabilisés à l'aide de la méthode du passif à l'état de la situation financière, en tenant compte des écarts temporaires entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Les écarts temporaires ne sont pas considérés, s'ils découlent de la constatation initiale d'un écart d'acquisition ou de la constatation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui, au moment de la transaction, n'affecte pas le profit ou la perte comptable ou fiscale. Le montant des impôts différés considéré reflète la façon de recouvrer ou de régler la valeur comptable prévue des actifs et des passifs, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de présentation de la situation financière et dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle l'impôt différé sera réalisé ou recouvré.

Deferred income tax is accounted for using the balance sheet liability method, providing for temporary differences between the tax bases of assets and liabilities and their carrying amounts in the consolidated financial statements. Temporary differences are not provided for if they arise from the initial recognition of goodwill or the initial recognition of an asset or liability in a transaction other than a business combination that at the time of the transaction affects neither accounting nor taxable profit or loss. The amount of deferred tax provided is based on the expected manner of realization or settlement of the carrying amount of assets and liabilities, using tax rates enacted or substantively enacted at the financial position reporting date and whose implementation is expected over the period during which the deferred tax is realized or recovered.

Un actif d'impôts différés est constaté uniquement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible de façon à ce que l'actif puisse être utilisé.

A deferred income tax asset is recognized only to the extent that it is probable that future taxable profits will be available against which the asset can be utilized.

Les actifs et les passifs d'impôts différés sont présentés comme non exigibles et sont compensés lorsqu'un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôts exigibles contre les passifs d'impôts exigibles existe et lorsque les actifs et les passifs d'impôts différés ont trait à des impôts perçus par la même autorité fiscale, soit à l'égard de la même entité imposable ou de différentes entités

Deferred income tax assets and liabilities are presented as non-current and are offset when there is a legally enforceable right to offset current income tax assets against current income tax liabilities and when deferred income tax assets and liabilities relate to income tax levied by the same taxation authority on either the same taxable entity or different taxable entities where there is an

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

imposables lorsqu'il y a intention d'acquitter le montant net des soldes.

intention to settle the balances on a net basis.

Perte par action

Le calcul de la perte par action (« PPA ») est basé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour chaque période. La PPA de base est calculé en divisant la perte attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

Loss per share

The calculation of loss per share ("LPS") is based on the weighted average number of shares outstanding for each period. The basic LPS is calculated by dividing the loss attributable to the equity owners of the Corporation by the weighted average number of common shares outstanding at the end of the period.

Le calcul de la pPA diluée suppose la conversion, l'exercice ou l'émission éventuelle de titres uniquement lorsque la conversion, l'exercice ou l'émission aurait un effet dilutif sur la PPA. La méthode des actions de trésorerie est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des bons de souscription, des options d'achat d'actions.

The computation of diluted LPS assumes the conversion, exercise or contingent issuance of securities only when such conversion, exercise or issuance would have a dilutive effect on the LPS. The treasury stock method is used to determine the dilutive effect of the warrants and share options.

Lorsque la Société constate une perte, la perte nette par action ordinaire diluée est équivalente à la perte nette par action ordinaire de base en raison de l'effet anti-dilutif des bons de souscription et des options d'achat d'actions.

When the Corporation reports a loss, the diluted net loss per common share is equal to the basic net loss per common share due to the anti-dilutive effect of the outstanding warrants and stock options.

Information sectorielle

La Société est présentement active dans un seul secteur, soit l'acquisition, l'exploration, l'évaluation et la mise en valeur de propriétés minières, pétrolières et gazières. Toutes les activités de la Société sont menées dans la province de Québec, au Canada.

Segment disclosures

The Corporation currently operates in a single segment: the acquisition, exploration, evaluation and development of mining and oil and gas properties. All of the Corporation's activities are conducted in Québec, Canada.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les éléments des états financiers consolidés de la Société sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société exerce ses activités (la monnaie fonctionnelle). La monnaie fonctionnelle de chacune des entités consolidées est le dollar canadien qui est aussi la monnaie de présentation.

Functional and presentation currency

Items included on the consolidated financial statements are measured using the currency of the primary economic environment in which the Corporation operates (the functional currency). The functional currency of each consolidated entity is the Canadian dollar, which is also the presentation currency.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

4- Changement de méthodes comptables

Normes et interprétations comptables émises et en vigueur

IAS 7, Tableau des flux de trésorerie

En janvier 2016, l'IASB a modifié IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*. Les modifications exigent que les changements suivants dans les passifs découlant des activités de financement soient présentés (dans la mesure nécessaire): i) les changements issus des flux de trésorerie de financement; ii) les changements découlant de l'obtention ou de la perte du contrôle de filiales ou d'autres entreprises; iii) l'effet des variations des cours des monnaies étrangères; iv) les variations des justes valeurs; et v) les autres changements. L'un des moyens de satisfaire à cette nouvelle obligation d'information consiste à effectuer un rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture de l'état de la situation financière pour les passifs découlant d'activités de financement. Enfin, les modifications énoncent que les changements de passifs découlant des activités de financement soient présentés distinctement des changements d'autres actifs et passifs.

Cette modification sera obligatoire pour les périodes de présentation ouvertes à compter du 1er janvier 2017. L'adoption de ces amendements à IAS 7 n'a eu aucun effet sur les états financiers consolidés de la Société.

Nouvelles normes comptables non encore en vigueur

La Société n'a pas encore adopté certaines normes, interprétations des normes existantes et modifications qui ont été publiées mais dont la date d'entrée en vigueur est postérieure au 1^{er} janvier 2017. Plusieurs de ces mises à jour ne s'appliquent pas à la Société et ne sont donc pas abordées dans les présentes.

IFRS 9, Instruments financiers

En novembre 2009 et en octobre 2010, l'IASB a publié la première phase d'IFRS 9 *Instruments financiers*. En novembre 2013, l'IASB a émis une nouvelle norme générale pour la comptabilité de couverture qui fait désormais partie d'IFRS 9. La version finale d'IFRS 9 a été publiée en juillet 2014, et comporte une troisième catégorie d'évaluation des actifs financiers (à la juste valeur par le biais du

4- Changes in accounting policies

Accounting standards and interpretation issued and in effect

IAS 7, Statement of cash flows

In January 2016, IASB amended IAS 7, *Statement of Cash Flows*. The amendments require that the following changes in liabilities arising from financing activities are disclosed (to the extent necessary): (i) changes from financing cash flows; (ii) changes arising from obtaining or losing control of subsidiaries or other businesses; (iii) the effect of changes in foreign exchange rates; (iv) changes in fair values; and (v) other changes. One way to fulfil the new disclosure requirement is to provide a reconciliation between the opening and closing balances in the statement of financial position for liabilities arising from financing activities. Finally, the amendments state that changes in liabilities arising from financing activities must be disclosed separately from changes in other assets and liabilities.

This amendment was mandatory for reporting periods beginning on or after January 1, 2017. The adoption of these amendments to IAS 7 had no effect on the Corporation's consolidated financial statements.

New accounting standards not yet adopted

The Corporation has not yet adopted certain standards, interpretations to existing standards and amendments which have been issued but have an effective date of later than January 1, 2017. Many of these updates are not relevant to the Corporation and are therefore not discussed herein.

IFRS 9, Financial Instruments

The IASB published the first phase of IFRS 9 in November 2009 and October 2010. In November 2013, the IASB issued a new general model for hedge accounting which is now covered by IFRS 9. The final version of IFRS 9 was published in July 2014. It contains a third classification for measurement of financial assets (at fair value through comprehensive income) and a single,

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

résultat global) ainsi qu'un modèle unique d'évaluation des pertes de valeur prospectives basé sur la « perte attendue ».

Cette norme fait partie d'un projet plus étendu visant à remplacer IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »). IFRS 9 remplace les multiples modèles de classement et d'évaluation actuels pour les actifs et les passifs financiers par un modèle unique qui ne comporte que trois catégories : au coût amorti, à la juste valeur par le biais du résultat global et à la juste valeur par le biais du résultat net. Le choix du classement dépend du modèle d'affaires de l'entité et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels associés à l'actif ou au passif financier. Elle introduit également de nouveaux changements s'appliquant aux passifs financiers et rapproche la comptabilité de couverture de la gestion du risque. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, bien que l'adoption anticipée soit permise. La direction a évalué l'incidence que cette norme aura sur ses états financiers consolidés et a déterminé qu'aucun changement significatif n'était anticipé.

IFRS 2, Paiement fondé sur des actions

En 2016, l'IASB a publié les modifications finales d'IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions* (« IFRS 2 ») en relation avec le classement et l'évaluation des paiements fondés sur des actions. Les modifications apportées couvrent les sujets suivants : la comptabilisation des effets des conditions d'acquisition des droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie; le classement des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement net pour la retenue d'obligations fiscales; la comptabilisation d'une modification des conditions qui fait en sorte qu'une transaction dont le paiement est fondé sur des actions et qui est réglée en trésorerie est reclassée comme étant réglée en instruments de capitaux propres. Les sociétés sont tenues d'appliquer les modifications pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, de façon prospective. Cependant, l'application rétrospective est permise si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori. La direction a évalué l'incidence que cette norme aura sur ses états financiers consolidés et a déterminé qu'aucun changement significatif n'était anticipé.

forward-looking loss impairment model based on "expected loss".

This standard is part of a broader project to replace IAS 39, *Financial Instruments: Recognition and Measurement*. IFRS 9 replaces the current multiple classification and measurement models for financial assets and financial liabilities with a single model that has three classifications: amortized cost, fair value through comprehensive income and fair value through profit or loss. The choice of classification depends on the entity's business model and the contractual cash flow characteristics of the financial asset or financial liability. IFRS 9 also introduces new changes for financial liabilities and links hedge accounting to risk management. The new standard applies to fiscal years beginning on or after January 1, 2018, although early adoption is permitted. Management assessed the impact of this standard on its consolidated financial statements and determined that no significant changes were expected.

IFRS 2, Share base payment

In 2016, the IASB issued the final amendments to IFRS 2 *Share-based Payment* ("IFRS 2") in relation to the classification and measurement of share-based payment transactions. The amendments are intended to eliminate diversity in practice in three main areas: the effects of vesting conditions on the measurement of cash-settled share-based payments; the classification of a share-based payment transaction with net settlement features for withholding tax obligations; and the accounting where a modification to the terms and conditions of a share-based payment transaction changes its classification from cash-settled to equity-settled. The amendments are effective for annual periods beginning on or after January 1, 2018, with earlier adoption permitted. The amendments are to be applied prospectively. However, retrospective application is permitted if elected for all three amendments and other criteria are met. Management assessed the impact of this standard on its consolidated financial statements and determined that no significant changes were expected.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16. IFRS 16 énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information relatifs aux contrats de location, applicables aux deux parties au contrat. IFRS 16 éliminera le classement dans la catégorie des contrats de location simple ou dans celle des contrats de location-financement, comme le prescrit IAS 17, par l'instauration d'un unique modèle de comptabilisation pour le preneur, sauf si le terme du contrat est de 12 mois ou moins ou si l'actif sous-jacent a peu de valeur. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1 janvier 2019. La direction n'a pas encore évalué l'incidence que cette nouvelle norme aura sur ses états financiers consolidés.

5- Estimations comptables, jugements et hypothèses significatifs

Les estimations et les hypothèses sont continuellement évaluées et sont fondées sur l'expérience historique ainsi que d'autres facteurs, y compris des attentes à propos d'événements futurs, qui sont jugés être raisonnables dans les circonstances. La détermination d'estimations nécessite l'exercice du jugement basé sur diverses hypothèses ainsi que d'autres facteurs tels que l'expérience historique et les conditions économiques actuelles et prévues. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les jugements et les estimations de la direction pourraient affecter sensiblement les montants constatés dans les états financiers consolidés à l'égard des éléments suivants :

a) Dépréciation des actifs non financiers

L'évaluation de la valeur recouvrable en ce qui a trait aux actifs non financiers repose sur de nombreuses hypothèses et pourrait différer sensiblement de la valeur réelle des actifs en question. Les valeurs recouvrables sont basées, en partie, sur certains facteurs qui pourraient échapper en partie ou en entier au contrôle de la Société. Cette évaluation implique une comparaison des valeurs recouvrables aux valeurs comptables des actifs non financiers. Les estimations de la valeur recouvrable reposent sur de nombreuses hypothèses. Les estimations de la juste valeur pourraient différer des valeurs réelles, et ces écarts pourraient être significatifs et pourraient avoir une incidence importante sur la situation financière de

IFRS 16, Leases

In January 2016, IASB issued IFRS 16, "Leases", which specifies how an IFRS reporter will recognize, measure, present and disclose leases. The standard provides a single lessee accounting model, requiring lessees to recognise assets and liabilities for all leases unless the lease term is 12 months or less or the underlying asset has a low value. Lessors continue to classify leases as operating or finance, with IFRS 16's approach to lessor accounting substantially unchanged from its predecessor, IAS 17. The standard will be mandatory for annual periods beginning on or after January 1, 2019. The extent or the impact of adoption of IFRS 16 has not been yet determined.

5- Critical accounting estimates, judgments and assumptions

Estimates and assumptions are continually evaluated and are based on historical experience and other factors, including expectations of future events that are believed to be reasonable under the circumstances. The determination of estimates requires the exercise of judgment based on various assumptions and other factors such as historical experience and current and expected economic conditions. Actual results could differ from those estimates.

Areas of significant judgment and estimates affecting the amounts recognized in the consolidated financial statements include:

a) Impairment of non-financial assets

The Corporation's evaluation of the recoverable amount with respect to the non-financial assets is based on numerous assumptions and may differ significantly from actual values. The recoverable amounts are based, in part, on certain factors that may be partially or totally outside of the Corporation's control. This evaluation involves a comparison of the estimated recoverable amounts of non-financial assets to their carrying values. The Corporation's estimates of the recoverable amounts are based on numerous assumptions. Those estimates may differ from actual recoverable amounts, and the differences may be significant and could have a material impact on the Corporation's financial position and results of

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

la Société et ses résultats d'exploitation. Les actifs sont analysés pour des indications de dépréciation à chaque date de l'état consolidé de la situation financière et lorsqu'il y a des indicateurs de dépréciation. Cette détermination implique une grande part de jugement. Les facteurs qui pourraient déclencher une analyse de dépréciation comprennent notamment, sans s'y limiter, une expiration du droit d'explorer dans la zone spécifique au cours de la période ou dans un proche avenir et il n'est pas prévu qu'il soit renouvelé; d'importantes dépenses d'E&E ultérieures dans une zone spécifique ne sont ni prévues au budget, ni programmées; l'E&E de ressources minérales dans une zone spécifique n'a pas mené à la découverte de quantités de ressources minérales commercialement viables et la Société a décidé de cesser de telles activités dans la zone spécifique; ou encore, des données suffisantes existent pour indiquer que, bien qu'il soit probable qu'un développement dans la zone spécifique se poursuivra, la valeur comptable des actifs ne sera probablement pas récupérée dans sa totalité à la suite du développement réussi ou de la vente de fortes tendances baissières dans l'industrie ou dans l'économie en général, une baisse importante du prix des métaux.

En 2017, les propriétés minières et gazières Lindsay, Rimouski et Rimouski-Nord et leurs frais d'exploration reportés associés ont été dépréciés d'un montant de 108 171\$ pour Lindsay, de 4 109 \$ pour Rimouski ainsi que de 3 724 \$ pour Rimouski-Nord.

En 2016, les propriétés minières et gazières ont été dépréciés d'un montant de 9 069 \$ pour Rimouski, de 8 688 \$ pour Rimouski-Nord ainsi que de 608 \$ pour Lac Auger.

b) Comptabilisation des actifs d'impôt différé et évaluation de la charge d'impôt sur le résultat

Périodiquement, la Société évalue la probabilité qu'une partie des actifs d'impôts différés puisse ne pas être recouvrée. Une fois l'évaluation complétée, si la Société croit qu'il est probable qu'une partie des actifs d'impôts différés ne se matérialisera pas, elle constate alors uniquement la partie résiduelle pour laquelle il est probable qu'un futur bénéfice imposable sera disponible et à partir duquel les écarts temporaires pourront être utilisés. L'évaluation de la possibilité de recouvrer les actifs d'impôts différés implique une grande part de jugement de la direction. Dans la mesure où les

operations. Assets are reviewed for an indication of impairment at each consolidated statement of financial position date and when an event or circumstance that could trigger impairment occurs. This determination requires significant judgment. Factors which could trigger an impairment review include, but are not limited to, an expiry of the right to explore in the specific area during the year or will expire in the near future, and is not expected to be renewed; substantive E&E expenditures in a specific area is neither budgeted nor planned; exploration for and evaluation of mineral or oil and gas resources in a specific area have not led to the discovery of commercially viable quantities of mineral or oil and gas resources, and the Corporation has decided to discontinue such activities in the specific area; or sufficient data exists to indicate that, although development in a specific area is likely to proceed, the carrying amount of the assets is unlikely to be recovered in full from successful development or by sale, significant negative industry or economic trends and significant drop in commodity prices.

In 2017, mining and oil and gas properties and their related deferred exploration expenses were impaired by \$108 171 for Lindsay, \$4,109 for Rimouski and by \$3,724 for Rimouski North.

In 2016, mining and oil and gas properties were impaired by \$9,069 for Rimouski, by \$8,688 for Rimouski North and by \$608 for Lac Auger.

b) Recognition of deferred income tax assets and measurement of income tax expense

Periodically, the Corporation evaluates the likelihood of whether some portion of the deferred tax assets will not be realized. Once the evaluation is completed, if the Corporation believes that it is probable that some portion of the deferred tax assets will fail to be realized, it records only the remaining portion for which it is probable that there will be available future taxable profit against which the temporary differences can be utilized. Assessing the recoverability of deferred income tax assets requires management to make significant judgment. To the extent that future cash flows and

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

futurs flux de trésorerie et le bénéfice imposable différent sensiblement des estimations, la capacité de la Société à recouvrer les actifs d'impôts différés nets constatés à la date de l'état consolidé de la situation financière pourrait être affectée. Une grande part de jugement entre dans la détermination du recouvrement d'impôts courants, puisque la détermination d'impôts éventuels liés à certaines transactions et calculs comporte une part d'incertitude.

c) Continuité d'exploitation

L'évaluation de la capacité de la Société à mettre en œuvre sa stratégie en finançant son fonds de roulement et ses activités d'E&E requiert l'exercice du jugement. Les estimations et les hypothèses formulées sont revues régulièrement et reposent sur les données historiques et sur d'autres facteurs, notamment des prévisions à l'égard d'événements futurs qui sont estimées raisonnables dans les circonstances.

d) Impôt sur le résultat

La Société est assujettie aux impôts fédéral et provincial sur le revenu, ainsi qu'à l'impôt minier provincial. Les lois fiscales sont complexes et sont sujettes à diverses interprétations. La Société a déterminé sa charge d'impôt en fonction des interprétations des lois fiscales qui, à son avis, reflètent l'issue la plus probable. Toutefois, elle pourrait devoir modifier sa charge d'impôt si les autorités fiscales étaient ultimement en désaccord avec son interprétation des lois fiscales.

taxable income differ significantly from estimates, the ability of the Corporation to realize the net deferred tax assets recorded at the consolidated statement of financial position date could be impacted. Significant judgment is required in determining the income tax expense (recovery) as there are transactions and calculations for which the ultimate tax determination is uncertain.

c) Going concern

The assessment of the Corporation's ability to execute its strategy by funding future working capital requirements and E&E activities involves judgment. Estimates and assumptions are continually evaluated and are based on historical experience and other factors, including expectations of future events that are believed to be reasonable under the circumstances.

d) Income tax

The Corporation is subject to federal and provincial income taxes and provincial mining taxes. Tax laws are complex and can be subject to different interpretations. The Corporation has prepared its tax provision based on the interpretations of tax laws which it believes represent the probable outcome. The Corporation may be required to change its provision for income tax if the tax authorities ultimately are not in agreement with the Corporation's interpretation.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

6- Trésorerie

6- Cash

	2017	2016	
	\$	\$	
Encaisse et soldes bancaires	<u>368 644</u>	<u>515 084</u>	Cash on hand and bank balances

7- Débiteurs et crédits d'impôt à recevoir

7- Accounts receivable and tax credits receivable

	2017	2016	
	\$	\$	
Débiteurs			Accounts receivable
Taxes à la consommation	<u>167 902</u>	<u>34 902</u>	Sales taxes
	<u>167 902</u>	<u>34 902</u>	
Crédits d'impôt à recevoir			Tax credits receivable
Crédits d'impôt remboursables et droits miniers	<u>605 963</u>	<u>26 402</u>	Refundable tax credits and mining duties

Les crédits d'impôt à recevoir sont classés comme actifs courants.

Tax credits receivable are classified as current assets.

Ressources X-Terra Inc.Notes aux états financiers consolidés
31 décembre 2017 et 2016**X-Terra Resources Inc.**Notes to consolidated financial statements
December 31, 2017 and 2016

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

8- Immobilisations corporelles**8- Property, plant and equipment**

	Équipement informatique / Computer equipment \$	Fourniture de bureau / Office furniture \$	Équipement d'exploration / Exploration equipment \$	Total \$	
Exercice terminé le 31 décembre 2016					Year ended December 31, 2016
Valeur comptable nette au début de l'exercice	1 112	1 996	1 114	4 222	Opening net book value
Amortissement	(334)	(399)	(334)	(1 067)	Depreciation
Valeur nette à la fin de l'exercice	<u>778</u>	<u>1 597</u>	<u>780</u>	<u>3 155</u>	Closing net book value
Au 31 décembre 2016					As at December 31, 2016
Coût	13 875	7 608	7 800	29 283	Cost
Amortissement cumulé	(13 097)	(6 011)	(7 020)	(26 128)	Accumulated depreciation
Valeur comptable nette	<u>778</u>	<u>1 597</u>	<u>780</u>	<u>3 155</u>	Net book value
Exercice terminé le 31 décembre 2017					Year ended December 31, 2017
Valeur comptable nette au début de l'exercice	778	1 597	780	3 155	Opening net book value
Amortissement	(233)	(319)	(234)	(786)	Depreciation
Valeur nette à la fin de l'exercice	<u>545</u>	<u>1 278</u>	<u>546</u>	<u>2 369</u>	Closing net book value
Au 31 décembre 2017					As at December 31, 2017
Coût	13 875	7 608	7 800	29 283	Cost
Amortissement cumulé	(13 330)	(6 330)	(7 254)	(26 914)	Accumulated depreciation
Valeur comptable nette	<u>545</u>	<u>1 278</u>	<u>546</u>	<u>2 369</u>	Net book value

Ressources X-Terra Inc.

 Notes aux états financiers consolidés
 31 décembre 2017 et 2016

X-Terra Resources Inc.

 Notes to consolidated financial statements
 December 31, 2017 and 2016

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

9- Propriétés minières, pétrolières et gazières

Toutes les propriétés minières, pétrolières et gazières sont situées au Canada.

9- Mining and oil and gas properties

All mining and oil and gas properties are located in Canada.

							2017
Propriété / Property	Nombre de titres / Number of claims	Intérêt indivis / Undivided interest %	Solde au 31 décembre 2016	Acquisitions / Additions	Dépréciation / Impairment	Solde au 31 décembre 2017 / Balance as at December 31, 2017	
			Balance as at December 31, 2016 \$			Balance as at December 31, 2017 \$	
Lindsay	21	100	65 070	-	(65 070)	-	
Rimouski	2	50	-	4 109	(4 109)	-	
Rimouski-Nord / Rimouski North	2	50	-	3 724	(3 724)	-	
Troilus East	92	100	5 083	12 042	-	17 125	
Veronneau ⁽¹⁾	515	Option 60%	16 504	671 017	-	687 521	
Cobalt Lake Copper	40	100%	-	492 984	-	492 984	
Ducran	28	100%	-	29 629	-	29 629	
			86 657	1 213 505	(72 903)	1 227 259	
							2016
Propriété / Property	Nombre de titres / Number of claims	Intérêt indivis / Undivided interest %	Solde au 31 décembre 2015 /	Acquisitions / Additions	Dépréciation / Impairment	Solde au 31 décembre 2016 / Balance as at December 31, 2016	
			Balance as at December 31, 2015 \$			Balance as at December 31, 2016 \$	
Lindsay	24	100	63 384	1 686	-	65 070	
Rimouski	2	50	-	9 069	(9 069)	-	
Rimouski-Nord / Rimouski North	2	50	-	8 688	(8 688)	-	
Troilus East	92	100	5 083	-	-	5 083	
Lac Auger	11	100	608	-	(608)	-	
Veronneau ⁽¹⁾	515	Option 60%	-	16 504	-	16 504	
			69 075	35 947	(18 365)	86 657	

Ressources X-Terra Inc.

 Notes aux états financiers consolidés
 31 décembre 2017 et 2016

X-Terra Resources Inc.

 Notes to consolidated financial statements
 December 31, 2017 and 2016

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

10- Frais d'exploration reportés
10- Deferred exploration expenses

						2017
Propriété / Property	Intérêt indivis / Individed interest %	Solde au 31 décembre 2016 / Balance as at December 31, 2016	Acquisitions / Additions	Crédits d'impôt / Tax credits	Dépréciation/ Impairment	Solde au 31 décembre 2017 / Balance as at December 31, 2017
		\$				\$
Lindsay	100	43 101	-	-	(43 101)	-
Troilus East	100	31 582	163 593	(71 409)	-	123 766
Veronneau ⁽¹⁾	100 and	9 559	1 105 392	(482 503)	-	632 448
Ducran ⁽²⁾	Option 60 100	-	75 973	(25 649)	-	50 324
		84 242	1 344 958	(579 561)	(43 101)	806 538
						2016
Propriété / Property	Intérêt indivis / Individed interest %	Solde au 31 décembre 2015 / Balance as at December 31, 2015	Acquisitions / Additions	Crédits d'impôt / Tax credits	Dépréciation / Impairment	Solde au 31 décembre 2016 / Balance as at December 31, 2016
		\$				\$
Lindsay	100	38 687	6 663	(2 249)	-	43 101
Troilus East	100	637	48 698	(17 753)	-	31 582
Veronneau ⁽¹⁾	100 and Option 60	-	15 058	(5 499)	-	9 559
		39 324	70 419	(25 501)		84 242

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

1) La propriété Véronneau se compose de 515 claims miniers. En novembre 2016, la Société a signé une lettre d'intention et en janvier 2017, la Société a conclu un contrat d'exploration et d'option avec un groupe de quatre prospecteurs (les «Optionnés»), selon lequel X-Terra a la possibilité d'acquérir jusqu'à 60% de participation indivise dans 234 claims miniers situés sur le territoire Eeyou Istchee/Baie-James, au Québec, en émettant un total de 5 000 000 d'actions ordinaires de X-Terra aux Optionnés sur une période de quatre ans, en effectuant des paiements globaux en espèces de 250 000 \$ sur une période de trois ans et en engageant des dépenses d'exploration minière de 3 500 000 \$ au total sur une période de quatre ans. Après avoir rempli tous les paiements mentionnés ci-dessus, X-Terra aura une participation de 60% dans les claims miniers et conclura une entente de participation de 60% - 40% avec les Optionnés. Selon le premier engagement, X-Terra a émis 1 250 000 actions aux Optionnés et leur a versé un montant de 100 000 \$ en février 2017. Le 5 février 2018, en lien avec la convention d'exploration et d'option, la Société a procédé au deuxième paiement de 50,000\$ et a émis 1 250 000 actions aux Optionnés (note 17).

Conformément à la convention d'exploration et d'option, X-Terra a conclu une convention de cession avec les Optionnés en vertu de laquelle X-Terra transfère et affecte aux Optionnés 75 claims miniers adjacents à la propriété Veronneau en contrepartie d'un paiement en espèces de 5 000 \$ par les Optionnés, lequel paiement sera réglé contre le dernier paiement en espèces à effectuer aux opérateurs en vertu du contrat d'exploration et d'option. Ces 75 claims miniers, ainsi que les 234 claims miniers déjà détenues par les Optionnés, sont assujetties au contrat d'exploration et d'option.

De plus, en novembre 2016, X-Terra a conclu une entente visant à acquérir une participation de 100% dans quatre claims miniers comprenant une partie de la propriété Veronneau. Conformément à la convention d'acquisition, X-Terra a acquis 100% de participation dans quatre claims miniers de deux prospecteurs (collectivement, les «Vendeurs»). En contrepartie de l'acquisition des claims miniers, X-Terra a versé un montant global de 10 000 \$ aux Vendeurs et a émis à chacun des vendeurs 75 000 actions ordinaires de X Terra au prix réputé par action de 0,26 \$ le 17 février 2017.

1) The Veronneau property is comprised of 515 mining claims. In November 2016, the Corporation signed a letter of intent and in January 2017, the Corporation entered into an exploration and option agreement with a group of four prospectors (the "Optionors"), pursuant to which X-Terra has an option to acquire up to a 60% undivided ownership interest in 234 mining claims located in the Eeyou Istchee/Baie-James territory, Québec, by issuing an aggregate of 5,000,000 common shares of X-Terra to the Optionors over a period of four years, by making cash payments to the Optionors in the aggregate amount of \$250,000 over a period of three years and by incurring mining exploration expenditures of \$3,500,000 in the aggregate over a period of four years. Upon completing all of the payments mentioned above, X-Terra will have a 60% ownership interest in the claims and will enter into a 60% - 40% joint venture agreement with the Optionors. As per the first commitment, X-Terra issued 1,250,000 shares to the Optionors and paid cash \$100,000 in February 2017. On February 5, 2018, as part of the exploration and option agreement, the Corporation proceeded to the second tranche of the first commitment and paid \$50,000 cash and issued 1,250,000 shares to the Optionors. (Note 17).

Pursuant to the exploration and option agreement, X-Terra entered into an assignment agreement with the Optionors pursuant to which X-Terra shall transfer and assign to the Optionors 75 mining claims adjacent to the Veronneau property in consideration for a cash payment of \$5,000 by the Optionors, which payment will be set off against the last cash payment to be made to the Optionors pursuant to the exploration and option agreement. These 75 mining claims, together with 234 claims already owned by the Optionors are subject to the exploration and option agreement.

In addition, in November 2016, X-Terra has entered into an agreement to purchase a 100% interest in four mining claims comprising part of the Veronneau Property. Pursuant to the acquisition agreement, X-Terra acquired 100% ownership interest in four mining claims from two prospectors (collectively, the "Vendors"). In consideration for the acquisition of the mining claims, X-Terra paid an aggregate amount of \$10,000 to the Vendors and issued to each of the Vendors 75,000 common shares of X-Terra at a deemed price per share of \$0.26, on February 17,

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Toutes les claims miniers acquis par X-Terra sont assujetties à une redevance nette d'affinage de 2% en faveur des vendeurs. X-Terra peut, à tout moment, acheter 50% de la redevance des vendeurs pour 1 000 000 \$.

2017. All the mining claims acquired by X-Terra are subject to a 2% net smelter return royalty in favor of the Vendors. X-Terra may, at any time, purchase 50% of the net smelter return royalty from the Vendors for \$1,000,000.

Tel que mentionné à la note 17, le 11 avril 2018, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une convention d'achat d'actifs avec les Optionnés afin d'acquérir un intérêt additionnel de 90% dans les claims miniers composant la propriété Veronneau. Cette entente viendra ainsi résiliée l'entente d'exploration et d'option signée en janvier 2017. Les parties prévoient procéder à la clôture de l'acquisition avant la fin du mois de mai 2018, sous réserve des conditions habituelles pour ce type de transaction, y compris la livraison des documents de clôture requis. La transaction est également conditionnelle à l'approbation réglementaire, y compris celle de la TSX-V.

As disclosed in note 17, on April 11 2018, X-Terra announced that it has entered into an asset purchase agreement for the acquisition of the remaining 90% ownership interest in the mining claims comprising the Veronneau property. This purchase agreement would terminate the exploration and option agreement signed in January 2017. The parties expect to proceed with the closing of the acquisition before the end of the month of May 2018, subject to conditions customary for this type of transaction, including the delivery of required closing documents. The transaction is also conditional upon regulatory approval, including that of the TSX-V.

- 2) La propriété Ducran se compose de 28 claims miniers (les « claims ») situés dans le territoire d'Eeyou Istchee/Baie James, à 15 kilomètres au sud de la ville de Chapais, dans la province de Québec. En septembre 2017, X-Terra a signé une lettre d'intention et, en octobre 2017, la Société a conclu une entente définitive avec un prospecteur privé en vertu de laquelle X-Terra acquerra une participation indivise de 100% dans la propriété Ducran. X-Terra a effectué un paiement en espèces d'un montant de 1 500 \$ et a émis 100 000 actions ordinaires au vendeur.

- 2) The Ducran property is comprised of 28 mining (the "Claims") claims located in the Eeyou Istchee/Baie James Territory, 15 kilometres south of the town of Chapais in the province of Québec. In September 2017, X-Terra signed a letter of intent and in October 2017, X-Terra entered into a definitive agreement with a private prospector, pursuant to which X-Terra will acquire a 100% undivided ownership interest in the Ducran property. X-Terra made cash payment in the amount of \$1,500 and issued 100,000 common shares to the vendor.

De plus, en engageant des dépenses totales de 275 000 \$ sur les claims, X-Terra devra émettre 100 000 actions ordinaires additionnelles au vendeur dans les 30 jours suivant le dépôt par X-Terra auprès du ministère de l'énergie et des ressources naturelles (Québec) du dernier rapport de travaux qui représente, au total avec tous les rapports de travaux antérieurs, un montant total de 275 000 \$ de dépenses sur les claims. Si X-Terra devait engager des dépenses additionnelles de 500 000 \$ sur les claims, X-Terra serait tenue d'émettre 100 000 actions ordinaires additionnelles au vendeur dans les 30 jours suivant le dépôt par X-Terra du dernier rapport de travail avec le Ministère de l'énergie et des ressources naturelles (Québec) qui représente, cumulativement avec tous les rapports de travaux antérieurs, un montant total de 775 000 \$ de dépenses. Les claims seront assujetties à une redevance nette d'affinage de 2%, dont X-Terra aura le droit, à tout moment, d'acheter 50% de la

In addition, upon incurring an aggregate of \$275,000 of expenditures on the Claims, X-Terra will be required to issue an additional 100,000 common shares to the vendor within 30 days following the filing by X-Terra with the *Ministère de l'énergie et ressources naturelles (Québec)* of the last work report that represents, in the aggregate with all the previous work reports, a total amount of \$275,000 of expenditures on the Claims. Should X-Terra incur an additional amount of \$500,000 of expenditures on the Claims, X-Terra will be required to issue an additional 100,000 common shares to the vendor within 30 days of the filing by X-Terra of the latest work report with the *Ministère de l'énergie et ressources naturelles (Québec)* that represents, in the aggregate with all previous work reports, a total amount of \$775,000 of expenditures. The Claims will be subject to a 2% net smelter return royalty, of which X-Terra will have the right, at any time, to purchase 50% of the net smelter

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

redevance du vendeur pour 1 000 000 \$.

return royalty from the vendor for \$1,000,000.

11- Capital-actions

Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

Émissions d'actions

En 2017, 1 470 000 bons de souscription ont été exercés pour un montant reçu de 153 750 \$. Une juste valeur de 29 838 \$ de ces bons de souscription a été reclassée dans l'état de la situation financière de bons de souscription à capital-actions.

Le 30 octobre 2017, la Société a émis 100 000 actions ordinaires comme premier paiement pour l'acquisition de la propriété Ducran. La juste valeur des actions émises est de 24 000 \$.

Le 16 juin 2017, la Société a complété un règlement de dette en actions afin de rembourser un montant dus à un fournisseur en contrepartie d'une émission de 400 000 actions ordinaires à un prix réputé de 0,25 \$ par action pour un montant totalisant 100 000 \$.

Le 16 juin 2017, la Société a clôturé une deuxième tranche de placement privé dans le cadre duquel la Société a émise 762 500 unités au prix de 0,24 \$ par unité, pour un produit brut global de 183 000 \$, montant réparti entre les actions ordinaires pour un total de 148 306 \$ et les bons de souscriptions pour un total de 34 694 \$. Chaque unité était composée d'une action ordinaire et un demi bon de souscription. Chaque bon de souscription complet permet au porteur d'acheter une action ordinaire de la Société en tout temps pour une période de 24 mois au prix de 0,35 \$. Les actions ordinaires ont été évaluées à 0,1945 \$ et les bons de souscription à 0,091 \$ à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes. Les hypothèses utilisées sont une volatilité prévue de 119 %, un taux d'intérêt sans risque de 0,72 %, une durée de vie estimative de 24 mois, un dividende prévu de 0 % et un prix d'exercice de 0,35 \$ par action ordinaire.

11- Share capital

Authorized

Unlimited common shares without par value

Share issuances

In 2017, 1,470,000 warrants were exercised for cash consideration received of \$153,750. A fair value of \$29,838 from these warrants has been reclassified on the balance sheet from warrants to share capital.

On October 30, 2017, the Corporation issued 100,000 common shares for the first payment related to the acquisition of the Ducran property. The fair value of the shares issued is \$24,000.

On June 16, 2017, the Corporation has completed a debt settlement transaction to repay an amount owed to a supplier by issuing 400,000 common shares at a deemed price of \$0.25 per share for an aggregate amount of \$100,000.

On June 16, 2017, the Corporation completed the second tranche of a private placement pursuant to which the Corporation issued 762,500 units at a price of \$0.24 per unit for gross proceeds of \$183,000. This amount was allocated between common shares for an amount of \$148,306 and \$34,694 for warrants. Each unit was comprised of one common share and one-half of a common share purchase warrant. Each whole warrant entitles the holder to purchase one common share at a price of \$0.35 at any time for a period of 24 months. The common shares issued were valued at \$0.1945 per share, and the warrants were valued at \$0.091 using the Black-Scholes pricing model. The assumptions used were expected volatility of 119%, a risk-free interest rate of 0.72%, an expected life of 24 months, expected dividend yield of 0% and an exercise price of \$0.35 per common share.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Le 25 mai 2017, la Société a clôturé une première tranche de placement privé dans le cadre duquel la Société a émise 4 654 166 unités au prix de 0,24 \$ par unité, pour un produit brut global de 1 117 000 \$, montant réparti entre les actions ordinaires pour un total de 900 580 \$ et les bons de souscriptions pour un total de 216 420 \$. Chaque unité était composée d'une action ordinaire et un demi bon de souscription. Chaque bon de souscription complet permet au porteur d'acheter une action ordinaire de la Société en tout temps pour un période de 24 mois au prix de 0,35 \$. Les actions ordinaires ont été évaluées à 0,1935 \$ et les bons de souscription à 0,093 \$ à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes. Les hypothèses utilisées sont une volatilité prévue de 119 %, un taux d'intérêt sans risque de 0,72 %, une durée de vie estimative de 24 mois et un prix d'exercice de 0,35 \$ par action ordinaire. La Société a engagé des honoraires et des frais d'émission totalisant 88 082 \$ (montant qui a été répartis au prorata des actions et des bons de souscription pour 71 347 \$ et 16 735 \$ respectivement). Un montant de 9 700 \$ est inclus dans ces frais d'émission (montant qui a été répartis au prorata des actions pour 7 857 \$ et des bons de souscriptions pour 1 843 \$) et représente la juste valeur des 43 500 options aux courtiers, soit 0,223 \$ chacun. Ce montant a été calculé à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes avec les hypothèses suivantes : une volatilité prévue de 119 %, un taux d'intérêt sans risque de 0,72 %, une durée de vie estimative de 24 mois, un dividende prévu de 0 % et un prix d'exercice de 0,24 \$ par action ordinaire.

Le 19 mai 2017, 85 600 options aux courtiers ont été exercées pour une contrepartie en espèces de 12 840 \$ et une juste valeur de 18 404 \$ de ces options aux courtiers a été reclassée au bilan, de bons de souscription au capital-actions.

Le 8 mai 2017, 340 000 options d'achat d'actions ont été exercées pour une contrepartie en espèces de 50 000 \$ et une juste valeur de 47 220 \$ de ces options d'achat d'actions a été reclassée au bilan, du surplus d'apport au capital-actions.

Le 23 février 2017, la Société a émis 1 250 000 actions ordinaires comme paiement initial en actions en vertu de la convention d'option visant la propriété Veronneau. La juste valeur des actions émises est de 487 500 \$.

On May 25, 2017, the Corporation closed the first tranche of a private placement pursuant to which the Corporation issued 4,654,166 units at a price of \$0.24 per unit for gross proceeds of \$1,117,000. This amount was allocated between common shares for an amount of \$900,580 and \$216,420 for warrants. Each unit was comprised of one common share and one-half of a common share purchase warrant. Each whole warrant entitles the holder to purchase one common share of the Corporation at a price of \$0.35 at any time for a period of 24 months. The common shares issued were valued at \$0.1935 per share, and the warrants were valued at \$0.093 using the Black-Scholes pricing model. The assumptions used were expected volatility of 119%, a risk-free interest rate of 0.72%, an expected life of 24 months, expected dividend yield of 0% and an exercise price of \$0.35 per common share. The Corporation incurred \$88,082 in fees and issue expenses (allocated between common shares for \$71,347 and warrants for \$16,735). An amount of \$9,700 is included in these issue expenses (allocated between common shares for \$7,857 and warrants for \$1,843) and represents the fair value of 43,500 broker options (\$0.223 each). This amount was calculated using the Black-Scholes pricing model using the following assumptions: expected volatility of 119%, risk-free interest rate of 0.72%, expected life of 24 months, expected dividend yield of 0% and an exercise price of \$0.24 per common share.

On May 19, 2017, 85,600 broker warrants were exercised for cash consideration of \$12,840, and a fair value of \$18,404 from these broker warrants has been reclassified on the balance sheet from warrants to share capital.

On May 8, 2017, 340,000 share purchase options were exercised for cash consideration of \$50,000, and a fair value of \$47,220 from these warrants has been reclassified on the balance sheet from contributed surplus to share capital.

On February 23, 2017, the Corporation issued 1,250,000 common shares as initial share payment in connection with the option agreement for the Veronneau property. The fair value of the shares issued is \$487,500.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Le 21 février 2017, la Société a complété l'acquisition de 100% de 1095256 BC Ltd, une société privée. 1095256 BC Ltd détient 100% des droits sur la propriété Cobalt Lake Cooper située au nord du Québec. En contrepartie de cette transaction, la Société a émis 1 200 000 actions ordinaires à la clôture de la transaction, ce qui représente la juste valeur de l'actif net acquis. La juste valeur des actions émises est de 480 000 \$, soit une valeur de 0,40 \$ par action. Puisque la transaction ne répond pas à la définition d'un regroupement d'entreprises selon IFRS 3, Regroupement d'entreprise, l'achat de l'actif net de 1095256 BC Ltd a été comptabilisé comme un paiement fondé sur des actions réglé en équité tel que défini selon IFRS 2, Paiement fondé sur des actions. Conformément à la norme IFRS 2, les instruments de capitaux propres de cette transaction ont été comptabilisés à la juste valeur de l'actif net acquis. Les actifs nets acquis ne concernent que la propriété minière.

Le 17 février 2017, la Société a émis 150 000 actions ordinaires suite à l'acquisition de 4 claims miniers comprenant une partie de la propriété Veronneau. La juste valeur des actions émises est de 56 250 \$.

En 2016, 275 000 bons de souscription ont été exercés pour un montant reçu de 27 500 \$. Une juste valeur de 5 225 \$ de ces bons de souscription a été reclassée dans l'état de la situation financière de bons de souscription à capital-actions.

Le 16 novembre 2016, la Société a clôturé un placement privé dans le cadre duquel la Société a émis un total de 3 050 000 unités au prix de 0,15 \$ par unité, pour un produit brut global de 457 500 \$, montant réparti entre les actions ordinaires pour un total de 372 100 \$ et les bons de souscriptions pour un total de 85 400 \$. Chaque unité se compose d'une action ordinaire et un demi bon de souscription. Chaque bon de souscription complet permet au porteur de l'échanger contre une action ordinaire en tout temps d'ici le 16 novembre 2018 au prix de 0,25 \$. Les actions ordinaires ont été évaluées à 0,122 \$ et les demi bons de souscription à 0,028 \$ à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes. Les hypothèses utilisées sont une volatilité prévue de 120 %, un taux d'intérêt sans risque de 0,66 %, une durée de vie estimative de 24 mois et un prix d'exercice de 0,25 \$ par action ordinaire.

On February 21, 2017, the Corporation completed the acquisition of 100% of 1095256 BC Ltd, a private company. 1095256 BC Ltd holds 100% of the rights on Cobalt Lake Cooper property located in north of Québec. As consideration for this transaction, the Corporation issued 1,200,000 common shares on closing of the transaction, which represent the fair value of the net assets acquired. The fair value of the shares issued is \$480,000, representing a value of 0.40\$ per share. The transaction does not meet the definition of a business combination under IFRS 3 Business Combinations; accordingly, the purchase of 1095256 BC Ltd's net assets was an equity-settled share-based payment under IFRS 2 Share-based Payment. In accordance with IFRS 2, equity instruments from this transaction were recognized at fair value of the net assets acquired. The net assets acquired related only to the mining property.

On February 17, 2017, the Corporation issued 150,000 common shares related to the acquisition of 4 mining claims comprising part of the Veronneau property. The fair value of the shares issued is \$56,250.

In 2016, 275,000 warrants were exercised for cash consideration received of \$27,500. A fair value of \$5,225 from these warrants has been reclassified on the balance sheet from warrants to share capital.

On November 16, 2016, the Corporation completed a private placement whereby the Corporation issued 3,050,000 units at a price of \$0.15 per unit for gross proceeds of \$457,500. This amount was allocated between common shares for an amount of \$372,100 and \$85,400 for warrants. Each unit is comprised of one common share and one-half of a common share purchase warrant. Each whole warrant entitles the holder to purchase one common share at a price of \$0.25 at any time prior November 16, 2018. The common shares issued were valued at \$0.122 per share, and the warrants were valued at \$0.028 per half warrant using the Black-Scholes pricing model. The assumptions used were expected volatility of 120%, a risk-free interest rate of 0.66%, an expected life of 24 months, and an exercise price of \$0.25 per common share.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

La Société a engagé des honoraires et des frais d'émission totalisant 8 963 \$ (montant qui a été réparti au prorata des actions et des bons de souscription pour 7 260 \$ et 1 703 \$ respectivement).

The Corporation incurred \$8,963 in fees and issue expenses (allocated between common shares for \$7,260 and warrants for \$1,703).

Le 22 juillet 2016, la Société a clôturé un placement privé dans le cadre duquel la Société a émis un total de 2 333 333 unités au prix de 0,15 \$ par unité, pour un produit brut global de 350 000 \$, montant réparti entre les actions ordinaires pour un total de 278 400 \$ et les bons de souscriptions pour un total de 71 600 \$. Chaque unité se compose d'une action ordinaire et un demi bon de souscription. Chaque bon de souscription complet permet au porteur de l'échanger contre une action ordinaire en tout temps d'ici le 22 juillet 2018 au prix de 0,25 \$. Les actions ordinaires ont été évaluées à 0,1193 \$ et les demi bons de souscription à 0,0307 \$ à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes. Les hypothèses utilisées sont une volatilité prévue de 132 %, un taux d'intérêt sans risque de 0,58 %, une durée de vie estimative de 24 mois et un prix d'exercice de 0,25 \$ par action ordinaire. La Société a engagé des honoraires et des frais d'émission totalisant 47 149 \$ (montant qui a été réparti au prorata des actions et des bons de souscription pour 37 494 \$ et 9 655 \$ respectivement). Un montant de 18 404 \$ est inclus dans ces frais d'émission (montant qui a été réparti au prorata des actions pour 14 631 \$ et des bons de souscriptions pour 3 773 \$) et représente la juste valeur des 85 600 options aux courtiers, soit 0,215 \$ chacun. Ce montant a été calculé à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes avec les hypothèses suivantes : une volatilité prévue de 132 %, un taux d'intérêt sans risque de 0,58 %, une durée de vie estimative de 24 mois et un prix d'exercice de 0,15 \$ par action ordinaire.

On July 22, 2016, the Corporation completed a private placement whereby the Corporation issued 2,333,333 units at a price of \$0.15 per unit for gross proceeds of \$350,000. This amount was allocated between common shares for an amount of \$278,400 and \$71,600 for warrants. Each unit is comprised of one common share and one-half of a common share purchase warrant. Each whole warrant entitles the holder to purchase one common share at a price of \$0.25 at any time prior July 22, 2018. The common shares issued were valued at \$0.1193 per share, and the warrants were valued at \$0.0307 per half warrant using the Black-Scholes pricing model. The assumptions used were expected volatility of 132%, a risk-free interest rate of 0.58%, an expected life of 24 months, and an exercise price of \$0.25 per common share. The Corporation incurred \$47,149 in fees and issue expenses (allocated between common shares for \$37,494 and warrants for \$9,655). An amount of \$18,404 is included in these issue expenses (allocated between common shares for \$14,631 and warrants for \$3,773) and represents the fair value of 85,600 broker options (\$0.215 each). This amount was calculated using the Black-Scholes pricing model using the following assumptions: expected volatility of 132%, risk-free interest rate of 0.58%, expected life of 24 months and an exercise price of \$0.15 per common share.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Le tableau suivant résume l'information concernant les variations des bons de souscription de la Société en circulation :

The following table summarizes information about the movement of the Corporation's warrants outstanding:

	Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 / For the year ended December 31, 2017		Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 / For the year ended December 31, 2016	
Bons de souscription / Warrants	Nombre de bons de souscription / Number of warrants	Prix de levée moyen pondéré / Weighted average exercise price \$	Nombre de bons de souscription / Number of warrants	Prix de levée moyen pondéré / Weighted average exercise price \$
En circulation – Début de l'exercice / Outstanding – Beginning of year	4 116 666	0,20	1 700 000	0,10
Exercés / Exercised	(1 470 000)	0,10	(275 000)	0,10
Octroyés / Granted	2 708 333	0,35	2 691 666	0,25
En circulation – Fin de l'exercice / Outstanding – End of year	5 354 999	0,30	4 116 666	0,20
Exerçables / Exercisable	5 354 999	0,30	4 116 666	0,20

L'information relative aux bons de souscription en circulation et exerçables octroyés au 31 décembre 2017 se détaille comme suit :

Information relating to warrants outstanding and exercisable as at December 31, 2017 is as follows:

Nombre de bons de souscription en circulation et exerçables / Number of warrants outstanding and exercisable	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée / Weighted average remaining contractual life	Prix de levée / Exercise price \$
1 121 666	0,58 ans / years	0,25
1 525 000	0,88 ans / years	0,25
2 327 083	1,46 ans / years	0,35
381 250	1,48 ans / years	0,35
<u>5 354 999</u>		

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Le tableau suivant résume l'information concernant les variations options aux courtiers de la Société en circulation :

The following table summarizes information about the movement of the Corporation's broker options outstanding:

Options aux courtiers / Broker options	Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 / For the year ended December 31, 2017		Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 / For the year ended December 31, 2016	
	Nombre d'options / Number of options	Prix de levée moyen pondéré / Weighted average exercise price \$	Nombre d'options / Number of options	Prix de levée moyen pondéré / Weighted average exercise price \$
En circulation – Début de l'exercice / Outstanding – Beginning of year	85 600	0,15	-	-
Exercés / Exercised	(85 600)	0,15	-	-
Octroyés / Granted	43 500	0,24	85 600	0,15
En circulation – Fin de l'exercice / Outstanding – End of year	43 500	0,24	85 600	0,15
Exerçables / Exercisable	43 500	0,24	85 600	0,15

L'information relative aux options aux courtiers en circulation et exerçables octroyés au 31 décembre 2017 se détaille comme suit :

Information relating to broker options outstanding and exercisable as at December 31, 2017 is as follows:

Nombre d'options aux courtiers en circulation et exerçables / Number of broker options outstanding and exercisable	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée / Weighted average remaining contractual life	Prix de levée / Exercise price \$
43 500	1,46 ans / years	0,24
43 500		

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

12- Options d'achat d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions (le « régime d'options »), autorisant l'octroi d'options d'achat d'actions à ses employés, aux dirigeants et administrateurs et à des consultants pour acheter un maximum de 10 % du nombre d'actions en circulation de la Société à la date d'attribution. En vertu du régime d'options, la durée ne peut pas excéder dix ans suivant la date d'attribution.

Le 27 novembre 2017 la Société a octroyé 50 000 options d'achat d'actions à un consultant de la Société, pouvant être exercées à 0,245 \$ par action. Ces options d'achat d'actions ont été acquises à la date d'octroi et expireront au cinquième anniversaire de leur date d'octroi. La juste valeur de ces options d'achat d'actions est de 0,208 \$ l'action pour une charge totale de rémunération à base d'actions de 10 400 \$. Le prix d'exercice de ces options d'achat d'actions est égal au dernier cours de clôture des actions ordinaires de la Société à la TSX-V à la date d'octroi. La juste valeur des options d'achat d'actions octroyées a été estimée à la date d'octroi selon le modèle d'évaluation Black & Scholes, en utilisant les hypothèses moyennes pondérées suivantes : prix de l'action de 0,245 \$, durée de vie prévue de 5 ans, taux d'intérêt sans risque de 1,61 %, volatilité prévue de 127 %, prix d'exercice de 0,245 \$ et aucun dividende prévu.

Le 30 juin 2017 la Société a octroyé un total de 875 000 options d'achat d'actions à des administrateurs et employé de la Société, pouvant être exercées à 0,295 \$ par action. Ces options d'achat d'actions ont été acquises à la date d'octroi et expireront au dixième anniversaire de leur date d'octroi. La juste valeur de ces options d'achat d'actions est de 0,29 \$ l'action pour une charge totale de rémunération à base d'actions de 253 750 \$. Le prix d'exercice de ces options d'achat d'actions est égal au dernier cours de clôture des actions ordinaires de la Société à la TSX-V à la date d'octroi. La juste valeur des options d'achat d'actions octroyées a été estimée à la date d'octroi selon le modèle d'évaluation Black & Scholes, en utilisant les hypothèses moyennes pondérées suivantes : prix de l'action de 0,305 \$, durée de vie prévue de 10 ans, taux d'intérêt sans risque de 1,75 %, volatilité prévue de 121 %, prix d'exercice de 0,295 \$ et aucun dividende prévu.

12- Share purchase options

The Corporation has a stock option plan (the "Option Plan"), authorizing the granting of stock options to employees, officers and directors and consultants to purchase a total maximum of 10% of the number of issued and outstanding common shares of the Corporation at the date of grant. Under the Option Plan, the term of stock options granted may not exceed ten years following the date of grant.

On November 27, 2017 the Corporation granted 50,000 stock options to a consultant of the Corporation, which are exercisable at \$0.245 per share. Stock options vested at the grant date. These stock options will expire on the fifth anniversary of their day of issuance. The fair value of stock options awarded is \$0.208 per share for a total share-based compensation expense of \$10,400. The exercise price of these stock options was equal to the last closing price of the common shares of the Corporation on the TSX-V on the date these stock options were granted. The fair value attributed of share purchase options granted is estimated at the grant date based on the Black & Scholes pricing model, using the following weighted average assumptions: share price of \$0.245, expected life of 5 years, risk-free interest rate of 1.61%, expected volatility of 127%, exercise price of \$0.245 and no expected dividend.

On June 30, 2017 the Corporation granted a total of 875,000 stock options to directors and employee of the Corporation, which are exercisable at \$0.295 per share. Stock options vested at the grant date. These stock options will expire on the tenth anniversary of their day of issuance. The fair value of stock options awarded is \$0.29 per share for a total share-based compensation expense of \$253,750. The exercise price of these options was equal to the last closing price of the common shares of the Corporation on the TSX-V on the date these stock options were granted. The fair value attributed of stock options granted is estimated at the grant date based on the Black & Scholes pricing model, using the following weighted average assumptions: share price of \$0.305, expected life of 10 years, risk-free interest rate of 1.75%, expected volatility of 121%, exercise price of \$0.295 and no expected dividend.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Le 18 janvier 2017 la Société a octroyé un total de 200 000 options d'achat d'actions à des administrateurs de la Société, pouvant être exercées à un prix de 0,245 \$ par action. Ces options d'achat d'actions ont été acquises à la date d'octroi et expireront au dixième anniversaire du jour de leur date d'octroi. La juste valeur de ces options d'achat d'actions est de 0,235 \$ l'action pour une charge totale de rémunération à base d'actions de 47 000 \$. Le prix d'exercice de ces options d'achat d'actions est égal au dernier cours de clôture des actions ordinaires de la Société à la TSX-V à la date d'octroi. La juste valeur des options d'achat d'actions octroyées a été estimée à la date d'octroi selon le modèle d'évaluation Black & Scholes, en utilisant les hypothèses moyennes pondérées suivantes : prix de l'action de 0,245 \$, durée de vie prévue de 10 ans, taux d'intérêt sans risque de 1,7 %, volatilité prévue de 126 %, prix d'exercice de 0,245 \$ et aucun dividende prévu.

En 2016, la Société a octroyé un total de 400 000 options d'achat d'actions à des administrateurs de la Société, pouvant être exercées à 0,20 \$ l'action. Les options d'achat d'actions ont été acquises à la date d'octroi. Ces options d'achat d'actions expireront au dixième anniversaire du jour de leur émission. La juste valeur des options d'achat d'actions octroyées est de 0,183 \$ l'action pour une charge totale de rémunération à base d'actions de 73 200 \$. Le cours de l'action de la Société était égal au prix d'exercice à la date d'octroi déterminée par le prix de clôture du jour précédent. La juste valeur des options d'achat d'actions octroyées a été estimée à la date d'octroi selon le modèle d'évaluation Black & Scholes, en utilisant les hypothèses moyennes pondérées suivantes : prix de l'action de 0,19 \$, durée de vie prévue de 10 ans, taux d'intérêt sans risque de 1,08 %, volatilité prévue de la Société de 133 %, prix d'exercice de 0,20 \$ et aucun dividende prévu.

On January 18, 2017 the Corporation granted a total of 200,000 stock options to directors of the Corporation, which are exercisable at a price of \$0.245 per share. These stock options vested on the date of grant and will expire on the tenth anniversary of the date of grant. The fair value of these stock options is \$0.235 per share for a total share-based compensation expense of \$47,000. The exercise price of these stock options was equal to the last closing price of the common shares of the Corporation on the TSX-V on the date these stock options were granted. The fair value attributed to these stock options is estimated at the grant date based on the Black & Scholes pricing model, using the following weighted average assumptions: share price of \$0.245, expected life of 10 years, risk-free interest rate of 1.7%, expected volatility of 126%, exercise price of \$0.245 and no expected dividend.

In 2016, the Corporation granted a total of 400,000 stock options to directors of the Corporation, which are exercisable at \$0.20 per share. Options vested at the grant date. These stock options will expire on the tenth anniversary of their day of issuance. The fair value of stock options awarded is \$0.183 per share for a total share-based compensation expense of \$73,200. The market price of the Corporation's share was equal to the exercise price at the grant date determined on the previous day's closing price. The fair value attributed of stock options granted is estimated at the grant date based on the Black & Scholes pricing model, using the following weighted average assumptions: share price of \$0.19, expected life of 10 years, risk-free interest rate of 1.08%, expected volatility of the Corporation of 133%, exercise price of \$0.20 and no expected dividend.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Le tableau suivant résume l'information concernant les variations des options d'achat d'actions de la Société en circulation :

The following table summarizes information about the movement of the Corporation's share options outstanding:

	Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 / For the year ended December 31, 2017		Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 / For the year ended December 31, 2016	
Options	Nombre d'options / Number of options	Prix de levée moyen pondéré / Weighted average exercise price \$	Nombre d'options / Number of options	Prix de levée moyen pondéré / Weighted average exercise price \$
En circulation – Début de l'exercice / Outstanding – Beginning of year	950 000	0,15	550 000	0,11
Octroyées / Granted	1 125 000	0,28	400 000	
Exercées / Exercised	(340 000)	0,15	-	0,20
En circulation – Fin de l'exercice / Outstanding – End of year	<u>1 735 000</u>	<u>0,24</u>	<u>950 000</u>	<u>0,15</u>
Exercables / Exercisable	<u>1 735 000</u>	<u>0,24</u>	<u>950 000</u>	<u>0,15</u>

340 000 option d'achat d'actions ont été exercées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 contre aucune pour 2016.

340,000 stock options were exercised for the year ended December 31, 2017 and none for 2016.

L'information relative aux options en circulation et exercables octroyées aux administrateurs et dirigeants au 31 décembre 2017 et 2016 se détaille comme suit :

Information relating to options outstanding and exercisable granted to directors and officers as at December 31, 2017 and 2016 is as follows:

Au 31 décembre 2017 / As of December 31, 2017:

Nombre d'options en circulation et exercables / Number of options outstanding and exercisable	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée / Weighted average remaining contractual life	Prix de levée / Exercise price \$
50 000	4,91 ans / years	0,245
300 000	6,88 ans / years	0,11
50 000	7,63 ans / years	0,11
260 000	8,50 ans / years	0,20
200 000	9,13 ans / years	0,245
875 000	9,5 ans / years	0,295
<u>1 735 000</u>		

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Au 31 décembre 2016 / As of December 31, 2016:

Nombre d'options en circulation et exerçables / Number of options outstanding and exercisable	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée / Weighted average remaining contractual life	Prix de levée / Exercise price \$
500 000	7,88 ans / years	0,11
50 000	8,63 ans / years	0,11
400 000	9,5 ans / years	0,20
950 000		

La juste valeur des options à la date d'octroi en 2017 a été estimée à 311 150 \$ et la juste valeur des options à la date d'octroi en 2016 a été estimée à 73 200 \$ selon le modèle d'évaluation Black-Scholes, en utilisant les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

The fair value of options at the time of grant in 2017 was estimated at \$311,150 and the fair value of options in 2016 was estimated at \$73,200 based on the Black-Scholes option pricing model, using the following weighted average assumptions:

	2017	2016
Durée de vie prévue / Expected life	5 et 10 ans / years	10 ans / years
Prix de l'action / Share price	0,245/0,305 \$	0,19 \$
Taux d'intérêt sans risque / Risk-free interest rate	1,61 / 1,75 / 1,7 %	1,08 %
Volatilité prévue / Expected volatility	127 / 121 / 126 %	133 %
Dividende prévu / Expected dividend yield	Nul / Nil	Nul / Nil
Taux de renonciation prévu / Expected forfeiture rate	0 %	0 %

13- Transactions entre parties liées et rémunération des principaux dirigeants

Transactions entre parties liées

Les opérations entre parties liées ont eu lieu dans le cours normal des activités. Sauf indication contraire, les transactions suivantes sont incluses dans les états consolidés de la perte :

	2017 \$	2016 \$
Directeurs ou une société détenue par des dirigeants		
Honoraires de consultants	162 770	51 652
Loyer	21 000	24 000
Frais d'exploration reportés	52 000	-

13- Related party transactions and compensation of key management

Related party transactions

Related party transactions occurred in the normal course of business. Unless indicated otherwise, the following transactions are included in the consolidated statements of loss:

	2017 \$	2016 \$
Officers or a company held by officers		
Consulting fees	162 770	51 652
Rent	21 000	24 000
Deferred exploration expenses	52 000	-

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Au 31 décembre 2017, le solde dû aux parties liées est de 29 690 \$ (13 006 \$ au 31 décembre 2016). Ce montant est sujet aux mêmes conditions que ceux des non-apparentés.

As at December 31, 2017, the balance due to related parties amounts to \$29,690 (2016 – \$13,006). This amount is subject to the same conditions as those of non-related parties.

Rémunération des principaux dirigeants

La Société a une entente de service avec une partie liée pour obtenir des services de gestion, incluant les hauts dirigeants. En raison de l'entente de service, la Société n'a pas de salaires et de charges sociales à payer.

Compensation of key management

The Corporation has a service agreement with a related party to provide management services to the Corporation, including senior executives. Because of the service agreement, the Corporation has no employee benefits expense.

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs et les membres de la haute direction. La rémunération versée ou payable aux principaux dirigeants est présentée ci-dessous :

Key management includes directors and officers. The compensation paid or payable to key management is presented below:

	2017	2016	
	\$	\$	
Services des principaux dirigeants et frais des administrateurs	214 770	49 552	Key management services and directors' fees
Dépense de rémunération à base d'actions	<u>286 250</u>	<u>73 200</u>	Share-based compensation expense
	<u>501 020</u>	<u>122 752</u>	

14- Impôts sur le résultat

14- Income taxes

Le tableau qui suit présente le rapprochement entre la charge d'impôt et le produit obtenu en multipliant la perte comptable par le taux d'imposition canadien s'appliquant à la Société :

A reconciliation between income tax expense and the product of accounting loss multiplied by the Corporation's domestic tax rate is as follows:

	2017	2016	
	\$	\$	
Taux d'imposition statutaire	<u>26,8%</u>	<u>26,9 %</u>	Statutory tax rate
Impôts sur le résultat au taux d'imposition statutaire	(248 001)	(114 194)	Tax benefit of statutory tax rate
Actifs d'impôts différés non reconnus	180 195	101 916	Tax effect of unrecognized deferred income tax asset
Dépenses non déductibles	84 652	20 453	Non-deductible expenses
Autres	<u>(16 845)</u>	<u>(8 175)</u>	Other
Dépense d'impôts différés	<u>-</u>	<u>-</u>	Deferred income tax expense

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Les avantages fiscaux liés aux écarts temporaires ci-après n'ont pas été comptabilisés dans les états financiers consolidés :

The tax benefits of the following temporary differences have not been recognized in the consolidated financial statements:

	2017	2016	
	\$	\$	
Pertes autres qu'en capital	319 145	184 339	Non-capital loss
Frais d'émission d'action	29 294	15 845	Share issue expenses
Dépenses en capital	2 896	1 719	Capital expenses
Actifs d'exploration	<u>85 936</u>	<u>59 028</u>	Exploration assets
Actifs nets d'impôts différés	<u>437 271</u>	<u>260 931</u>	Net deferred income tax assets

Au 31 décembre 2017, la valeur fiscale des actifs d'exploration totalisait 2 434 204 \$ (395 599 \$ au 31 décembre 2016). La différence entre la valeur fiscale et la valeur comptables est principalement due à la radiation de certains actifs d'exploration.

As at December 31, 2017, the tax base of the exploration assets totalled \$2,434,204 (2016 – \$395,599). The difference between the tax base and the amount capitalized is due mainly to the fact that certain exploration assets were impaired.

Au 31 décembre 2017, la Société avait des pertes autres qu'en capital au fédéral d'environ 1 164 542 et des pertes autres qu'en capital provincial d'environ 1 256 203 \$ (655 841 \$ et 745 501 respectivement au 31 décembre 2016) qui pourront être utilisées afin de réduire les impôts sur les résultats et ce, avant 2037.

As at December 31, 2017, the Corporation had accumulated federal non-capital losses of \$1 164 542 and accumulated provincial non-capital losses of \$1 256 203 for tax purposes (2016 - \$655,841 for federal and \$745,501 for provincial) which can be used to reduce taxable income before 2037.

15- Facteurs de risques financiers

La Société est exposée à différents risques financiers résultant à la fois de ses activités et de ses investissements. La direction de la Société gère les risques financiers. La Société n'a pas recours à des transactions d'instruments financiers, incluant des instruments financiers dérivés, aux fins de spéculation. L'exposition de la Société aux principaux risques financiers et ses politiques financières en la matière sont décrits ci-après.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne dispose pas de liquidités suffisantes pour honorer ses obligations financières à mesure que celles-ci viennent à échéance. Tel qu'il est mentionné à la note 1, le niveau de liquidité et les résultats d'exploitation de la Société pourraient subir l'effet négatif de restrictions imposées à son accès au marché financier ou à d'autres formes de

15- Financial risk factors

The Corporation is exposed to various financial risks resulting from both its operations and its investment activities. The Corporation's management manages financial risks. The Corporation does not enter into financial instrument agreements, including derivative financial instruments, for speculative purposes. The main financial risks to which the Corporation is exposed are detailed below.

Liquidity risk

Liquidity risk is the risk that the Corporation will not have sufficient cash resources to meet its financial obligations as they come due. As further mentioned in note 1, the Corporation's liquidity and operating results may be adversely affected if the Corporation's access to the capital market is hindered, whether as a result of a downturn in stock market conditions generally or related to

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

financement, par suite d'un repli généralisé du marché boursier ou de difficultés propres à la Société. Par le passé, les flux de trésorerie de la Société provenaient essentiellement des activités de financement. Au 31 décembre 2017, la Société disposait d'une trésorerie de 368 644 \$ (515 084 \$ au 31 décembre 2016) pour régler ses passifs courants de 515 960 \$ (59 392 \$ au 31 décembre 2016). Toutes les obligations financières de la Société sont assorties d'échéances contractuelles de moins de 30 jours et sont soumises aux conditions normales du marché. La Société évalue régulièrement sa situation de trésorerie pour assurer la conservation et la sécurité du capital et le maintien du niveau de liquidité.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La Société est assujettie à un risque de crédit par la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les débiteurs. Les débiteurs comprennent principalement des taxes à la consommation réclamées au gouvernement fédéral et au gouvernement provincial. La Société réduit le risque de crédit en maintenant la trésorerie dans une banque à charte canadienne.

La valeur comptable représente l'exposition maximale au risque de crédit de la Société associée à la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi qu'aux débiteurs.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte qui peut résulter de changements dans les facteurs de marché tels que les taux d'intérêt.

Risque lié aux taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Le risque de taux d'intérêt pour la Société provient principalement de la trésorerie.

Les autres actifs et passifs financiers ne sont pas exposés au risque de taux d'intérêt, car ils ne portent pas intérêt. La Société n'utilise aucun dérivé pour atténuer son exposition au risque de taux d'intérêt.

matters specific to the Corporation. The Corporation has historically generated cash flows primarily from its financing activities. As at December 31, 2017, the Corporation had cash amounting to \$368,644 (2016 – \$515,084) to settle current liabilities of \$515,960 (2016 – \$59,392). All of the Corporation's financial liabilities have contractual maturities of less than 30 days and are subject to normal trade terms. The Corporation regularly evaluates its cash position to ensure preservation and security of capital as well as maintenance of liquidity.

Credit risk

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument will fail to discharge an obligation and cause the other party to incur a financial loss. The Corporation is subject to concentrations of credit risk through cash and cash equivalents and accounts receivable. Accounts receivable consist mainly of goods and services tax due from the federal government and provincial sales tax. The Corporation reduces its credit risk by maintaining its cash with a Canadian chartered bank.

The carrying amount representing the maximum credit exposure of the Corporation for cash and cash equivalents and accounts receivable.

Market risk

Market risk is the risk of loss that may arise from changes in market factors such as market price and interest rates.

Interest rate risk

Interest rate risk is the risk that the fair value of future cash flows of a financial instrument will fluctuate due to changes in market interest rates. The Corporation's interest rate risk is primarily related to cash.

Other financial assets and financial liabilities are not exposed to interest rate risk because they are non-interest bearing. The Corporation does not use derivatives to mitigate its exposure to interest rate risk.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Juste valeur

La juste valeur estimative est établie à la date des états de la situation financière, en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers.

Les instruments financiers de la Société, au 31 décembre 2017, sont composés de la trésorerie et des créditeurs et frais courus. La juste valeur de ces instruments financiers correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme ainsi que des taux actuels sur le marché.

Hiérarchie de la juste valeur

Instruments financiers de niveau 1

La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs est basée sur les cours cotés sur des marchés boursiers reconnus à la date de la situation financière. Le cours coté du marché utilisé pour les actifs financiers détenus par la Société est le dernier prix de transaction. Aux 31 décembre 2017 et 2016, aucun instrument n'est considéré comme étant de niveau 1.

Instruments financiers de niveau 2 et 3

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation.

Ces techniques d'évaluation maximisent l'utilisation de données de marché observables lorsqu'elles sont disponibles et se fient le moins possible aux estimations spécifiques de la Société. Si toutes les données importantes requises pour évaluer la juste valeur d'un instrument sont observables, l'instrument est considéré comme étant de niveau 2. Si une ou plusieurs des données importantes ne sont pas basées sur des données de marché observables, alors l'instrument est considéré comme étant de niveau 3.

Aux 31 décembre 2017 et 2016, il n'y a aucun instrument financier de niveau 2 et 3.

Fair value

Fair value estimates are made at the statement of financial position dates, based on relevant market information and other information about financial instruments.

The Corporation's financial instruments as at December 31, 2017 consist of cash and accounts payable and accrued liabilities. The fair value of these financial instruments approximates their carrying value due to their relatively short periods to maturity and current market rates.

Fair value hierarchy

Financial instruments in Level 1

The fair value of financial instruments traded in active markets is based on quoted market prices on a recognized securities exchange at the statement of financial position dates. The quoted market price used for financial assets held by the Corporation is the last transaction price. As at December 31, 2017 and 2016, there is no instrument included in Level 1.

Financial instruments in Level 2 and 3

The fair value of financial instruments that are not traded in an active market is determined by using valuation techniques.

These valuation techniques maximize the use of observable market data where it is available and rely as little as possible on the Corporation's specific estimates. If all significant inputs required to measure the fair value of an instrument are observable, the instrument is included in Level 2. If one or more of the significant inputs are not based on observable market data, the instrument is included in Level 3.

As at December 31 2017 and 2016, there are no Level 2 and 3 financial instruments.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

16- Politiques et procédures de gestion du capital

Les objectifs de la Société en ce qui a trait à la gestion du capital sont d'assurer que la Société soit capable de poursuivre ses opérations, incluant l'acquisition, l'exploration et l'évaluation de propriétés minières, pétrolières et gazières.

La Société considère les capitaux propres, totalisant 2 665 225 \$ au 31 décembre 2017 (693 495 \$ au 31 décembre 2016), comme son capital.

La Société gère sa structure de capital et y apporte des ajustements pour s'assurer que ses liquidités sont suffisantes pour poursuivre ses activités d'E&E sur ses propriétés minières, pétrolières et gazières. Par conséquent, si nécessaire, elle tentera d'obtenir des capitaux supplémentaires au moyen des marchés boursiers.

Il n'y a eu aucun changement important dans l'approche de gestion du capital de la Société pendant l'exercice terminé le 31 décembre 2017. La Société n'est soumise à aucune exigence en matière de capital imposé de l'extérieur, sauf lorsqu'elle conclut un placement en actions accréditatives pour lequel le montant doit être utilisé aux fins de dépenses d'E&E. Les changements dans le capital sont présentés dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

17- Événements subséquents

Le 23 janvier 2018, la Société a clôturé un placement privé dans le cadre duquel la Société a émis un total de 5 000 000 d'unités au prix de 0,20 \$ par unité, pour un produit brut global de 1 000 000 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un demi bon de souscription. Chaque bon de souscription entier permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire additionnelle de la Société au prix de 0,30 \$ pour une période de 24 mois suivant la date de clôture. Dans le cadre du placement privé, la Société a versé une commission de vente au comptant à PI Financial Corp. totalisant 4 080 \$. De plus, la Société a octroyé des options de courtiers à PI Financial Corp. lui donnant le droit d'acquérir jusqu'à 20 400 actions ordinaires supplémentaires de la Société au prix de 0,20 \$ l'action pour une période de 24 mois suivant la date de clôture.

16- Capital management policies and procedures

The Corporation's capital management objectives are to preserve its ability to continue as a going concern and to pursue its operations, including the acquisition and exploration and evaluation of mining and oil and gas properties.

The Corporation considers equity, which totals \$2,665,225 as at December 31, 2017 (December 31, 2016 – \$693,495), as its capital.

The Corporation manages its capital structure on a going concern basis and makes adjustments to ensure that sufficient liquidity is available to pursue its mining and oil and gas property E&E activities. Accordingly, as necessary, it will attempt to obtain additional capital through equity markets.

There were no significant changes in the Corporation's approach to capital management during the year ended December 31, 2017. The Corporation does not have any externally imposed capital requirements or regulatory or contractual requirements to which it is subject, unless the Corporation closes a flow-through private placement, in which case the funds are restricted in use for E&E expenses. Changes in capital are presented in the consolidated statement of changes in equity.

17- Subsequent events

On January 23, 2018, the Corporation completed a private placement pursuant to which the Corporation issued 5,000,000 units at a price of \$0.20 per unit for gross proceeds of \$1,000,000. Each unit is comprised of one common share and one half of a common share purchase warrant. Each whole warrant entitles its holder to acquire one additional common share of the Corporation at a price of \$0.30 for a period of 24 months from the closing date. In connection with the private placement, the Corporation paid a cash sale commission to PI Financial Corp. totalling \$4,080. In addition, the Corporation granted finder's options to PI Financial Corp. entitling it to acquire up to 20,400 additional common shares of the Corporation at a price of \$0.20 per share for a period of 24 months from the closing date.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Le 5 février 2018, en lien avec la convention d'exploration et d'option datée du 16 janvier 2017 visant la propriété Veronneau, la Société a procédé au deuxième paiement de 50 000\$ et a émis 1 250 000 actions ordinaires aux Optionnés.

Le 11 avril 2018, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une convention d'achat d'actifs (l'« Entente ») avec les propriétaires (les « Vendeurs ») d'une participation de 90% dans 515 claims miniers comprenant la propriété Veronneau. Aux termes de l'Entente, la convention d'exploration et d'option datée du 16 janvier 2017 entre la Société et les Vendeurs aux termes de laquelle la Société avait l'option d'acquérir jusqu'à 60% de participation indivise dans la propriété Veronneau sera résiliée (voir la note 10 pour plus de détails sur la transaction originale). Aux termes de l'Entente, la Société, qui a déjà acquis une participation de 10% dans la propriété Veronneau auprès des Vendeurs, a convenu d'acheter la participation indivise restante de 90% dans la propriété Veronneau détenue par les vendeurs.

La contrepartie à payer pour l'acquisition de la participation de 90% dans la propriété Veronneau est: (i) un paiement en espèces de 50 000 \$ aux Vendeurs; (ii) l'émission d'un total de 3 000 000 d'actions ordinaires de la Société aux Vendeurs, lesquelles actions seront émises à un prix réputé de 0,15 \$ par action; et (iii) l'émission d'un total de 3 000 000 bons de souscription d'actions ordinaires de la Société aux Vendeurs. Chaque bon de souscription permettra à son détenteur d'acquérir une action ordinaire de la Société au prix de 0,20 \$ pour une période de cinq ans à compter de la date de clôture de l'acquisition.

La propriété Veronneau sera assujettie à une redevance nette d'affinage de 3,5% payable aux Vendeurs, laquelle pourra être réduite à tout moment à 2% par la Société en versant un montant de 1 500 000 \$ aux Vendeurs.

Les parties prévoient de procéder à la clôture de l'acquisition avant la fin du mois de mai 2018, sous réserve des conditions habituelles pour ce type de transaction, y compris la livraison des documents de clôture requis. La transaction est également conditionnelle à l'approbation réglementaire, y compris celle de la TSX-V.

On February 5, 2018, as part of the exploration and option agreement dated January 16, 2017 for the Veronneau property, the Corporation proceed to the second cash payment of \$50,000 and issued 1,250,000 common shares to the Optionors.

On April 11, 2018, the Corporation announced that it had entered into an asset purchase agreement (the "Agreement") with the owners (the "Vendors") of a 90% ownership interest in the 515 mining claims comprising the Veronneau property. Pursuant to the Agreement, the exploration and option agreement dated January 16, 2017 between the Corporation and the Vendors, pursuant to which X-Terra had an option to acquire up to a 60% undivided ownership interest in the Veronneau property, will be terminated (see note 10 for more details on the original transaction). Pursuant to the Agreement, the Corporation, which has already acquired a 10% ownership interest in the Veronneau property from the Vendors, agreed to purchase the remaining 90% undivided interest in the Veronneau Property owned by the Vendors.

The consideration to be paid for the acquisition of the 90% ownership interest in the Veronneau property is: (i) a cash payment of \$50,000 to the Vendors; (ii) the issuance of an aggregate of 3,000,000 common shares of the Corporation to the Vendors, which shares will be issued at a deemed price of \$0.15 per share; and (iii) the issuance of an aggregate of 3,000,000 common share purchase warrants of the Corporation to the Vendors. Each warrant will entitle the holder thereof to acquire one common share of X-Terra at a price of \$0.20 for a period of five years from the closing date of the acquisition.

The Veronneau Property will be subject to a 3.5% net smelter return royalty payable to the Vendors, which percentage may be reduced to 2.0% at any time by the Corporation by making a cash payment of \$1,500,000 to the Vendors.

The parties expect to proceed with the closing of the acquisition before the end of the month of May 2018, subject to conditions customary for this type of transaction, including the delivery of required closing documents. The transaction is also conditional upon regulatory approval, including that of the TSX-V.